Le CAC, communiquer une histoire   
(une histoire de communiqués)

Ce livret a été conçu et rédigé par un groupe composé de : **à vérifier**

Frédérique Dumont (animatrice), Isabelle Boyer, Dominique Jaulmes, Patrick Gouge, Nicole Picquart, Jean-Claude Boual, Gilles Rouby, Didier Minot, Marc Mangenot, François Annycke, Bernadette Nantois, Jean-Baptiste Jobard.

# Table des matières

[Le CAC, communiquer une histoire (une histoire de communiqués) 1](#__RefHeading___Toc5178_2624812843)

[Table des matières 2](#__RefHeading___Toc5180_2624812843)

[Introduction 3](#__RefHeading___Toc5034_2624812843)

[1. La création du Collectif des Associations Citoyennes 3](#__RefHeading___Toc5036_2624812843)

[2. Des évolutions mais aussi des ruptures 5](#__RefHeading___Toc5038_2624812843)

[3. Les raisons de ce document 7](#__RefHeading___Toc5040_2624812843)

[4. Pourquoi ce choix des “communiqués” et comment sont-ils produits ? 7](#__RefHeading___Toc5042_2624812843)

[5. La méthode de co-production des communiqués au CAC  8](#__RefHeading___Toc5044_2624812843)

[Création du Collectif : appel initial et extraits de la circulaire Fillon du 18 janvier 2010 10](#__RefHeading___Toc5046_2624812843)

[Marchandisation 14](#__RefHeading___Toc5048_2624812843)

[6. French Impact, Contrats à Impact Social 16](#__RefHeading___Toc5050_2624812843)

[Emplois associatifs / bénévolat 33](#__RefHeading___Toc5052_2624812843)

[7. L’emploi associatif 34](#__RefHeading___Toc5054_2624812843)

[8. Les emplois aidés 34](#__RefHeading___Toc5056_2624812843)

[Financement des associations 57](#__RefHeading___Toc5058_2624812843)

[9. Le très inégal financement des associations 57](#__RefHeading___Toc5060_2624812843)

[10. Le financement objet de beaucoup d’attentions 58](#__RefHeading___Toc5062_2624812843)

[Droits et libertés associatives 81](#__RefHeading___Toc5064_2624812843)

[Perspectives citoyennes 94](#__RefHeading___Toc5066_2624812843)

[Annexes : pour aller plus loin 97](#__RefHeading___Toc5068_2624812843)

[11. Annexe UE 97](#__RefHeading___Toc5182_2624812843)

[2018 - du 10 au 13 juillet à Amiens - "Associations citoyennes et marchandisation : comment résister et construire ?" 98](#__RefHeading___Toc5072_2624812843)

# Introduction

Le monde associatif est multiple, diversifié jusqu’à entretenir des contradictions et des divergences fortes. Quoi de commun entre une association qui organise la pratique d’un sport ou d’un loisir, d’autres qui se veulent culturelles ou d’éducation populaire, d’autres encore qui s’organisent en groupement de réflexion et d’action dans un but social, écologique ou partisan ? C’est la liberté de s’organiser, la liberté de se rassembler en vue de réaliser des activités de toutes sortes (du sport à la production philosophique, en passant par la danse, le théâtre, les sorties amicales, la solidarité, la santé, l’accès aux droits, etc.), de poursuivre un ou des buts communs mais aussi, et souvent, de trouver ou retrouver des liens de connivence, des ambiances, du plaisir d’être et de faire ensemble.

Cette liberté a été solidement codifiée par la loi de 1901, qui ouvre des espaces permettant à des personnes de mettre en commun moyens, énergies, pensées, hors de toute tutelle, hors de l’emprise de la loi du profit. La non-lucrativité est un mot clé pour dire cela en une formule ramassée : totale liberté dans le cadre du respect des personnes et de l’ordre public.

Le 18 janvier 2010, une circulaire du premier ministre (Fillon) met le feu aux poudres, inquiète et bouscule un monde associatif plus habitué à défendre son pré-carré qu’enclin à la contestation concertée. Ce n’était pas la première fois que les pouvoirs en place cherchaient à domestiquer le monde associatif, à défaut de le contrôler (Cf. l’instruction fiscale du 15 septembre 1998, tempérée par celle du 16 février 1999).

Déjà échaudé qu’il est par la liberté syndicale souvent entravée et privée de moyens, le patronat organisé au sein du MEDEF n’apprécie pas le monde associatif, sauf lorsqu’il se limite à la pratique du sport, aux loisirs « innocents », au social et au secours des plus démunis (les victimes du capitalisme), ou encore aux activités cultuelles et annexes, bref lorsqu’il n’est pas critique ou contestataire du système en place. En mai 2002, un important rapport traduit cette hostilité larvée en déclaration de guerre. Que dit le MEDEF ? Que la non-lucrativité constitue un avantage concurrentiel inacceptable, sous-entendu que les associations sont des commerçantes dès lors qu’elles tirent de leur activité des ressources financières. Aux avantages offerts aux entreprises, le MEDEF ajoute que les subventions accordées par la puissance publique accentuent les déséquilibres d’une concurrence déloyale selon son point de vue. Il existe bien sûr des dérives, des associations peu démocratiques ou certaines qui utilisent le statut associatif pour masquer des activités commerciales. L'administration elle-même utilise trop souvent la forme associative pour retrouver de "la souplesse" dans des missions de service public. Mais celles-ci sont peu nombreuses. Suffisamment de lois, décrets et règlements ont été édictés depuis des décennies pour en limiter l’émergence et corriger ou interdire les abus, même si ce n’est pas toujours simple à détecter.

La circulaire du 18 janvier 2010 s’inspire directement de la position du MEDEF. Les associations sont sommées de prouver que leur activité ne relève pas du commerce et des lois de la concurrence. Il s’agit là d’une inversion de la charge de la preuve : on doit prouver son innocence sans quoi il faudra passer sous les fourches caudines des lois du marché et de la fiscalité afférente. Comme très souvent, le texte s’accompagne d’un entrelacs de mesures et de démarches bureaucratiques dont la complexité n’a d’égale que la volonté de soumettre le monde associatif, autrement dit d’en restreindre la liberté.

## La création du Collectif des Associations Citoyennes

La circulaire Fillon, de ce point de vue, s’apparente à une loi scélérate (qui porte atteinte aux libertés), bien qu’elle n’ait pas le statut d’une loi. Une partie du monde associatif s’en émeut et se rebelle. Une autre préfère l’agir discret plutôt que oser l’affrontement avec le pouvoir d’État. La majorité n’a pas connaissance du texte, ne se sent pas concernée ou ne souhaite pas entrer en conflit avec ses financeurs publics.

|  |
| --- |
| *(Encadré)* D’autres offensives à l’oeuvre avant la circulaire Fillon La circulaire Fillon, entreprise d’envergure, n’était cependant pas la première offensive assassine des pouvoirs publics contre les associations. La rigueur budgétaire touchant les associations a été, et ce n’était d’ailleurs pas une nouveauté (se rappeler des offensives sous Giscard), assez puissante dès les années 80 L’époque était celle d’une forte accélération des créations d’associations. De onze mille crées en 1963, on était passé à vingt-deux mille en 1973, puis à quarante-sept mille en 1983. Les créations enregistrées au début des années 80 concernaient en bonne partie la solidarité, l’écologie, le féminisme, la culture. Beaucoup dépendaient des financements publics que l’arrivée de la « gauche » au pouvoir semblait rendre plus accessibles. Ce fut également une hausse marquée des emplois salariés, emplois aidés (TUC, travaux d’utilité collective en 1984) ou objecteurs de conscience, rendant plus nécessaire la recherche de financements.  Or, la rigueur budgétaire, initiée en 1982/83, a conduit à des baisses de subventions et de mise à disposition de moyens. La sociologue Geneviève Poujol avait noté que les associations *- dont un nombre non négligeable était devenu employeur -* étaient poussées à se comporter comme des entreprises, notamment celles qui relevaient de la culture, des loisirs et de l’éducation populaire (*Revue de l’économie sociale, avril 1988*). L’instruction fiscale du 15 septembre 1998, précisée et amendée par celle du 16 février 1999, inversait la charge de la preuve en matière d’imposition fiscale. Ce n’était plus les services compétents mais les associations elles-mêmes qui devaient apporter la preuve que leur activité n’avait pas de caractère commercial. Certes, il y avait des abus (il y en a encore), certains ayant fait la une de la presse, comme le scandale de l’ARC en 1991. Toutefois, l’arsenal réglementaire était déjà à l’époque largement suffisant s’il était mis en œuvre pour repérer et sanctionner les contrevenants.    Face à ces attaques répétées, les réponses ou recherches de solutions relevaient du chacun pour soi. La critique **et** la mobilisation contre la marchandisation et l’étranglement des associations lancées par le CAC ont été, probablement, la première invitation pour une réponse collective et vigoureuse. |

RÉAGIR DONC, mais comment ? Le monde associatif qui se réclame de l’émancipation, ou plus simplement du droit à faire ensemble sans contraintes, n’a pas l’habitude de se concerter pour une mobilisation contestataire. Sa tendance est plutôt celle du profil bas, du chacun dans son coin, une concurrence non commerciale mais idéologique ou performative (être le ou la meilleure dans sa catégorie). Les premiers contacts sont pris entre personnes, par ailleurs engagées socialement sur divers terrains, exerçant des responsabilités associatives. Didier Minot[[1]](#footnote-2) est à la manœuvre. L’idée : se rencontrer, créer un collectif, ne pas laisser la circulaire Fillon s’appliquer comme si de rien n’était, la dénoncer, la rendre visible et envisager comment réagir collectivement. Bref créer un front capable de faire face et **d’assurer la liberté d’association, autant que toutes les autres libertés**.

Le collectif rapidement constitué décide de plaider l’annulation devant le Conseil d’État. Pour des raisons de délai et de procédure, le recours est rejeté. La circulaire devenait applicable. Le collectif décide de poursuivre son action par la mobilisation du plus grand nombre d’associations, considérant que celles-ci sont garantes de l’intérêt général parce que justement, même si elles peuvent avoir des activités rémunératrices pour elles-mêmes, elles ne sont pas des entreprises commerciales à la recherche du profit privé. Ce faisant, elles contribuent, chacune à sa façon, à l’intérêt général.

Des responsables de petites et moyennes associations d’éducation populaire ou engagées dans le domaine social, se positionnent d’emblée contre cette tentative de soumettre le monde associatif à la marchandisation. L’analyse de la circulaire montre que la liberté d’association est menacée par la réduction déjà engagée des subventions publiques, et la mise en concurrence des associations par le biais des appels d’offre publics sensés combler leur diminution mais qui atteint de fait la liberté d’initiative associative. Le monde associatif, notamment dans le domaine social et l’éducation populaire, perdrait ainsi progressivement sa liberté et son pouvoir d’agir pour devenir le sous-traitant des pouvoirs publics à différents niveaux institutionnels et des intérêts privés.

## Des évolutions mais aussi des ruptures

Le Collectif des Associations Citoyennes (CAC) n’a pas évolué de façon simple et linéaire. Ses prises de position à différentes étapes et ses actions de mobilisation ont fait l'objet de nombreux débats, ont soulevé des contestations et ont parfois provoqué des ruptures.

Le 25 avril 2010, le CAC lance l’appel intitulé : « ***Non à la remise en cause des libertés associatives !*** *Les associations citoyennes doivent agir ensemble* »[[2]](#footnote-3). L’appel sera rapidement soutenu par un nombre important d’associations nationales ou locales, fédérées ou non, d’animateurs et responsables associatifs et de personnalités d’horizons différents : près de 2 000 signatures début mai 2010. Les associations signataires de l'appel, chacune avec sa singularité, refusaient d'être considérées comme des “entreprises associatives” et d'être réduites à un simple rôle de prestataires.

A cette époque rien ne laissait penser que le mouvement de protestation, qui avait pris forme à partir de ce refus, aurait pu durer autant et fêter en 2020 ses dix ans.

Dans sa première étape, le collectif s’est constitué comme un regroupement ouvert, volontaire et sans exclusive, pour développer une dynamique de réflexion sur l'avenir des associations, pouvant amener à construire un « *nouveau pacte entre les pouvoirs publics et le monde associatif* ». Son but initial, qui était de lutter contre la marchandisation de l'action associative que posait la circulaire Fillon, s'est rapidement élargi. Le développement des mesures et règlementations prises par les pouvoirs publics et la marchandisation croissante de la société ont amené le Collectif à se pencher sur de nouveaux sujets de réflexion qui avaient ou pouvaient avoir un impact sur le secteur associatif, comme la réforme générale des politiques publiques (RGPP), les réformes territoriales, la baisse des financements aux collectivités, la loi ESS, les politiques européennes, et dans la dernière période les enjeux des dérèglements climatiques, les contrats à impact social et la restriction des libertés associatives.

La question de définir ce qu'est ***une association citoyenne***a toujours traversé les sujets de discussion du Collectif depuis sa constitution. Pour certains, contribuer au bien commun et à l'intérêt général, intervenir en fonction des règles définies par la charte de principes élaborée en commun, et mettre en œuvre des actions visant à la transformation de la société, n'était pas une définition suffisante. Le terme d'associations citoyennes supposait que toutes les associations n'étaient pas citoyennes, ce qui a valu un important débat autour des critères définissant cette citoyenneté : *non-lucrativité, solidarité avec le territoire, bénévolat, participation et fonctionnement démocratique, libertés, implication dans la vie de la cité, etc.* La nécessité d'avoir une meilleure connaissance de la diversité des situations associatives est devenu un des enjeux du CAC. Après 10 années d’existence, cette terminologie fondatrice du CAC nous renvoie à ce qu’on appelle la dimension “politique” ou “émancipatrice” de l’Education populaire, des associations agissant pour comprendre et transformer la société.

Le CAC a toujours représenté pour les associations (membres ou partenaires) un apport d'analyses nécessaires à la compréhension du contexte politique et social, lié à une démarche de vulgarisation et de mobilisation, dans l'objectif de coordonner des secteurs associatifs qui n’ont pas l'habitude de travailler ensemble. Mais rapidement le volume des actions à mener, pour informer les associations et répondre à leurs attentes, s'est heurté au manque de moyens humains et matériels. S'appuyer sur une équipe de bénévoles n'était plus suffisant pour être efficace. En décembre 2011, le recrutement d’un animateur afin d'organiser les groupes de travail et coordonner les mobilisations des associations au niveau local a permis d'organiser le premier Printemps des Associations de 2012 et de rendre visibles les associations citoyennes dans la campagne électorale pour les présidentielles et les législatives.

La participation active à la vie politique dans le cadre de cette campagne, mais aussi les liens à développer entre associations et luttes sociales, ont été une autre source de débat. Pour les uns ce type d'activité était voué à l'échec et il ne pourrait rien en sortir. Pour les autres, les associations étaient toutes aussi légitimes à manifester dans la rue que les partis et les syndicats et devaient peser sur les choix des candidats.

En 2013 une plateforme inter-associative se constitue à partir du nouvel appel du CAC *"Non à la disparition des associations".* Sa durée de vie a été courte, les associations ou les réseaux devant répondre en même temps à leurs propres objectifs, mener leurs actions et gérer leurs difficultés, se heurtant aussi à des intérêts contradictoires. A une époque où l’espoir d’un gouvernement socialiste pouvant améliorer la situation était fort dans le milieu associatif, certains des acteurs préféraient éviter la confrontation par des prises de positions trop tranchées.

Après la dissolution de la plateforme inter-associative, la discussion a porté sur la continuité du CAC. Une majorité s'est alors prononcée pour poursuivre l’aventure pensant que la situation allait empirer pour le secteur associatif. Dans une phase d'austérité, de recul démocratique et d'avancées des mesures néolibérales, le CAC aura toujours un rôle indispensable à jouer. Mais son organisation concrète et indépendante devait être revue pour en assurer la pérénité, alors que le Collectif était porté au niveau administratif et financier par une autre structure. La décision de se constituer en association a été prise en décembre 2013, même si beaucoup étaient attachés à un fonctionnement informel, ouvert à toutes et tous et profondément démocratique, les décisions étant prises au consensus.

Pour préserver son principe d’origine, le CAC a toujours essayé, avec plus ou moins de succès, d'inclure l'ensemble des associations, membres ou partenaires, aux débats de ses instances, en couplant la tenue des Conseils d'Administration et des AG avec l'organisation de « réunions plénières » largement ouvertes. Ce passage en association institutionnalisée a été un motif de rupture pour celles et ceux qui voyaient là une contradiction avec les objectifs initiaux du CAC et la nécessaire indépendance de son intervention.

A partir de 2014 le CAC a participé activement au dialogue institutionnel qui se mettait en place avec le gouvernement socialiste, aux côtés de la Conférence Permanente des Coordinations Associatives (CPCA, devenue Le Mouvement Associatif la même année) autour de points clés comme la baisse des financements, la loi ESS, la nouvelle charte d'engagements réciproques signée cette fois entre l'État, les collectivités et les associations, la nouvelle circulaire qui deviendra par la suite la circulaire Valls[[3]](#footnote-4). La campagne des élections européennes de 2014 a représenté un axe d'intervention du Collectif afin de comprendre les enjeux à poser au niveau de l'Europe.

Ce travail institutionnel avait ses raisons d'exister pour faire avancer certaines idées et mesures, et essayer de créer de nouvelles réglementations au bénéfice du monde associatif. Il s’agissait aussi de se construire comme force de propositions à côté de la force de contestation à l’origine du Collectif. Le CAC a été confronté à une certaine incrédulité vis-à-vis de ce travail de concertation et de négociation avec les pouvoirs public. Ce travail a permis néanmoins des avancées qui n'auraient pas été possibles si le Collectif avec opté pour une stratégie de "la chaise vide" que certains, en interne, prônaient.

Le Collectif des Associations Citoyennes a été reconnnu au cours de toutes ces années comme indispensable pour la compréhension d'une vision globale de l'état de la société et des enjeux pour le monde associatif. Ses analyses et ses livrets, ses prises de position, ses communiqués face à l'actualité et ses lettres d’informations en sont un témoignage.

## Les raisons de ce document

L’histoire du Collectif des Associations Citoyennes méritait, pour ses dix ans, d’être rappelée.

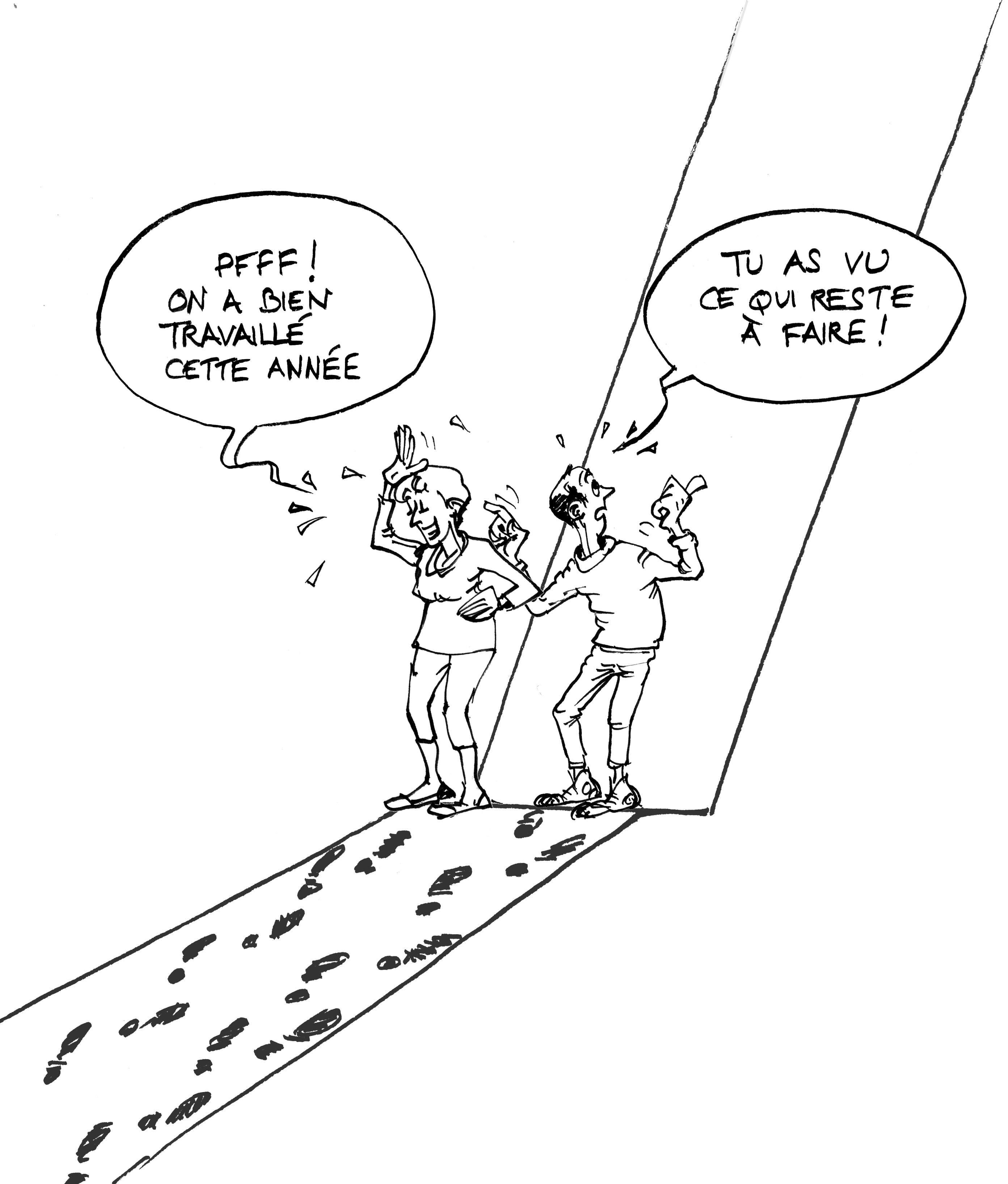
Dans ce livret, en cheminant à travers les communiqués ou les extraits de communiqués[[4]](#footnote-5) qui ont été l’une des expressions collectives de ce qui a été entrepris, réfléchi, contesté, proposé, nous donnons à voir les principes, les actions et les négociations, les analyses, les élaborations et les propositions qui ont fait et font le CAC. Nous montrons aussi les difficultés rencontrées, compte tenu du contexte socio politique et de la diversité de ses membres. En effet le CAC a toujours pris en compte la complexité des tensions entre les différents courants qui le constituent comme par exemple entre l’écologie et la justice sociale....

Le Collectif des Associations Citoyennes a, depuis dix ans, été dynamisé par la richesse de ses membres, même si parfois il n’a pas pu surmonter des divergences légitimes.

## Pourquoi ce choix des “communiqués” et comment sont-ils produits ?

Ce retour sur les 10 ans du CAC offre une occasion unique de regarder le chemin parcouru, d’y porter un regard attendri, critique, nostalgique, réaliste et de prendre le temps de voir en parallèle les évolutions du monde associatif, du contexte politique et sociétal pour pouvoir pour pouvoir y ancrer cette histoire.

C’est aussi l’occasion d’un bilan pour mieux nous préparer aux 10 prochaines années !



*Le choix des communiqués à l’occasion des 10 ans*

Le CAC durant ces 10 années a **beaucoup produit** : des textes, des réunions, des comptes rendus, des analyses, des dossiers, des rencontres, des communiqués, des mobilisations, des formations, des articles, des photos….

Il a **beaucoup communiqué** aussi pour transmettre, alerter, informer, interpeller, expliquer et sur des supports variés (sites, mails, réseaux sociaux, livrets, fiches, médias).

Nous avons choisi là de nous appuyer sur les « communiqués » du CAC diffusés au réseau et le plus souvent à la presse, mais nous **aurions aussi pu utiliser** :

* Les communiqués co-signés à l’initiative d’autres organisations ;
* Les articles dans les médias : les reprises de certains de nos communiqués, mais aussi les interviews radios ou dans la presse écrite, voir exceptionnellement à la télévision,  ou les articles rédigés à la demande d’un journal ;
* Les lettres d’information du réseau depuis 2011, qui ont pris des noms, formats et fréquences divers  (La Lettre, L’Echo des assos, Le Pingouin, L’heure de la Sirène) ;
* Les brochures ou livrets *;*
* Les communiqués des Collectif locaux ;
* Les synthèses de réunions ou de rencontres comme les universités d’été, les CA, les plénières, les coordinations…

L‘ensembe de ces ressouces sont disponibles sur notre site.

L’idée de ce livre a été évoquée en tout premier lieu dans un atelier participatif lors de

l’Université d’Eté de Marseille le 2 juillet 2019, intitulé : *Le CAC, communiquer une histoire (une histoire de communiqués)*. Ce fut la première séance de travail dans laquelle les participants ont posé les objectifs de ce livre, ont fait une première sélection des thématiques à prendre en compte et ont déterminé les différentes étapes du travail à venir pour sa réalisation.[[5]](#footnote-6)

## La méthode de co-production des communiqués au CAC

**Pourquoi produire un communiqué ?**

Pour son rôle d’alerte auprès des associations de notre réseau, des têtes de réseaux et partenaires, des médias qui vont eux-mêmes informer toute la société, des pouvoirs publics (élus et élues, services techniques…).

Pour son rôle d’interpellation « publique » des personnes / institutions / groupes concernées.

Pour dénoncer, critiquer une situation, un texte, une directive, une réglementation… injuste ou dangereuse pour le secteur associatif.

Pour amorcer le décryptage d’une politique ou d’une orientation qui va toucher le monde associatif.

Pour informer et expliquer brièvement des éléments qui peuvent passer inaperçus, y compris Pour les associations (surtout celles isolées), dans un rôle d’éducation populaire (et donc en vue de transformations sociales).

Pour faire des propositions, mettre en avant des exigences, des revendications.

**Qui en prend l’initiative ?**

En général, l’initiative du sujet ou du texte vient d’un des membres de la coordination, voire de notre groupe « veille politique » composé des membres du CA et des réseaux proches.

**Quelle méthode participative ?**

La méthode d’élaboration des communiqués s’est contruite au fil du temps. A des textes très personnels au départ, s’est imposé un travail collectif à partir d’un texte initial soumis à corrections, propositions et amendements.

En fonction du contexte, de l’urgence dans le débat public, le nombre de personnes sollicitées peut se limiter au groupe de coordination, ou à un groupe restreint. Le délai de production peut ainsi être réduit à quelques jours. La dynamique de co-production dépend aussi de l’intérêt pour le sujet abordé ou de la disponibilité des personnes sollicitées, de son actualité comme de sa complexité.

Cette méthode met en jeu aussi bien le processus que la durée de la co-élaboration et le nombre de personnes concertées. En tout état de cause, la personne ou le groupe à l’origine du communiqué aura toujours la main pour valider la production finale .

Réécrrire sous forme de fiche pratique)

**Synthèse pour une méthode de co-production**

Pour répondre à ces variations qui freinent la participation (on se demande si on a le temps, si c’est utile, comment s’y prendre…) et nécessite un gros travail de coordination (intégrer tous les retours, repartager au groupe, intégrer les corrections de syntaxe et d’orthographe…) nous avons essayé d’établir une méthode fixe :

* + stabiliser le groupe de personnes consultées en fonction du type de communiqué, ou du délai de réponse attendu.(groupe de coordination, Conseil d’Administrtion , Groupe de veille). Dans ce dernier cas en créant une liste de diffusion spécifique a été créée. « groupe veille politique » (modifiée à la demande de personnes inclues et réajustée 1 à 2 fois par an). Le détail des personnes y appartenant à la liste de diffusion est accessible par un lien hypertexte.
  + définir les règles du processus d’élaboration collective d’un communiqué :

1. la personne qui prend l’initiative est celle qui aura le dernier mot sur les propositions faites sur son texte initial « martyr » (garder tout ou partie),
2. les modifications proposées doivent être visibles par tous (suivi de modification, couleur, remarques) pour voir le processus et pouvoir décider trancher. , et pour le suivi du groupe (avant d’intégrer  les propositions sont à partager à tout le groupe et chacun.e doit écrire à partir de la dernière version,
3. les délais de réponse sont clairement annoncés dès le départ et respectés (on peut prolonger mais pas raccourcir), (figure au point suivant)
4. les outils numériques permettent de travailler directement dans un “pad” (raccourci pour "*Etherpad”*: éditeur de texte libre en ligne fonctionnant en mode collaboratif et en temps réel). Un accès libre est donné à toute personne faisant partie de la liste de diffusion.

* + fixer un délai de réponse qui peut être prolongé mais jamais réduit. Hors urgence, une durée de 7 à 10 jours semble favoriser une plus grande participation. le plus participatif.

Mais il arrive encore qu’on oublie ce cadre… le travail de ce livret est l’occasion de le retravailler et de le rendre visible de façon plus systématique, afin que tout le groupe en soit garant !

# Création du Collectif : appel initial et extraits de la circulaire Fillon du 18 janvier 2010

La circulaire Fillon a été le point de départ de la création du Collectif des associations citoyennes. Il nous semble important de retranscrire ici ce que Didier Minot écrivait en avril 2010 dans un texte intitulé “Remise en cause des libertés associatives, émergence des associations citoyennes” :

“...Le début de la circulaire Fillon est plutôt rassurant, avec quelques points positifs : les conventions pluriannuelles d'objectifs ne sont pas remises en cause et il reste possible d'attribuer des subventions (face à l'épouvantail brandi par le gouvernement d'appel d'offres généralisées). Mais en affirmant que « *la majorité des activités exercées par les associations peuvent être considérées comme des activités économiques »* elle étend la réglementation européenne des aides aux entreprises à l'ensemble de ces subventions, quel que soit l'objet. « *Au-delà de 200 000 euros sur 3 ans, les subventions pour une activité économique d'intérêt général ne sont acceptables que si elles sont regardées comme la compensation d'obligations de service public* ». Pour être subventionnée, une association doit, dès lors, recevoir un mandat explicite en application d'une politique publique. Le montant de la subvention ne peut excéder le surcoût par rapport aux mêmes services rendus par un prestataire privé.”

“La circulaire déclare transposer le droit européen. Effectivement le traité de Lisbonne et la Directive Services poussent à une interprétation indéfiniment extensible du principe de concurrence libre et non faussée [[6]](#footnote-7). Mais cette directive laisse à chaque État une marge d’interprétation. Le champ des activités économiques y est limité à des entités qui vendent régulièrement sur un marché des biens ou des services. La jurisprudence communautaire permet un certain nombre d'ouvertures. Le gouvernement français va donc largement au-delà du droit européen quand il classe toutes les activités associatives comme des services économiques d'intérêt général.”

“Dans un rapport de 2002 [[7]](#footnote-8), le MEDEF, partant du principe que « *seule l'économie de marché est créatrice de richesses nationales* », estimait que « *l'économie dite sociale constitue une distorsion de concurrence* » et demande « *l'ouverture à la concurrence de tous les secteurs de l'économie, la suppression de toutes les distinctions entre l’économie marchande, l'économie sociale, le développement du secteur caritatif* ». La relecture de ce rapport montre l'étroite parenté des politiques actuelles avec les voeux de l'organisation patronale.”

“Cette circulaire a aussi une signification politique pour toutes les associations car elle remet en cause la définition même des associations, centrée sur la gestion désintéressée et l'engagement des membres, et la possibilité pour les associations de percevoir librement des subventions publiques si leur projet associatif n'est pas l'application directe d'une politique publique. Une telle démarche porte atteinte au principe constitutionnel de libre administration des collectivités (article 34 de la Constitution) et à la liberté d'association définie par la loi du 1er juillet 1901. Ce droit a été solennellement réaffirmé par le préambule de la Constitution et il est singulier qu'une simple circulaire y porte atteinte.”

“Ces dispositions touchent particulièrement les 115 000 associations qui emploient de 1 à 5 salariés et au total 330 000 personnes. Celles-ci sont loin de toutes mener des activités économiques : un foyer rural, une association de défense du patrimoine, une association de soutien à des malentendants ne « vendent pas régulièrement des produits sur un marché », mais travaillent de façon désintéressée à « faire société », avec de nombreux bénévoles. Ils peuvent avoir besoin pour cela de 2 ou 3 salariés. Ces associations resteront libres d'agir, mais à condition de ne plus demander de subventions. Par ailleurs, la circulaire met en place un modèle unique de convention adaptée aux structures les plus importantes, mais extrêmement lourd pour les entreprises de taille intermédiaire. De multiples conditions, irréalisables tant par les services de l'État que par les associations, créent une insécurité juridique. Elles sont applicables ou non selon les administrations. Ainsi, le bon vouloir du prince remplace l'État de droit...”

“...La réforme des collectivités et la remise en cause des libertés associatives et des autres formes de liberté participent à l’un des grands desseins du gouvernement : affaiblir tous les contre-pouvoirs, ce qui conduit à détruire tout l'édifice social de la République. C’est pourquoi la remise en cause des libertés associatives et le réveil des associations citoyennes concerne tous les citoyens/citoyennes et constitue un enjeu central pour notre vie démocratique et pour construire une autre manière de vivre ensemble.”

### Avril 2010 - "Non à la remise en cause des libertés associatives !" (extrait)

**Les associations citoyennes doivent agir ensemble**

Une circulaire du Premier Ministre, signée le 18 janvier 2010, prétend «clarifier et sécuriser le cadre juridique des relations financières entre pouvoirs publics et associations». Elle réaffirme la liberté d’association comme un droit fondamental inscrit dans la déclaration des Droits de l'Homme. Mais elle impose aussi aux associations et aux collectivités des conditions si restrictives que, dans la pratique, elle remet en cause ce droit fondamental.

**De nouvelles formes de mobilisation sont nécessaires**

La négociation qui a conduit à la circulaire du 18 janvier 2010 a été menée par les instances représentatives des associations. Nous regrettons qu’elles n’aient pas été entendues malgré plusieurs mois de négociations. **D’autres formes de mobilisation et d’action sont aujourd’hui nécessaires face à un texte inacceptable et inapplicable, qui soumet l'ensemble des associations au bon vouloir du prince.**

|  |
| --- |
| **C’est pourquoi les citoyens, les associations et les collectivités signataires appellent tous ceux et celles qui sont attachés à une action associative au service du bien commun** (1)*(citoyenneté, coopération, lien social, pratiques culturelles,éducation des jeunes,...)* **à refuser ce texte inacceptable, à en faire largement connaître les risques pour les libertés associatives, à agir ensemble pour construire des propositions, les faire valoir au sein des instances représentatives des associations, des Pouvoirs publics et de l’Union européenne.**  **Ils appellent en particulier les collectivités à refuser l'application de cette politique et à mettre en place des politiques de soutien à l’engagement bénévole et aux projets associatifs porteurs de solidarité, de coopération, et de participation citoyenne, à se déclarer «hors Directive Services».** |

**Une grave atteinte à la liberté d'association**

Le principe de la liberté d'association est inscrit dans la déclaration des Droits de l'Homme et repris par toutes nos Constitutions successives. Il donne liberté aux citoyens pour s'associer librement et prendre des initiatives. Au-delà de modalités inapplicables, cette circulaire pose un problème de principe : elle revient sur une liberté fondamentale en inversant la charge de la preuve. *«Les associations peuvent être aidées (...) dans le cadre d'une délégation de service public, d'une convention et d'un calcul au plus juste du montant de l'aide* ***en termes de distorsions de concurrence».*** **Cela est inacceptable au regard de la libre administration des collectivités et de l’apport essentiel des associations. Des associations qui, partout en France, cherchent à promouvoir la citoyenneté, la coopération, le lien social, à développer les pratiques culturelles, à contribuer à l'éducation des jeunes, etc.**

**Une circulaire inacceptable et déconnectée des réalités**

**1. Toute action associative est assimilée à une activité économique**

L'objectif principal de cette circulaire est de redéfinir les modalités de financement des associations au regard de la réglementation européenne relative aux aides de l'État. En clair, il s'agit de transposer le droit européen dans le droit français (2), avec un syllogisme imparable : *« La réglementation dite des « aides d'État » (3) s'applique à toute « entreprise » recevant un financement public dès lors qu'elles exercent une activité « économique » d'intérêt général. «* ***Dans la pratique la grande majorité des activités exercées par des associations peuvent être considérée comme des activités économiques****»*. Dès lors qu'on accepte ce syllogisme, **les associations deviennent toutes des entreprises relevant de la concurrence libre et non faussée**. Par exemple, de nombreuses associations travaillent au soutien scolaire. Dès lors qu'une entreprise privée se crée pour vendre du soutien scolaire, celui-ci devient un marché et les subventions au soutien scolaire deviennent impossibles.

**2. L’Union européenne n’oblige en rien le gouvernement français à classer l'ensemble des activités associatives comme des services économiques d'intérêt général.**

**Le choix gouvernemental est idéologique**. Il repose sur un a priori: tout doit devenir marché, tout doit être marchandise. Il traduit l’absence de toute considération pour l’action des citoyens.

Cette politique méconnaît le travail des centaines de milliers d'associations qui oeuvrent pour le bien commun en s'appuyant principalement sur le travail bénévole. Elle méconnaît aussi le travail accompli depuis des décennies par d’autres associations qui certes ont une activité économique, mais dont les recettes servent à financer des actions porteuses d'éducation citoyenne, de solidarité, et plus récemment de transformation des modes de vie et de consommation. Cette politique n’est pas au service des usagers ni des citoyens. Elle vise à dégager de nouveaux champs de profit. Elle répond à la pression des opérateurs privés pour qui ces activités sont un marché important. C’est toute l’économie sociale et solidaire, dont se réclame le mouvement associatif, qui est contestée.

**3. A partir de 66000 euros par an, les subventions aux associations ne sont autorisées que dans le cadre de la « compensation d'obligations de service public ».**

*«Les concours financiers versés sous forme de subventions à une association exerçant une activité économique d'intérêt général ne sont pas qualifiés d'aides d'État et ne sont soumis à aucune exigence particulière dès lors qu'il demeure inférieur à 200000 euros sur 3 ans...* ***Ce seuil est apprécié toutes aides publiques confondues, en intégrant les facilités accordées à titre gratuit par les collectivités publiques*** *(mise à disposition de locaux, de personnel et de matériel). Au-delà, ils ne sont acceptables que s'ils sont regardés comme la compensation d'obligations de service public»*. Pour cela, il faut que l'association soit *«explicitement chargée, par un mandat d'intérêt général d'exécuter des obligations de service public clairement définies dans leur consistance, leur durée et leur étendue. La compensation financière, calculée sur une base préalablement établie, est strictement proportionnée au coût occasionné par l'exécution des obligations de service public assuré. Elle est périodiquement contrôlée et évaluée pour éviter la surcompensation».* Le principe de la subvention n'est pas formellement remis en cause, mais celle-ci est tellement encadrée qu'elle devient exceptionnelle. Et surtout on observe un glissement sémantique de «subvention» à «compensation». **Ce texte traduit une tutelle de plus en plus pesante de l'Union européenne et de l’État sur les associations et sur la libre administration des collectivités territoriales, comme avec la réforme des Collectivités.**

**4. Des conditions de réalisation des actions très restrictives et irréalisables.**

*«Le budget prévisionnel de l'action peut être modifié à la hausse et à la baisse dans la limite d'un pourcentage, à condition que cela n'affecte pas la réalisation du programme de l'action. L'association doit notifier ces modifications par écrit dès lors qu'elle peut les évaluer et avant le 1er juillet d'année en cours. Les retards dans l'exécution de la convention, pour une raison quelconque, doivent être signifié à l'administration par lettre recommandée avec accusé de réception. L'association doit fournir trois mois avant le terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en oeuvre du programme d'action.L'administration procède conjointement avec l'association à l’évaluation des conditions de réalisation du programme ».*

Autant de conditions restrictives et totalement irréalistes! L'administration et les collectivités ne décident que très tard dans l'année du montant de leurs subventions. Compte tenu de la réduction des effectifs des services de l'administration, celle-ci n'a plus les moyens aujourd'hui de procéder à un examen au cas par cas les conditions de réalisation de chacune des actions subventionnées. **Ainsi, la circulaire fixe aux associations des obligations impossibles à satisfaire par celles-ci, mais aussi par les pouvoirs publics eux-mêmes. Elle met par définition les associations « à la faute ».**

*1 C'est-à-dire se reconnaissant dans une charte de principes Pour lire l’avant projet de charte de principes : http://www.associations-citoyennes.net/blog/index.php?pages/Projet-de-charte-de-principes-des-associations-citoyennes*

*2 Notamment l'arrêt de la CJCE» Altmark» du 24 juillet 2003 et le paquet»Monti-Kress» du 28 novembre 2005*

*3 régime défini par les articles 86 à 88 du traité, complété par l'arrêt de la CJCE» Altmark» du 24 juillet 2003 et le paquet» Monti-Kress» du 28 novembre 2005*

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/09/Appel-23-avril-2010.pdf>

https://frama.link/23avr2010



*je propose de retirer le point 3 et le point 4 qui rentrent dans des détails techniques et perdent le lecteur. En en-tête on mettrait “extrait” et on pourrait conclure par >> 100% d’accord* :

le texte se termine par une analyse précise et utile pour les associations, des restrictions du droit à subvention et des “compensations d’obligation de service public”. Le principe de la subvention n'est pas formellement remis en cause, mais celle-ci est tellement encadrée qu'elle devient exceptionnelle. Et surtout on observe un glissement sémantique de «subvention» à «compensation». **Ce texte traduit une tutelle de plus en plus pesante de l'Union européenne et de l’État sur les associations et sur la libre administration des collectivités territoriales, comme avec la réforme des Collectivités.”**

# Marchandisation

La contribution des associations à l’intérêt général est d’emblée remise en cause avec la parution de la circulaire Fillon. Le risque devenait plus grand de voir les associations transformées en “entreprises associatives” et leurs activités en production marchande. Fonder une association, lui donner vie au quotidien, correspondrait de moins en moins à l’exercice d’une liberté fondamentale : la liberté de s’associer, aux côtés des autres libertés, comme la liberté d’expression, de circulation. Prendre des risques, faire des paris comme une entreprise commerciale, voire comme une grande firme, devrait alors devenir le fondement de la vie associative. C’est quasiment une injonction qui leur est adressée : « Modernisez-vous », prenez des risques, entrez dans la compétition (économique). La concurrence serait un moteur efficace pour évoluer, ou simplement continuer d’exister. À condition de respecter les règles, celles du marché. Échanger, partager, agir autrement que pour du profit, éduquer, participer de l’émancipation individuelle et collective, si c’est encore utile, ne serait possible que si les associations devenaient économiquement solides, capables de résister à des offensives concurrentes. Au plaisir d’être et d’agir et faire ensemble se substituerait la volonté de gagner.

Les orientations que défend le gouvernement ne sont pas si nouvelles que cela. Cependant, c’est un véritable tournant sémantique et politique qui est amorcé. Il contient l’encouragement à l’agrandissement et à la fusion, avec la disparition ou marginalisation des petites et moyennes associations. Or, ce sont justement ces dernières qui, en toute liberté, forment un tissu vivant d’initiatives et produisent du lien social, par leur multiplicité, la variété de leurs domaines d’action ou de réflexion.

L’appel initial du CAC de janvier 2010 a mis en évidence que le gouvernement de l’époque, fort zélé eu égard aux règles de l’Union Européenne (UE), entendait assimiler les associations, quelles qu’elles soient, à des entreprises (commerciales) dès lors qu’elles perçoivent des financements publics et qu’elles exercent une activité d’intérêt économique général (reprise du vocabulaire de l’UE). Cette logique du tout marchand (ou presque) ne peut qu’introduire une logique concomitante : celle de la financiarisation. Dès lors, aucun gouvernement ne reviendra dessus.

Le 10 décembre 2010 (voir), dans une contribution longuement élaborée pour un dialogue avec des représentants du Parlement européen, le CAC réaffirmait que les associations ne sont pas des entreprises (commerciales) et que, conséquemment, il convenait de préciser ce qui relevait de l’activité économique, des services économiques d’intérêt général et des services non économiques d’intérêt général.

Le 17 juin 2011 (voir), le CAC alertait sur le risque de remise en cause de nombreux financements (restrictions budgétaires, RGPP) et de leurs modalités d’attributions, ce qui pourrait conduire les associations à rechercher progressivement des solutions en s’intégrant ou intégrant partiellement leurs activités dans le système marchand pour sortir de leurs difficultés financières. Or, soulignait le CAC, la diversité des associations doit être prise en compte, plutôt que d’en faire des entités marchandes, quasiment indistinctes les unes des autres dans leur mode de fonctionnement.

Six propositions alternatives paraissaient, dès cette époque, devoir être examinées :

* une nouvelle politique,
* un cadre législatif et réglementaire reconnaissant les spécificités des actions économiques éventuelles non commerciales,
* de nouvelles modalités de financement des actions d’intérêt général,
* préserver du marché certains secteurs,
* des initiatives (y compris publiques) pour faire évoluer la réglementation de l’Union européenne,
* de nouvelles relations entre associations et collectivités publiques.

De telles propositions ne pouvaient émerger que d’un débat long et d’une mobilisation de l’ensemble du secteur associatif. La volonté du CAC ne se limitait donc pas, dès ses débuts, à contester et à faire abolir les mesures dommageables pour la vie associative. Il fallait mobiliser le plus possible sur une longue période pour que les associations citoyennes s’emparent de la question et soient productrices de nouveautés dans un monde en mouvement, au-delà de la spécificité de chacune.

Le 7 décembre 2011, Bernard Massera[[8]](#footnote-9) insistait (dans quel cadre ? Référence ? faire référence au communiqué du 20 décembre portant 6 propositions ?) plus spécialement sur le risque de marchandisation et de mise sous tutelle des associations agissant dans le domaine social, risque que faisait courir le recours de plus en plus systématique aux marchés publics, via les appels d’offre. En effet, les associations, à gros ou moyen budget, pourraient être tentées (certaines sont d’ailleurs passées à l’acte) d’embaucher moins d’animateurs et plus de personnes capables de piloter la recherche de fonds et, ensuite, en y passant beaucoup de temps, d’en gérer l’usage. Petit à petit s’ouvre le chemin de la gestion « managériale » au détriment de la démarche sociale et d’éducation populaire. Pour les plus grandes associations ou fédérations, la proximité idéologique, tant avec les responsables politiques qu’avec les fonctionnaires régionaux ou nationaux, tend à leur faire adopter avec plus ou moins de distance un comportement marchand dans un cadre de plus en plus concurrentiel, visant moins l’émancipation que la place dans l’espace social et la hiérarchie associative.

Le 9 juin 2012 (voir), pour sortir du piège de la marchandisation, le CAC demande la mise en place de nouvelles relations (de confiance) entre associations et collectivités territoriales et suggère de créer de nouvelles modalités de financement pour les associations porteuses d’intérêt général et d’utilité sociale, hors activités lucratives. Le 27 novembre un groupe travaille à l’élaboration de ces propositions. Dans une déclaration du 10 décembre (voir) le CAC *“se félicite d’être officiellement associé à (la) concertation (mise en place par le gouvernement). Cela est essentiel pour faire valoir le point de vue des associations citoyennes au cours des prochains mois.”* Et dans celle du 20 janvier 2013 (voir), il invite à faire du monde associatif une cause nationale. Le CAC et ses porte-paroles, au nom de la solidarité, de la liberté d’initiative, de la démocratie, n’auront de cesse d’intervenir et d’appeler à la mobilisation sur ces questions de marchandisation de l’action associative qui relèvent de l’obsession néolibérale, tant des gouvernements que de l’Union Européenne. Il en fera un de ses cinq axes de travail permanents.

En septembre 2013, 650 associations, dont 80 réseaux nationaux, et près de 5 000 personnes signent l’appel du CAC « Non à la disparition des associations ». 145.000 associations sont en grande difficulté, 35.000 emplois associatifs ont disparu en 3 ans, et le nouveau plan de rigueur annoncé, notamment par la diminution de la Dotation aux collectivités locales. laisse prévoir “un énorme plan social” invisible. Plutôt que placer les associations dans la sphère marchande, le CAC demande le maintien des financements publics et propose de réfléchir à une réglementation adaptée, nécessaire pour les petites et moyennes associations (communiqué du 11 septembre 2013 (voir)).

Après la signature, le 14 février 2014, de la Charte d’engagements réciproques mettant en avant le rôle des associations dans la société, le communiqué du 15 octobre 2014 (voir) demande *« que  ”la vie associative”  soit une compétence partagée des collectivités*, ce qui suppose *le renforcement de la concertation citoyenne et de la co-construction de politiques publiques (…)*, ainsi qu’une « *évaluation publique et contradictoire des conséquences des restrictions budgétaires et de la réforme territoriale sur l’action associative* » et, par conséquent, « *l’affirmation par les pouvoirs publics de l’exonération de droit des règles européennes en matière de concurrence des activités associatives contribuant à l’intérêt général et au bien commun* ».

Le projet de budget national 2016 pose de nombreuses questions. Le 18 septembre 2015 (voir), le CAC réaffirme avec force que *les associations citoyennes sont des acteurs indispensables pour répondre aux enjeux écologiques et pour reconstruire le vivre ensemble*. Il constate que le recours croissant aux appels d’offre et aux partenariats public/privé, instrumentalise de plus en plus les associations, par ailleurs confrontées à la baisse déjà amorcée des subventions, illustrée dans la « *cartocrise* *associative* ». Le champ de la marchandise s’ouvre encore plus, au détriment de la liberté et de la capacité d’initiative et d’agir des associations.

Le rapport Borello, remis le 16 janvier 2018 à la Ministre du Travail, suscite des inquiétudes que le CAC relève dans un communiqué du 22 janvier (voir). Ce rapport, s’inscrivant dans une démarche de « concorde civile et de cohésion », concerne principalement l’emploi, l’inclusion et l’insertion. Or, selon le rapport cité, *les contrats aidés ont servi à combler une réduction des subventions publiques au secteur associatif* plutôt qu’à l’insertion. « **Il s’agit d’accompagner les associations, les collectivités et les entreprises, pour qu’elles deviennent inclusives (…) de sélectionner des « employeurs  inclusifs, capables d’organiser un parcours pour la personne** » (souligné dans le texte). Mais, c’est le gouvernement, via les préfets, qui décidera en dernier ressort pour accorder des « Parcours Emploi Compétences », sans prendre en considération l’objet social de l’association, en réponse à « *des besoins sociétaux de solidarité, de lien social, de développement culturel »*. Pour le CAC c’est une perte d’autonomie, un nouveau dessaisissement du pouvoir de penser socialement et d’agir des associations qui seront appelées à recourir, plus encore, aux commandes publiques.

## French Impact, Contrats à Impact Social

Le 16 mars 2016 le gouvernement lance un appel à projet pour la mise en place des nouveaux “Contrats à Impact Social” (Social Impact Bond, modèle du monde Anglosaxon) et le 24 novembre la première vague de CIS est signée à Bercy par François Hollande. Alors que 2 rapports (HCVA et OCDE 2016) estiment que les SIB ne peuvent en aucun cas être utilisés pour financer la protection sociale et les politiques sociales et sont très dubitatifs sur leur intérêt financier pour les pouvoirs publics, la fusée de ce qui s’annonce comme une des plus violentes attaque contre le secrteur associatif est lancée. Mais c’est dès septembre 2014 que Carole Delga avait remis un rapport sur “l’investissement à impact social”. La machine à recycler le libéralisme est à l’oeuvre et pour cela il faut ouvrir les marchés... le serpent se mord la queue, et on retrouve tous les enjeux que contenait la circulaire Fillon.

Le CAC organise sa première journée de réflexion dès novembre 2014 : “vers la financiarisation de l’action sociale”. Le groupe de travail mis en place rédige très vite (novembre 2014) une première note ([**20 questions+20 réponses à propos des « social impact bonds**](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/05/SIB-20-questions-12-5-15-OK.pdf)) et en mai 2016 la brochure “quand le social finance les banques et les multinationales”.[[9]](#footnote-10)

On n‘en finit jamais avec l’intégration au marché ou avec la mise sous tutelle des associations par les grandes multinationales du CAC 40, cette fois via une « Fondation pour l’investissement social et le développement humain » annoncée par le gouvernement et le président de la République le 17 janvier 2017.

Ce projet ne laisse pas d’inquiéter le Collectif des Associations Citoyennes. Ce qui se lit dans son vigoureux communiqué du 27 janvier 2017 : « *Sous l’égide de la Face (Fondation agir contre l’exclusion), (cette) fondation créée par les grandes entreprises et présidée par M. Mestrallet[[10]](#footnote-11) pour ‘*favoriser l’engagement social et sociétal des entreprises, en lien avec la puissance publique et les parties prenantes, dans la lutte contre toutes les formes d’exclusions, de discrimination et de pauvreté*’. Une sorte de partenariat public-privé (PPP), pour développer une approche de la charité, qui se substitue à une logique de solidarité*. » Il s’agit d’un *« nouvel accaparement du domaine social par  les  multinationales sous prétexte* « d’innovation »,  « d’expérimentation » *et maintenant* « d’évaluation ». Que les grandes entreprises, si elles veulent faire preuve de solidarité, payent leurs impôts au taux normal de 35 % dans les pays où elles réalisent leurs profits, au lieu *« de rechercher l’optimisation fiscale et d’organiser l’évasion fiscale*… *».*

Le 22 janvier 2108, sous l’intitulé “ De l’action associative au « Parcours emploi compétences » et à la « French impact », une régression spectaculaire !” le CAC décrit l’opération en cours : *”plusieurs « serial entrepreneurs » sont venus « pitcher » leur expérience en mettant en avant leur « soft skills » et « gamification », « le rationnel économique des start-up » etc., atteignant des sommets (ou le fond) de la novlangue de notre « modernité » et de la « start-up nation », dont le seul horizon est de devenir « milliardaire » rapidement.”*

Le 12 juin 2018, le gouvernement, via le Haut-Commissariat à l’Économie sociale et solidaire, annonce - en franglais - la création du « *French Impact* » dans le but d’amener les structures retenues à « changer d’échelle ».  Dans un communiqué du 21 juin 2018, intitulé « French Impact, la solidarité laissée au privé » *“Le Collectif des Associations Citoyennes s’interroge sur la nécessité qu’il y aurait d’affecter le principal effort actuel de la puissance publique dans le secteur au développement de la taille de seulement quelques acteurs de la solidarité déjà bien implantés Il constate que le gouvernement ne semble posséder qu’un modèle économique et social incertain pour l’avenir du tiers secteur, entre****les partenariats privé-public des contrats à impact social****et les changements d’échelle du « French Impact »...*

***Le CAC rappelle que l’exercice de la solidarité repose sur un vaste réseau d’acteurs et non quelques-uns****et que les petites et moyennes associations, indispensables à la Solidarité de proximité, ont vu fondre récemment les moyens dont elles disposent pour leur action :****baisse drastique des subventions****, perte des contrats aidés…*

En réponse à un article du Monde en date du 7 mars 2019 intitulé « financer l’action sociale avec des fonds privés : les débuts laborieux des « contrats à impact social », le CAC prend la plume pour rédiger une longue réponse signée par Eric Denoyelle, membre du Collectif pour une éthique en travail social.[[11]](#footnote-12) Sa conclusion ? *“Souhaitons que ces Contrats, coûteux pour la collectivité et n’ayant en rien prouvé leur caractère innovant, passent à la trappe de l’Histoire, juste retenus par Celle-ci à titre anecdotique comme un de ces tâtonnements que le Capitaliste du 21° siècle aura effectué dans sa quête de nouveaux marchés solvables.”*

### 10 décembre 2010 - "Les associations ne sont pas des entreprises - *Première contribution pour un dialogue avec les représentants du Parlement européen*"

Les associations jouent un rôle irremplaçable dans la société d'aujourd'hui. Dans un monde dominé par l'incertitude et les inégalités, où la crise économique, sociale, écologique, culturelle, démocratique ne cesse de s'approfondir,de très nombreuses initiatives sont prises dans chaque commune par les citoyens pour répondre à des besoins fondamentaux de la société en matière sociale, culturelle, environnemental, sportifs, en matière de lien social, d'éducation et de citoyenneté, de défense des droits et de lutte contre les discriminations. La société ne pourrait pas fonctionner sans ces initiatives. Beaucoup d'entre elles sont porteuses d'alternatives à la logique dominante et contribuent ainsi à la transformation sociale.

Par ailleurs, les associations contribuent à l'emploi et à l'activité, pour 1,1 million d'emplois au total. Il ne s'agit pas seulement des 5700 associations employant plus de 50 salariés, qui représente 300000 emplois au total, mais aussi des 115000 petites et moyennes associations emploient de 1 à 5 salariés, soit également 300000 emplois au total.

Ce rôle est cependant remis en cause par la politique du gouvernement français, qui nie la spécificité des associations et s'attache à détruire méthodiquement les bases de leur activité, notamment les petites et moyennes. Dans une circulaire du 18 janvier 2010, le Premier Ministre français entend transposer la Directive Service sen droit français pour les associations. Plus récemment,la remise en cause des Contrats d’Accompagnement à l’Emploi (CAE) se traduit par de nombreuses disparitions d'associations, quand ces emplois constituaient la base de leur activité, tout en permettant À certaines catégories de population d’accéder à l’emploi.

Le gouvernement français, contrairement à d'autres pays, n’a pas réservé certains secteurs d'activité à des actions non lucratives, méconnaissant la contribution des activités associatives à la cohésion sociale, à l'éducation, aux solidarités actives ou au renouvellement de la citoyenneté.

La circulaire du 18 janvier 2010 entend transposer la directive service en droit français pour les associations. Mais ce texte va bien au-delà, car il apporte des restrictions considérables à l'action des associations en assimilant,de fait,l'ensemble des associations à des entreprises«dans la pratique, la grande majorité des activités exercées par les associations peuvent être considérée comme des activités économiques, de sorte que les aides publiques qui y sont apportées doivent respecter la réglementation européenne sur les aides d'État.

Or, la très grande majorité des associations, au contraire, ne vendent pas régulièrement des biens et des services sur un marché et ne relèvent pas de la directive services. La plupart de celles qui mènent des actions économiques poursuivent simultanément, avec l'engagement bénévole de leurs membres,des missions d'intérêt général et contribuent au bien commun de façon désintéressée, et ne se situent donc pas dans le champ de la concurrence.

De plus, la subvention est désormais étroitement subordonnée à l'exécution d'un service public défini par une collectivité publique sous forme d'un acte unilatéral ou contractuel d'exécution d'obligations de service public. Le glissement sémantique de la notion de « subvention» vers la notion de «compensation» est contraire à la définition donnée par la circulaire elle-même qui caractérise la subvention par le fait que « c'est l'association qui doit être à l'initiative du projet».

Le modèle unique de convention annexé à la circulaire multiplie les conditions impératives de délais, de fournitures d'information et de concertation avec les collectivités publiques impossibles à satisfaire, ce que reconnaissent bien volontiers les services de l'État, et qui génère une insécurité juridique.

En limitant l'effectivité des droits des associations à percevoir des subventions publiques, la circulaire a une incidence indéniable sur la liberté d'association et le droit d'initiative accordés aux associations par la loi du 1er juillet 1901 et consacré au rang des principes fondamentaux par le préambule de la Constitution française et par la Charte des droits fondamentaux.

**Propositions**

**1. Réaffirmer la contribution des associations à l'intérêt général**

Il est nécessaire de réaffirmer, comme le fait la Charte des droits fondamentaux, l'importance primordiale des associations pour promouvoir des logiques de coopération, de responsabilité et de mutualisation et permettre à chacun de développer sa citoyenneté et d'épanouir ses potentialités.La diversité des actions associatives dans de multiples domaines (éducation populaire, action culturelle, sports, solidarité, citoyenneté, santé, petite enfance, relations internationales, défense des droits, handicap, action locale, etc) montre l'extraordinaire richesse des actions associatives désintéressées, et leur contribution au bien commun. Elles représentent un potentiel qui ne sera pas reconstitué s'il vient à être détruit sous la pression des représentants des entreprises.

**2. Une définition européenne des services économiques d'intérêt général et des services non économiques d'intérêt général**

Même si l'Union européenne entend respecter, au nom du principe de subsidiarité, la diversité des situations en laissant les États membres définir ce qu'est une action économique, une définition européenne des services économiques d'intérêt général et des services non économiques d'intérêt général seraient nécessaires pour préserver du marché un certain nombre de secteurs d'activités,pour lesquelles la nature du service rendu n'est pas la même selon qu’elle est réalisée par un organisme à but lucratif ou non lucratif. Par exemple, des secteurs comme la petite enfance, l'accompagnement scolaire ou l'aide aux handicapés nécessitent. une continuité, une attention humaine et des contributions bénévoles qui ne peuvent pas être rendues par des entreprises. C'est d'ailleurs ce que reconnaît l'arrêt Sodemare à propos de services sociaux. Cette démarche doit être étendue à l'ensemble des associations répondant à un certain nombre de critères : non lucrativité effective, place du bénévolat et de l'engagement associatif, solidarité avec le territoire, accessibilité de tous, démocratie interne et transparence, réponse à des besoins fondamentaux de la société, rôle d'éducation citoyenne, précisant par là la notion d'intérêt général.

**3. Accélérer l'inventaire de la mise en application de la directive services.**

Le travail entrepris par l'intergroupe parlementaire pour évaluer la mise en application de la directive services est très urgent dans des situations comme celle de la France, où le gouvernement ne cesse de passer en force en créant des situations de fait difficilement réversibles. Cette évaluation doit prendre en compte l'ensemble des valeurs de la charte des droits fondamentaux et ne pas se limiter au seul droit de la concurrence.

***NB.*** *D'autres propositions s'adressent au gouvernement français, qui a la possibilité d'agir autrement, et aux collectivités. Elles ne sont pas restituées ici mais on pourra trouver plus d'informations sur le site www.associations-citoyennes.net*

Site Internet : [http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/09/2010-10d%C3%A9c-Premi-re-contribution-Parlement-europ-en.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/09/2010-10déc-Premi-re-contribution-Parlement-europ-en.pdf)

https://frama.link/10dec2010



### 7 janvier 2011 - Appel « Sauvons les associations citoyennes ! »

**Appel à s’organiser pour limiter par la loi, la concertation et l’action commune la marchandisation des associations**

Suite à la signature par le Premier Ministre d'une circulaire qui encadre de façon sévère les règles de subventionnement des associations, le 18 janvier 2010, **65 associations ont décidé de créer un Collectif des associations citoyennes** pour s'opposer à la nouvelle politique mise en place, élaborer des propositions alternatives et lancer un débat public sur le rôle des associations dans la société.

En affirmant que «la grande majorité des activités exercées par des associations peut être considérée comme des activités économiques», cette circulaire impose aux associations et aux collectivités des conditions si restrictives que, dans la pratique, elle remet en cause le droit fondamental d'association. Elle se situe dans le droit fil du traité de Lisbonne, qui pousse à une interprétation indéfiniment extensible du principe de concurrence libre et non faussée. Mais elle va encore plus loin en se gardant bien d'utiliser la marge de manœuvre que permet la réglementation européenne.

Le gouvernement franchit ainsi une nouvelle étape, décisive dans une politique menée avec constance, qui vise à affaiblir et à banaliser les associations:multiplication des appels d’offres, mise en place de critères d’évaluation totalement inadaptés, réduction drastique des financements publics... Comme la réforme des collectivités territoriales, la remise en cause des libertés associatives participe de l’affaiblissement de tous les contre­pouvoirs.

**C'est pourquoi les signataires appellent les associations** qui agissent de façon réellement désintéressée au service au bien commun à les rejoindre dans le **Collectif des associations citoyennes**, afin d'agir ensemble, se soutenir mutuellement dans les difficultés, faire reconnaître le rôle essentiel des associations pour l'émergence d'une société plus humaine, créer un espace de débat et des lieux de parole pour les associations qui mènent des actions porteuses d'alternatives et contribuent à la transformation sociale.

**Ils appellent les collectivités locales, départementales et régionales** à refuser la réduction des associations à un rôle de prestataire et à définir par la concertation de nouvelles relations de partenariat avec les associations, afin de répondre ensemble aux immenses enjeux de la période actuelle.

**Ils appellent le gouvernement et l'Union européenne** à limiter par la loi et le règlement l'extension indéfinie du marché et **à prendre conscience du rôle irremplaçable des associations**, en particulier des associations petites et moyennes, pour renforcer le lien social et la solidarité,construire une économie solidaire, contribuer au développement culturel et sportif, à l' éducation citoyenne. Des **politiques publiques à long terme** doivent être reconstruites pour les aider à remplir ces fonctions nécessaires pour l'avenir de la société de la démocratie.

**Ils appellent enfin tous les citoyens** attachés au droit humain fondamental qu'est la liberté d'association à refuser cette évolution inacceptable, à en faire largement connaître les risques pour les libertés associatives. Ils les appellent à agir ensemble pour promouvoir des associations qui contribuent au vivre ensemble à travers la prééminence du bénévolat, une solidarité avec les territoires, l’ouverture à tous, la participation citoyenne et la démocratie interne.

|  |
| --- |
| **Ensemble, il est possible de constituer un large front commun pour faire avancer le débat sur la société que nous voulons et renforcer la position du monde associatif par rapport aux pouvoirs publics et à l'Europe.** |

https://frama.link/7jan2011



### lire aussi page... 17 juin 2011 : "Face au danger d'une régression sans précédent une nouvelle”

Voir le communiqué p ... (franchement je trouve que cette référence à un communiqué qui est dans un autre chapitre alourdit le livre - je l’enlèverais)

### 20 décembre 2011 - "Les propositions du Collectif des Associations Citoyennes pour une véritable politique associative"

(on ne commente pas ce communiqué dans le texte marchandisation. Ce communiqué d’ailleurs porte davantage sur le financement des associations et les relations avec le collectivités )

**Refuser la marchandisation, prendre en compte le rôle fondamental des associations dans la société**

**Les propositions du Collectif des Associations Citoyennes pour une véritable politique associative**

**En s'appuyant sur les échanges et les débats menés depuis un an au sein du collectif des associations citoyennes, des propositions pour une nouvelle politique associative ont été rédigées et ont été envoyées aux candidats aux présidentielles, en leur demandant de se prononcer et de les prendre en compte.**

Ces propositions reposent sur 4 idées-forces :

**- les associations sont doublement frappées par les plans de rigueur successifs** (les adhérents ont de moins en moins les moyens de cotiser et de participer au financement des actions, les interventions publiques connaissent une nouvelle régression) alors que le choix de la récession (le véritable nom de la rigueur) répond contre toute logique aux exigences absurdes les entreprises financières dominantes, lesquelles ne visent qu’à sauvegarder leurs profits à court terme. Cela est inacceptable et nous conduit droit dans le mur.

**- les associations jouent un rôle fondamental dans la société** de plusieurs manières : la liberté de s’associer est un droit fondamental qui constitue l'un des piliers de notre vie démocratique, les associations constituent un cadre collectif d'action, de confiance et d'éducation citoyenne pour 14 millions de bénévoles, elle constitue également l'essentiel de l'économie sociale et solidaire.

**- cependant, les actions associatives sont mises en cause depuis 10 ans** par toute une série de politiques nationales et européennes qui leur font connaître le sort qu'ont connu des services publics au cours des dernières années : une remise en cause pure et simple au profit de logiques marchandes.

**- face à cette situation, six séries de propositions sont formulées pour proposer la mise en place d'une politique associative digne de ce nom:**

[1 Peser sur la réglementation européenne, en cours de négociation, pour sortir de la concurrence les actions associatives porteuses d’intérêt général.](http://www.associations-citoyennes.net/?p=329)

[2 Mettre en œuvre une autre RGPP (révision générale des politiques publiques).](http://www.associations-citoyennes.net/?p=327)

[3 Abroger la réforme des collectivités territoriales.](http://www.associations-citoyennes.net/?p=325)

[4 Créer de nouvelles modalités de financement pour les actions porteuses d'intérêt général, afin de les sécuriser dans la durée.](http://www.associations-citoyennes.net/?p=323)

[5 Définir par la loi l’économie sociale et solidaire afin de sécuriser les actions économiques tournées vers l'intérêt général et non commerciales.](http://www.associations-citoyennes.net/?p=321)

[6 Construire de nouvelles relations entre associations et collectivités, confrontées aux mêmes enjeux de survie des territoires, en développant des actions partenariales dans la complémentarité et la reconnaissance réciproque du rôle de chacun.](http://www.associations-citoyennes.net/?p=319)

**AUCUN LIEN CI-DESSUS NE FONCTIONNE**

Chacune des ces propositions fait ensuite l'objet d'une fiche détaillée. Vous trouverez ce dossier sur le site [www.associations-citoyennes.net](http://www.associations-citoyennes.net/) et à l’adresse internet suivante: [Une véritable politique associative est nécessaire.](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2011/12/Une-véritable-politique-associative-est-nécessaire-20-déc.pdf) MAUVAIS LIEN

Ces propositions sont également destinées à alimenter le débat. Elles ont vocation à constituer la base d'une plate-forme commune des associations et des collectivités citoyennes pour construire de nouvelles relations entre associations et collectivités. Nous sommes en effet confrontés à des enjeuxcommuns très importants sur les territoires avec l'aggravation de la crise, et c'est ensemble que nous pourrons y répondre.

Il serait souhaitable qu'elles soient relayées dés aujourd’hui par un maximum de membres ou sympathisants du collectif auprès des candidats aux législatives et des élus locaux et qu'elles fassent l'objet de débats et d'approfondissement au niveau local.

Dés janvier 2012, elles seront soutenues par un nouvel Appel «Propositions pour une nouvelle politique associative» lancé par le Collectif des Associations Citoyennes.

(...)

**En effet, ce n’est qu’ensemble que nous pourrons interpeller des élus démocratiques et exiger enfin de ces derniers la mise en œuvre d’une véritable politique prenant en compte le rôle fondamental des associations dans la société.**

Site Internet : [http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/07/Collectif-20-d%C3%A9cembre-finalaveclienpdf.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/07/Collectif-20-décembre-finalaveclienpdf.pdf)

https://frama.link/20dec2011



### lire aussi page... : Mai 2012 - Appel "Pour un printemps des associations citoyennes"

Voir le communiqué p. (idem que pécédemment - enlever cette référence dont le communiqué est ailleurs)

Site Internet : <http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/10/2012-13mars-Appel-printemps-citoy.pdf>

https://frama.link/13mars2012 

### 15 octobre 2014 - "Pas de société solidaire sans associations citoyennes"

***Appel pour la reconnaissance du rôle fondamental des associations dans la construction d’une société solidaire et démocratique***

Avec la signature de la Charte d’engagements réciproques le 14 février dernier, l’État et les représentants des collectivités territoriales ont reconnu l’apport déterminant des associations à la vie démocratique et à la cohésion sociale. Le Premier ministre a même décidé de mettre en avant le rôle essentiel du monde associatif en décrétant 2014 « année de l’engagement associatif ».

Malgré ces grands discours officiels, l’année 2014 est, au contraire, marquée par un recul considérable du soutien public à la vie associative :

* **réduction des dépenses publiques en 2015-2017**, d’une ampleur inédite, qui risque d’entraîner la diminution d’un tiers des financements publics aux associations (État, collectivités, caisses d’assurances-maladie, CAF, etc.) à l’horizon 2017 ;
* **projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République**, qui méconnaît la participation citoyenne sur des territoires de vie et risque d’asphyxier plus encore les associations locales, dès lors qu’elles n’auront plus qu’un seul financeur public ;
* **projet d’*obligations à impact social*** étudié par le gouvernement, qui propose de mettre en place des partenariats public-privé pour le financement des associations, les réduisant à un rôle de simples exécutants et permettant à des opérateurs commerciaux de réaliser des profits sur l’action sociale ;

Le financement privé (obligations à impact social, financement participatif/crowdfunding, mécénat, augmentation du prix des prestations) a déjà montré ses limites et reste une chimère. La quasi-obligation faite aux associations de recourir aux emplois précaires et sous-qualifiés (emplois d’avenir, CUI/CAE, etc.) ou au dispositif service civique fragilise encore plus la conduite des projets associatifs. En aucun cas, ces artifices de gestion ne sauraient compenser le désengagement de l’État et des collectivités.

Toutes ces mesures se traduiraient, si rien n’est fait, par des millions de personnes exclues des activités associatives, par la perte de centaines de milliers d’emplois, et par une disparition accélérée des associations. Remettre en cause le rôle des associations dans la démocratie et le pouvoir d’agir des citoyens ne peut que favoriser la violence et la désespérance civique.

**Les signataires demandent :**

1. la **mise en place de financements stables et garantis pour les associations** qui contribuent à l’intérêt général et agissent au service du bien commun ;
2. l’arrêt effectif des injonctions à la concentration et au recours aux financements privés, qui dénaturent le sens de l’action associative, ainsi que l’**abandon immédiat du projet d’instaurer en France un système dit d’ « obligations à impact social »** ;
3. que la **« vie associative » soit une compétence partagée** entre tous les niveaux de collectivités dans le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, afin de permettre les coopérations et les cofinancements ;
4. le renforcement de la **concertation citoyenne et de la co-construction de politiques publiques**, notamment par des chartes d’engagements réciproques associations-collectivités ;
5. une **évaluation publique et contradictoire des conséquences des restrictions budgétaires et de la réforme territoriale sur l’action associative** ;
6. l’affirmation claire, par les pouvoirs publics, de l’**exonération de droit des règles européennes en matière de concurrence** des activités associatives contribuant à l’intérêt général et au bien commun.

Site Internet : <http://www.associations-citoyennes.net/?page_id=4946>

https://frama.link/15oct2014



### 24 octobre 2014 - "Budget 2015 : les associations interpellent les député(e)s"

**Le Collectif des associations citoyennes (CAC)** a envoyé [une lettre à tous les député(e)s](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2014/10/Lettre_aux_députées_20_oct14.pdf) demandant la mise en place de **financements publics stables et garantis** pour les associations qui contribuent à l’intérêt général et agissent au service du bien commun, et l’**inscription de la vie associative parmi les compétences partagées** par tous les niveaux de collectivités.

Ce courrier les alerte sur les **menaces que font peser sur l’avenir des associations** le projet de loi de finances pour 2015, la programmation des dépenses 2015-2017et le projet de réforme territoriale. Un grand nombre d’emplois seraient menacés si ce plan de restrictions budgétaires était appliqué dans son intégralité, et si la répartition des compétences conduisait à remettre en cause la possibilité des cofinancements.

Mais plus encore que l’emploi, le Collectif souligne l’extrême importance de la vie associative pour permettre aux citoyens d’exercer leur pouvoir d’agir et leur capacité de s’associer, alors que les associations de terrain sont l’un des derniers remparts contre la désespérance civique.Pour appuyer ses demandes, le Collectif des associations citoyennes **appelle à une « Kermesse d’interpellation»**

(...)

Des manifestations similaires pourront avoir lieu dans un certain nombre de villes.

Le Collectif invite par ailleurs tou(te)s les citoyen(ne)s à signer et diffuser l’appel: «[Pas de société solidaire sans associations citoyennes](http://www.associations-citoyennes.net/?page_id=4946)».

### 15 avril 2015 - Dossier "Alerte sur les SIB"

**Dossier d'alerte sur les «Social Impact bonds»,**

**instruments de la financiarisation de l'action associative**

En novembre dernier nous avons été alertés par l'arrivée en France d'un **projet de financement des besoins sociaux par des financeurs privés**, qui proposent de prendre le contrôle des actions associatives les plus indispensables pour les faire exercer à moindre coût. Son nom est «Investissement à Impact Social» (IIS) ou «Social Impact Bond» (SIB).

Depuis lors, **on voit se multiplier dans les médias, les conférences et les colloques** des propos vantant les soi-disant «opportunités de financement» des SIB, montrés comme «de véritables opportunités» dans un contexte de récession, allant avec la «nécessité d'innovations financières», «d'améliorer la gouvernance face aux besoins des financeurs», de «chercher de nouvelles opportunités de financement», de la solution des «investissements sociaux», **sans expliquer réellement le contenu de ces expressions.**

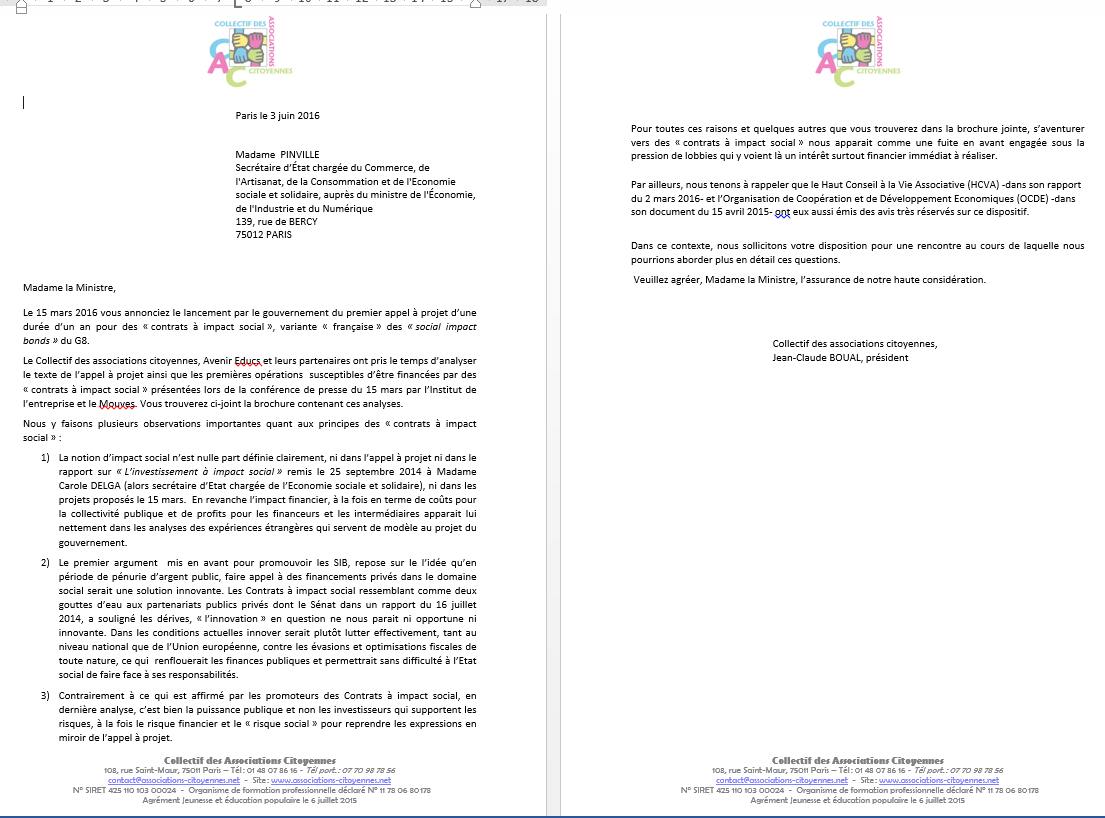
Face à cette campagne, qui prépare insensiblement la société toute entière à adopter sans méfiance les «SIB» le Collectif estime nécessaire d'alerter largement les associations, les médias et les citoyens sur le contenu de ces mesures afin qu'ils puissent en évaluer la portée et prendre conscience des graves dangers qu'elles impliquent pour les finances publiques et pour l'asservissement des projets associatifs.

Site Internet : <http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/05/CP-dossier-alerte-SIB-15-4-15.pdf>

https://frama.link/15avr2015



### 3 juin 2016 - Lettre ouverte à différents membres du gouvernement sur le lancement des Contrats à Impacts Sociaux



Paris le 3 juin 2016

Madame PINVILLE

Secrétaire d’État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire, auprès du ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique

139, rue de BERCY

75012 PARIS

Madame la Ministre,

Le 15 mars 2016 vous annonciez le lancement par le gouvernement du premier appel à projet d’une durée d’un an pour des «contrats à impact social», variante « française» des «social impact bonds» du G8.

Le Collectif des associations citoyennes, Avenir Educs et leurs partenaires ont pris le temps d’analyser le texte de l’appel à projet ainsi que les premières opérations susceptibles d’être financées par des «contrats à impact social»présentées lors de la conférence de presse du 15 mars par l’Institut de l’entreprise et le Mouves. Vous trouverez ci-joint la brochure contenant ces analyses.

Nous y faisons plusieurs observations importantes quant aux principes des «contrats à impact social»:

1) La notion d’impact social n’est nulle part définie clairement, ni dans l’appel à projet ni dans le rapport sur «L’investissement à impact social»remis le 25 septembre 2014 à Madame Carole DELGA (alors secrétaire d’État chargée de l’Économie sociale et solidaire), ni dans les projets proposés le 15 mars. En revanche l’impact financier, à la fois en terme de coûts pour la collectivité publique et de profits pour les financeurs et les intermédiaires apparaît lui nettement dans les analyses des expériences étrangères qui servent de modèle au projet du gouvernement.

2) Le premier argument mis en avant pour promouvoir les SIB, repose sur le l’idée qu’en période de pénurie d’argent public, faire appel à des financements privés dans le domaine social serait une solution innovante. Les Contrats à impact social ressemblant comme deux gouttes d’eau aux partenariats publics privés dont le Sénat dans un rapport du 16 juillet 2014, a souligné les dérives, «l’innovation» en question ne nous parait ni opportune ni innovante. Dans les conditions actuelles innover serait plutôt lutter effectivement, tant au niveau national que de l’Union européenne, contre les évasions et optimisations fiscales de toute nature, ce qui renflouerait les finances publiques et permettrait sans difficulté à l’État social de faire face à ses responsabilités.

3) Contrairement à ce qui est affirmé par les promoteurs des Contrats à impact social, en dernière analyse, c’est bien la puissance publique et non les investisseurs qui supportent les risques,à la fois le risque financier et le «risque social» pour reprendre les expressions en miroir de l’appel à projet.

Pour toutes ces raisons et quelques autres que vous trouverez dans la brochure jointe, s’aventurer vers des «contrats à impact social»nous apparaît comme une fuite en avant engagée sous la pression de lobbies qui y voient là un intérêt surtout financier immédiat à réaliser.Par ailleurs, nous tenons à rappeler que le Haut Conseil à la Vie Associative (HCVA) -dans son rapport du 2 mars 2016-et l’Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) -dans son document du 15 avril 2015-ont eux aussi émis des avis très réservés sur ce dispositif.Dans ce contexte, nous sollicitons votre disposition pour une rencontre au cours de laquelle nous pourrions aborder plus en détail ces questions.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l’assurance de notre haute considération.

Collectif des associations citoyennes,

Jean-Claude BOUAL,

président

Télécharger le fichier : [LettreOuverteADifferentsMembresDuGouverne\_fichier\_lettre-cac-a-mme-pinville-3-6-16-1.pdf](http://garecentrale.associations-citoyennes.net/files/LettreOuverteADifferentsMembresDuGouverne_fichier_lettre-cac-a-mme-pinville-3-6-16-1.pdf)

**https://frama.link/3juin2016**



### 22 janvier 2018 - "De l'action associative au Parcours Emploi Compétences et à "French Impact", une régression spectaculaire !"



**Le rapport Borello qui initie la transformation des contrats aidés en des « Parcours Emploi Compétences » ; l’« accélérateur national d’innovation sociale » ; la concertation « pour une politique de vie associative ambitieuse le devenir des associations » : trois démarches du gouvernement qui sont liées.**

Suite aux actions associatives de cet automne pour s’opposer à la décision brutale et unilatérale du gouvernement de supprimer les emplois aidés, une « concertation » a été ouverte entre celui-ci et des représentants d’associations ou de réseaux associatifs ; « concertation » à laquelle participe le Collectif des associations citoyennes (CAC). Ces actions ont également incité le gouvernement à confier à M. Borello, président du groupe SOS, un rapport sur le devenir des emplois aidés. Parallèlement le gouvernement a initié une réflexion au sein du Conseil supérieur de l’économie sociale et solidaire (CSESS) sur une politique nationale « d’accélération de l’innovation sociale ». Les associations constituant plus de 80% des structures de l’économie sociale et solidaire, leur avenir -notamment leur mode de financement- se joue pour partie dans l’articulation de ces trois démarches qui ne peuvent être séparées. Toutes les trois relèvent de l’idéologie « start-up nation» visant notamment à développer « l’e-business » dans le monde associatif.

Rappelons en prémisse qu’il existe 1 300 000 associations en France, et que 7 000 d’entre elles concentrent à elles seules la moitié des emplois et des activités économiques. L’avenir du monde associatif ne saurait se réduire à cette minorité. L’engagement associatif, avec ses millions de bénévoles, est fondé sur bien d’autres considérations que le marché : la solidarité, l’entraide, la volonté de vivre ensemble dans la sérénité, et non dans la concurrence de tous contre tous, sont des motivations puissantes à l’engagement associatif et lui donnent tout son sens.

**L’accélérateur national d’innovation sociale, le « French impact ».**

L’accélérateur doit permettre de « mieux identifier les projets innovants ; mieux financer la croissance des innovations sociales ; mieux expérimenter l’innovation sociale ; mieux mesurer l’impact social des innovations ; mieux accompagner les entreprises »[1]. Pour cela le gouvernement annonce vouloir mobiliser 1 milliard d’euros sur 5 ans, avec des financements publics (Caisse des dépôts, BPI…) et des financements privés (BNP-Paris, INCO, France Active, Crédit coopératif…), avec labellisation. Cette opération débutera avec un appel à candidature en mars 2018 et un « French Impact tour »  pour « mobiliser les collectivités et écosystèmes territoriaux ».

Un réseau de « Hackers French IMPACT » sera mis en place qui «  aura une logique : OPEN INNOVATION ; OPEN SOURCE ; OPEN DATA », avec « évaluation ». Le « 18 janvier est lancé un appel à projet à sélectionner 10 à 15 entreprises de l’économie sociale et solidaire pionnées de l’Accélérateur ».

Avec cette initiative d’accélérateur d’innovation sociale nous touchons un sommet de la vacuité de la pensée et de la langue de bois franglaise, avec un vide conceptuel assez effarant. En guise d’introduction à la présentation du projet le 18 janvier, plusieurs « serial entrepreneurs » sont venus « pitcher » leur expérience en mettant en avant leur « soft skills » et « gamification », « le rationnel économique des start-up » etc., atteignant des sommets (ou le fond) de la novlangue de notre « modernité » et de la « start-up nation », dont le seul horizon est de devenir « milliardaire » rapidement. Cependant, cette opération de communication ne coûte pas très cher à l’État : 200 millions d’euros par an, payés pour moitié par des partenaires privés et le reste par redéploiement…

**Le rapport Borello et la circulaire d’application, publiée simultanément.**

Dans son rapport, M. Borello (voir ici) reconnaît que « Force est de constater que ces contrats (les contrats aidés) ont servi à combler une réduction des subventions publiques au secteur associatif. (p 27). Les contrats aidés auraient donc été dévoyés de leur objet défini par la loi, et il conviendrait de les rendre à leur vocation[2]. Pour cela il fait 19 recommandations dont les plus emblématiques sont : « développer « l’employeurabilité » et pour cela sélectionner les employeurs, impliquer plus le « prescripteur » (pôle emploi et équivalents) dans l’évaluation du contrat,  créer un fonds d’investissement social, « remplacer les contrats aidés par des « parcours emploi compétences » contenant des obligations précises et contrôlées par l’employeur », cela dans une optique strictement d’employabilité (avec des compétences mais par une formation) sans garantie d’un travail pour le salarié[3]. Les « Contrats à impact social » (version française des « social impact bonds » anglais) sont donnés comme modèle de ce processus.

La circulaire de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (voir ici) précise la mise en œuvre immédiate de certaines dispositions du rapport. Les contrats aidés : 200 000 votés au budget sont transformés en « Parcours emplois compétences », gérés globalement par les préfets et avec un rôle renforcé du prescripteur et un parcours personnalisé ; contrat pour deux ans maximum mais sans garantie de renouvellement à la fin de la première année. Le taux de prise en charge est réduit à 50% maximum (60% pour l’outre-mer). 30 500 de ces Parcours emploi compétences sont préemptés par l’État pour les besoins de l’Éducation nationale, gérés à part, 22 000 réservés aux territoires ultra-marins. Une « attention particulière » est demandée pour les quartiers « Politique de la ville » et pour les personnes en situation de handicap, mais dans la seule optique d’une réponse à l’obligation d’emploi des entreprises. Les jeunes, pour lesquels les contrats aidés étaient particulièrement utiles, sont renvoyés prioritairement vers des solutions d’alternance, qui n’intéressent que des jeunes scolarisés. Les priorités affichées il y a 4 mois, face aux protestations, en faveur des zones rurales et des situations d’urgence disparaissent.

**Une régression à motivations budgétaires : d’importants besoins ne sont plus couverts.**

La circulaire de la ministre du travail a été publiée quelques heures après la remise du rapport Borello. Elle traduit une attitude de méfiance systématique, de paternalisme, de méconnaissance du rôle qu’ont joué les contrats aidés.

Beaucoup d’employeurs associatifs avaient déjà développé des démarches de mise en situation professionnelle, couplées avec une formation accompagnement distribuée sur le terrain. Mais ces associations risquent d’être exclues du renouvellement des contrats aidés par l’énorme dispositif bureaucratique qui accompagne les nouveaux parcours emploi compétences, qui de fait réserve ces emplois à des structures importantes disposant d’un service de gestion dédié.

Avec l’échéance des contrats aidés en cours, le nombre de chômeurs et de titulaires du RSA va se multiplier au fil des mois. Déjà, en novembre dernier, l’INSEE a dénombré 45 000 nouveaux chômeurs principalement du fait de la suppression des contrats aidés depuis l’été 2017. **Le vaste plan social est donc toujours en cours, dans un silence assourdissant.**

Or, malgré le recul des subventions publiques, les associations ont pu répondre à des besoins sociétaux de solidarité, de lien social, de développement culturel, grâce aux contrats aidés. Ces derniers ont permis d’employer des personnes qui n’étaient pas à même de retrouver un emploi sur le marché du travail pour des raisons d’âge, de localisation géographique (en zone rurale ou dans des quartiers), de handicap, etc., et de développer des activités sources de dignité pour elles-mêmes[4]. Ces besoins ne sont pas évalués dans le rapport Borello, et ne sont mentionnés nulle part dans la circulaire de la ministre du travail. Mais ils ne figurent pas non plus dans la feuille de route de la concertation amorcée par ailleurs avec les associations.

**Le Groupe de travail « politique de la vie associative »/concertation pour une politique associative.**

Résultat incontestable des actions/mobilisations associatives de cet automne, mais non reconnu comme tel par le gouvernement, il convient de replacer cette « concertation » dans le contexte plus large de la politique globale du gouvernement et en particulier des initiatives décrites plus haut. Le Collectif des Associations Citoyennes, invité à ce groupe de travail a décidé d’y participer pour porter une parole différente, reposant sur la mobilisation des associations, en prenant en compte la totalité du monde associatif et pas seulement les plus importants réseaux qui font de l’activité économique. Ce processus a débuté le 13 décembre 2017 par une réunion plénière avec les administrations et Christophe Itier, Haut-commissaire à l’ESS auprès de Nicolas Hulot, ministre de l’Ecologie. Il s’est poursuivi avec la réunion de trois sous-groupes thématiques la semaine de 13 au 19 janvier[5], qui se réuniront à nouveau en  février, le processus de terminant par une plénière le 27 février. Une communication en Conseil des ministres en mars doit conclure ce cycle.

C’est donc le gouvernement qui décidera seul en dernier ressort de ce qu’il retiendra de cette « consultation ». Celle-ci se déroule dans des conditions d’écoute qui permettent aux réseaux associatifs présents de mettre à plat de nombreux problèmes et de faire part de leurs propositions et analyses. Pour le moment, il s’agit d’une concertation inter-associative devant des représentants de l’État qui sont présents mais restent muets. Il n’y a donc pas de véritable concertation à ce stade. Le gouvernement écoute et prendra seules les décisions dans un 2e temps. Cependant le contenu et l’idéologie soutenant les dispositions du rapport Borello et de la circulaire de Mme Pénicaud ne portent pas à se faire beaucoup d’illusions sur les décisions qui seront prises, le « tout marché » primant sur toutes autres considérations, solidarité et vivre ensemble compris.

**La nécessité d’une véritable politique associative.**

Le nouveau coup, que représente le resserrement des contrats aidés, vient frapper un tissu associatif déjà fragilisé par la baisse continue des subventions au cours des dernières années, passant de 34 % en 2005 à 24,7 % en 2011[6] et même 16,8 % en 2014 selon l’INSEE. Cela représente une diminution du volume des subventions d’environ 15 milliards en 10 ans[7]. En sens inverse, les commandes publiques aux associations ont augmenté d’environ 10 milliards d’euros. Les associations les plus importantes, disposant d’un service spécialisé, sont les plus à même de répondre à ces appels d’offres. En outre, depuis 15 ans, l’État s’est déchargé du financement des associations sur les collectivités. Cette position trouve aujourd’hui sa limite. La loi de programmation 2018-2022 des finances locales[8] et la suppression de la taxe d’habitation remettent fortement en cause leur capacité d’agir. C’est pourquoi le Collectif des associations citoyennes demande une refondation et un fort accroissement du FDVA (Fond de développement e la vie associative) actuel, pour constituer un fonds géré paritairement, de façon déconcentrée. La dotation de ce fonds est à évaluer avec précision, mais les besoins sont plus proches du milliard d’euros que des 25 millions accordés par le Premier Ministre le 7 novembre dernier.

Site Internet : <http://www.associations-citoyennes.net/?p=11616>

https://frama.link/22janv2018



### 10 juin 19 - Campagne de mobilisation associative (du 29/04 au 1er/07/2019) : affichette n°7



**ne pas oublier d’enlever associations-citoyennes.org à remplacer par .net ou recadrer l’image**

# Emplois associatifs / bénévolat

On parle assez peu du bénévolat

L’emploi dans les associations, loin d’être négligeable, a connu une progression constante depuis une vingtaine d’années[[12]](#footnote-13). Il est passé de 1.380.000 salariés en 1988 à 1.800.000 en 2017, soit +30% (+1,4/an). Durant la même période, la population française (métropole) s’est accrue de 15,4% (estimation INSEE) et l’emploi total en France a progressé de 13,8% (0,7%/an), passant de 23,6 à 26,9 millions d’emplois. L’emploi associatif qui représentait 5,8% de l’emploi total en 1998 en représente 6,7% en 2017. Depuis, une baisse de l’ordre de 1% a été notée entre 2017 et 2018, en même temps qu’un recul du nombre des associations employeuses (surtout de taille moyenne ou petite) de l’ordre de 2,6%.

L’allure de la courbe de l’emploi associatif est à l’inverse de celle de l’emploi salarié privé total pour la France. La progression de l’emploi du secteur privé n’a, globalement, pas eu pour effet de réduire le chômage qui durant toute cette période a tourné autour de plus de cinq millions de personnes.

Les situations et les évolutions sont en fait fort diverses à l’intérieur du secteur associatif. Les associations employeuses (environ 165.000), représentent 12 % de l’ensemble des associations en activité, dont plus de la moitié dans le secteur social, soit pour ce dernier 1,1 million de salariés, selon une étude UNIOPSS/DLA de septembre 2018. L’apport de l’activité militante (bénévole) compte pour beaucoup, y compris dans les associations employeuses. “INSEE première” observe qu’en 2013 (les changements intervenus depuis n’ont pas modifié sensiblement les données) le secteur social, médico-social et de la santé regroupe quelques 60% de l’emploi associatif total. L’ensemble des associations employeuses a aussi recours à l’intérim et au volontariat civique, soit 4 % en 2018, nombre en forte expansion de 2010 (6.000 contrats signés) à 2018 (84.000 contrats signés) ; aux stages étudiants (17 %) ; ou bénéficie de mises à disposition du public et du privé (13%)[[13]](#footnote-14).

Ces évolutions, contrastées, de tendance haussière jusqu’en 2017, résultent des effets de sens contraire de l’initiative citoyenne, de la baisse des financements publics pour les associations moyennes, mais aussi du défaussement des collectivités publiques sur les associations pour assurer des activités de service public en direction tout particulièrement des publics défavorisés ou précarisés.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Évolution de l'emploi dans quelques secteurs d'activité** | | | | |
| (pourcentages en moyenne annuelle) | | | | |
| secteurs d'activité | périodes | | | |
| 2008-2011 | 2011-2014 | 2014-2017 | 2017-2018 |
| Enseignement | 0,9 | 0,4 | 1,0 | 0,2 |
| Activités humaines pour la santé | 1,1 | -0,3 | 0,9 | 0,2 |
| Hébergement médico-social | 2,4 | 2,1 | 0,6 | -0,3 |
| Aide à domicile | 1,3 | -1,7 | -1,4 | -1,3 |
| Activités sportives | 3,1 | 2,3 | 2,0 | 2,8 |
| Activités liées à l'emploi | -0,8 | 1,2 | -0,6 | -0,4 |
| Activités récréatives et de loisirs | 2,6 | 0,8 | 2,5 | -2,3 |
| Activités culturelles | 1,1 | -0,4 | -3,9 | -8,3 |
| Voyages et activités connexes | -2,4 | -3,4 | -7,0 | -7,3 |
| Ensemble associatif | 1,1 | 0,6 | 0,4 | -0,9 |
| France associative en mouvement - sources ACOSS-URSSAF et MSA ; classification INSEE | | | | |

## L’emploi associatif

Le CAC ne pouvait se désintéresser de cette question aussi importante que complexe.

- Le 10 décembre 2010 (voir...), dans un appel au dialogue avec des représentants du Parlement européen, le CAC montre l’importance des associations qui à l’époque employaient 1,1 million de personnes, dont trois cent mille salariées dans 115.000 petites et moyennes structures associatives.

- Le 29 janvier 2014 (voir...), le CAC alerte sur la situation de l’emploi qui se dégarde terriblement (voir tableau ci-dessus). 10.000 emplois associatifs ont été perdus début 2013 et 30 à 40 000 sont menacés. Et le 31 janvier (voir ...), pour la première fois apparaît la demande d’**1 milliard d’euros pour les associations**. Nous y reviendrons.

- Le 23 mai 2015 (voir...), le CAC s’inquiète de la possible disparition du dispositif « Impact Emploi » qui a pour principe premier la simplification de la gestion de l’emploi des petites et moyennes associations Le 3 juin Marisol Touraine annoncera le maintien du dispositif.

- Le 17 juillet (voir...) , les inquiétudes grandissant à propos de l’emploi associatif, le CAC, qui a établi une « *cartocrise* *associative* », pose la question des emplois aidés et des difficultés particulières des petites et moyennes associations qui ne peuvent maintenir leurs effectifs, alors qu’elles *“tiennent le terrain et sont pourtant le meilleur rempart contre la désespérance civique.”* Le recours de plus en plus fréquent aux appels d’offres génère des emplois dans les domaines d’activité transférées par les collectivités publiques aux “grosses” associations. Ainsi, face au vieillissement de la population, les secteurs de la santé et de la solidarité sociale, s’ouvrent largement au secteur lucratif. Pour le CAC, *“Un des enjeux des prochaines années est la poursuite d’un mouvement associatif tourné vers l’intérêt général, la solidarité, la citoyenneté, pour lequel le Collectif des associations citoyennes souhaite poursuivre et accentuer son action.”*

## Les emplois aidés

- le 5 septembre 2017 (voir...), le CAC interroge : “quelle conception le président Emmanuel Macron, son gouvernement, sa majorité à l’Assemblée nationale ont-ils de la société ?” Les contrats aidés, dont on peut discuter la pertinence en période de plein emploi ainsi que pour l’équilibre des comptes sociaux, ont pour vocation de faciliter l’accès ou le retour à l’emploi, en particulier pour les populations jeunes. Le CAC de son côté a défendu et défend l’emploi associatif qualifié et de qualité pour les associations citoyennes. L’intérêt des contrats aidés sera confirmé par la DARES (avril 2019) : *près de 80 % des personnes ayant bénéficié́ d’un contrat aidé déclarent y avoir développé́ ou acquis des compétences, et près de 75 % estiment que ce type de contrat leur a permis de se sentir utile.*L’annonce de leur suppression met les Collectivités territoriales et de nombreuses associations en difficulté, ajoutant une mesure perverse aux précédentes. *“C’est par touches successives que «le capital social» de notre pays est effiloché et s’amenuise”.* Baisse des subventions publiques aux associations, baisse de la dotation de l’Etat aux collectivités, ampuutation des crédits politique de la ville, suppression de la réserve parlementaire, et donc suppression ciblée des emplois aidés ... à cela le gouvernement de M. Macron ajoute *“ le développement des «contrats à impact social», véritable instrument de destruction du monde associatif en le faisant passer sous la dépendance des groupes financiers.”*

Annonçant le dépôt d’un recours auprès du Conseil d’Etat, le CAC conclut : *la vision réductrice du gouvernement, qui semble ne voir dans le champ des activités associatives que des marchés à investir, traduit une profonde méconnaissance de la réalité par nos responsables politiques. Ce maillage de structures émanant de la société civile fait la démonstration que les femmes et les hommes sont capables de s'organiser eux-mêmes pour s’atteler collectivement à la tâche vitale consistant à construire une société plus solidaire, durable et participative.*

Le 9 novembre, faisant suite à la journée noire du 18 octobre, le CAC appelle de nouveau à la mobilisation. Après le vote par l’Assemblée nationale de la réduction massive des crédits alloués aux emplois aidés, le communiqué du CAC pour la défense de l’emploi associatif fustige la mesure. C’est sans illusion que le CAC participera à la concertation annoncée par le Premier ministre sur l’avenir des associations. *Pour qu’une véritable négociation s’engage, les associations doivent rester plus que jamais mobiisées.”* Un communiqué commun (CAC, CGT, Asso, Solidaires, FSU Paris, “Collectif des Coûteux et Inefficaces”) confirme l’appel à manifester le 10 novembre. Le 13 novembre, un communiqué du CAC se réjouit de la mobilisation réussie.

Le 20 novembre, un communiqué commun au CAC et aux fédérations de Paris de quatre grands réseaux franciliens met les points sur les i, après que le gouvernement ait confirmé la suppression de 150.000 mille emplois aidés en 2017 et 110.000 autres en 2018. *“Les acteurs de nos réseaux et collectifs témoignent tout particulièrement de cette dégradation dans le cas d’activités culturelles, sportives, éducatives et sociales : le champ de l’éducation populaire ne fait pas exception aux difficultés rencontrées dans tous les secteurs de l’activité associative.”*

Le 22 février 2018, le CAC soutient la proposition d’un rapport sénatorial estimant que, en urgence, 100.000 emplois aidés sont nécessaires dès 2018. *Ce rapport souligne les « effets désastreux » de la baisse des contrats aidés, « qui a eu des impacts très lourds pour les associations, les collectivités, mais aussi les EHPAD ».* Au final, « la forte diminution du nombre de contrats aidés met en péril l’existence même de nombreuses structures ».

Pour le CAC, “ la politique actuelle de remise en cause des associations est dans les faits de même nature que la remise en cause des services publics, de l’éducation, de la santé publique, de la qualité de l’accompagnement dans les EHPAD, de la Justice, etc. Cette politique menée depuis 15 ans, loin de favoriser la compétitivité1, accroît de façon abyssale les inégalités, au seul bénéfice des 0,1 % les plus riches”.

### 10 décembre 2010 - "Les associations ne sont pas des entreprises" - *1ère contibution pour un dialogue avec les représentants du Parlement européen*

Les associations jouent un rôle irremplaçable dans la société d'aujourd'hui. Dans un monde dominé par l'incertitude et les inégalités, où la crise économique, sociale, écologique, culturelle, démocratique ne cesse de s'approfondir,de très nombreuses initiatives sont prises dans chaque commune par les citoyens pour répondre à des besoins fondamentaux de la société en matière sociale, culturelle, environnemental, sportifs, en matière de lien social, d'éducation et de citoyenneté, de défense des droits et de lutte contre les discriminations.La société ne pourrait pas fonctionner sans ces initiatives. Beaucoup d'entre elles sont porteuses d'alternatives à la logique dominante et contribuent ainsi à la transformation sociale.

Par ailleurs, les associations contribuent à l'emploi et à l'activité, pour 1,1 million d'emplois au total. Il ne s'agit pas seulement des 5700 associations employant plus de 50 salariés, qui représente 300 000 emplois au total, mais aussi des 115 000 petites et moyennes associations emploient de 1 à 5 salariés, soit également 300 000 emplois au total.

Ce rôle est cependant remis en cause par la politique du gouvernement français, qui nie la spécificité des associations et s'attache à détruire méthodiquement les bases de leur activité, notamment les petites et moyennes. Dans une circulaire du 18 janvier 2010, le Premier Ministre français entend transposer la Directive Services en droit français pour les associations. Plus récemment,la remise en cause des Contrats d’Accompagnement à l’Emploi (CAE) se traduit par de nombreuses disparitions d'associations, quand ces emplois constituaient la base de leur activité, tout en permettant À certaines catégories de population d’accéder à l’emploi.

Le gouvernement français, contrairement à d'autres pays, n’a pas réservé certains secteurs d'activité à des actions non lucratives, méconnaissant la contribution des activités associatives à la cohésion sociale, à l'éducation, aux solidarités actives ou au renouvellement de la citoyenneté.

La circulaire du 18 janvier 2010 entend transposer la directive service en droit français pour les associations. Mais ce texte va bien au-delà, car il apporte des restrictions considérables à l'action des associations en assimilant, de fait, l'ensemble des associations à des entreprises *"dans la pratique, la grande majorité des activités exercées par les associations peuvent être considérée comme des activités économiques, de sorte que les aides publiques qui y sont apportées doivent respecter la réglementation européenne sur les aides d'État".*

Or, la très grande majorité des associations,au contraire,ne vendent pas régulièrement des biens et des services sur un marché et ne relèvent pas de la directive services. La plupart de celles qui mènent des actions économiques poursuivent simultanément, avec l'engagement bénévole de leurs membres, des missions d'intérêt général et contribuent au bien commun de façon désintéressée, et ne se situent donc pas dans le champ de la concurrence.

De plus, la subvention est désormais étroitement subordonnée à l'exécution d'un service public défini par une collectivité publique sous forme d'un acte unilatéral ou contractuel d'exécution d'obligations de service public. Le glissement sémantique de la notion de « *subvention »* vers la notion de *« compensation »* est contraire à la définition donnée par la circulaire elle-même qui caractérise la subvention par le fait que *« c'est l'association qui doit être à l'initiative du projet »*.

Le modèle unique de convention annexé à la circulaire multiplie les conditions impératives de délais, de fournitures d'information et de concertation avec les collectivités publiques impossibles à satisfaire, ce que reconnaissent bien volontiers les services de l'État, et qui génère une insécurité juridique.

En limitant l'effectivité des droits des associations à percevoir des subventions publiques, la circulaire a une incidence indéniable sur la liberté d'association et le droit d'initiative accordés aux associations par la loi du 1er juillet 1901 et consacré au rang des principes fondamentaux par le préambule de la Constitution française et par la Charte des droits fondamentaux.

**Propositions :**

***1- Réaffirmer la contribution des associations à l'intérêt général***

***mis 2 fois ?***

Il est nécessaire de réaffirmer, comme le fait la Charte des droits fondamentaux, l'importance primordiale des associations pour promouvoir des logiques de coopération, de responsabilité et de mutualisation et permettre à chacun de développer sa citoyenneté et d'épanouir ses potentialités.La diversité des actions associatives dans de multiples domaines (éducation populaire, action culturelle, sports, solidarité, citoyenneté, santé, petite enfance, relations internationales, défense des droits, handicap, action locale, etc) montre l'extraordinaire richesse des actions associatives désintéressées, et leur contribution au bien commun. Elles représentent un potentiel qui ne sera pas reconstitué s'il vient à être détruit sous la pression des représentants des entreprises.

***2- Une définition européenne des services économiques d'intérêt général et des services non économiques d'intérêt général.***

Même si l'Union européenne entend respecter, au nom du principe de subsidiarité, la diversité des situations en laissant les États membres définir ce qu'est une action économique, une définition européenne des services économiques d'intérêt général et des services non économiques d'intérêt général seraient nécessaires pour préserver du marché un certain nombre de secteurs d'activités,pour lesquelles la nature du service rendu n'est pas la même selon qu’elle est réalisée par un organisme à but lucratif ou non lucratif. Par exemple, des secteurs comme la petite enfance, l'accompagnement scolaire ou l'aide aux handicapés nécessitent une continuité, une attention humaine et des contributions bénévoles qui ne peuvent pas être rendues par des entreprises. C'est d'ailleurs ce que reconnaît l'arrêt Sodemare à propos de services sociaux. Cette démarche doit être étendue à l'ensemble des associations répondant à un certain nombre de critères : non lucrativité effective, place du bénévolat et de l'engagement associatif, solidarité avec le territoire, accessibilité de tous, démocratie interne et transparence, réponse à des besoins fondamentaux de la société, rôle d'éducation citoyenne, précisant par là la notion d'intérêt général.

***3- Accélérer l'inventaire de la mise en application de la directive services***

Le travail entrepris par l'intergroupe parlementaire pour évaluer la mise en application de la directive services est très urgent dans des situations comme celle de la France, où le gouvernement ne cesse de passer en force en créant des situations de fait difficilement réversibles. Cette évaluation doit prendre en compte l'ensemble des valeurs de la charte des droits fondamentaux et ne pas se limiter au seul droit de la concurrence.

***NB****. D'autres propositions s'adressent au gouvernement français, qui a la possibilité d'agir autrement, et aux collectivités. Elles ne sont pas restituées ici mais on pourra trouver plus d'informations sur le site www.associations-citoyennes.net*

Site Internet :[http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/09/2010-10d%C3%A9c-Premi-re-contribution-Parlement-europ-en.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/09/2010-10déc-Premi-re-contribution-Parlement-europ-en.pdf)

https://frama.link/10dec2100



### Janvier 2013 : Déclaration du CAC "La lutte contre l'affaiblissement alarmant du monde associatif doit devenir une cause nationale"

Dans le contexte de crise financière, économique, sociale, écologique, que nous vivons, c’est le droit au respect et l'accès de tous à la dignité humaine répondant aux besoins vitaux des individus qui se joue, celui de la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 et de la Charte européenne des droits fondamentaux !

Aujourd’hui, sur l’ensemble du territoire français, plus d’un million d'associations assurent un rôle essentiel pour le bien commun et apportent une forte contribution à l'intérêt général. Chacun peut en faire le décompte dans sa propre vie et dans de multiples domaines : cohésion sociale, développement soutenable, éducation et éducation populaire, sport, pratiques artistiques et développement culturel, participation des citoyens au développement des territoires, biens communs de l'humanité (eau, air, santé, éducation…), accès aux droits et lutte contre les discriminations, aides aux personnes vulnérables, insertion économique et sociale des personnes en difficulté, logement social,  etc.

Leur rôle est d'autant plus décisif pour des millions de personnes particulièrement touchées par la crise que nous subissons, puisqu’elles pallient souvent et de plus en plus à la carence des services publics. Mais les associations pourront-elles demain poursuivent leurs projets, leurs actions, les développer, continuer d'innover, pour relever les défis d'aujourd'hui ?

Rien n'est moins sûr et c'est une question lourde de sens et de conséquences posée à tous : aux acteurs associatifs, aux élus, aux partenaires sociaux et aux citoyens. La menace est sérieuse au regard des difficultés importantes et parfois existentielles que subissent de plus en plus d'associations.  Déjà on voit se multiplier des disparitions pures et simples dans de nombreux secteurs. De plus, pour la première fois l’emploi associatif a connu  un recul en 2010 et en 2011, situation inédite depuis 2000.

Cette situation ne peut que s’aggraver compte tenu des choix inspirés par un système néo - libéral qui, en Europe et dans le monde, place toujours l'humain au second plan. Ce système est fondé sur la logique marchande et la course effrénée et sans fin au profit. Ce système gangrène et menace inexorablement tous les fondements du vivre ensemble et de notre modèle social.

Celui-ci est pourtant bâti de longue date, pied à pied, au prix parfois de souffrances, mais avec une volonté de solidarité, de liberté, d'égalité et de fraternité que des générations entières de citoyens ont porté tout au long de notre histoire pour une société plus juste (à l'exemple de la reconnaissance au XIXe siècle des syndicats, des mutuelles, des coopératives, des associations ;  des avancées sociales du XXe siècle, 1936  avec les congés payés, du  Conseil National de la Résistance avec la protection sociale, le conventionnement du travail, les régimes complémentaires, le droit à la retraite, le droit de vote des femmes, la représentation syndicale …) .

Affirmons encore et encore, que le projet associatif et la non-lucrativité qui l'anime n'ont rien à voir avec les marchés, ni avec les entreprises privées qui ne fonctionnent qu'à travers la solvabilité de leurs publics cibles et par retour sur investissement.

Pour autant, parle-t-on vraiment aujourd'hui de l'état critique du monde associatif en général, en dehors des cercles des initiés associatifs et institutionnels ? Non ! Une des raisons est le manque d'intérêt de la plupart des médias pour ce secteur dans sa globalité, pourtant si vital et essentiel à notre vie sociale, à l’exception de la presse spécialisée, de rares "Unes" ou dossiers spéciaux. Les seules informations diffusées régulièrement sur les associations ne concernent que des cas particuliers défrayant la chronique ou valorisant telle ou telle grande opération de solidarité ou des actions locales exemplaires. Ceci pose un vrai problème démocratique car cette sous-information et le manque d'un vrai débat au niveau national ont pour conséquence directe l'absence de prise de conscience de l'opinion publique de la fragilisation des associations.

Pourtant l'avenir des associations est celui de toute notre société. Sans elles il n'y a plus de démocratie, ni de solidarité, ni de vie culturelle, et c’est  le lien social qui s’effrite ! Il est souvent difficile pour un grand nombre d'associations en difficulté, en particulier de petite et de moyenne taille, de pouvoir parler de leur situation, soit par manque de moyens, soit par sentiment d'impuissance ou par isolement. L'éparpillement est leur grande faiblesse, même pour celles fédérées au sein d'une organisation.

Aujourd'hui, nous devons agir pour que toute l'information soit faite sur l'affaiblissement majeur et alarmant du monde associatif ! Que l'on parle, à travers un grand débat national, de ce pilier de notre vie sociale et démocratique, qui vit grâce au dévouement de ses 16 millions de bénévoles qui animent plus d' 1 million d'associations, le plus souvent de petite et moyenne taille, auxquelles viennent s'ajouter les 180 000 associations employeuses et leur 1,8 million de salariés.

Nous sommes en effet tous concernés. La crise et les mutations profondes et rapides que nous connaissons transcendent désormais les lignes et les frontières et plongent collectivement les acteurs politiques et ceux de la société civile dans l'impérieuse nécessité d'agir ensemble, de co-construire dans le respect du rôle, des compétences et des prérogatives de chacun, un nouveau modèle économique, social et solidaire dans notre pays, en Europe et au delà. C'est un chantier solidaire gigantesque, auquel le monde associatif, dans toute sa diversité, peut et doit apporter toute sa contribution. Il se bâtira nous le savons étape par étape, chantier incontournable aujourd'hui, car il n'y a pas d'autre alternative possible !

Nous le pouvons ! Déjà aujourd'hui, des avancées existent dans de nombreux domaines à travers des milliers d'initiatives, qui se développent, innovent au sein de chaque territoire, souvent de façon autonome, et démontrent l'énorme capacité des individus à se regrouper pour agir quand le contexte l’exige.

On peut avancer d’ores et déjà quelques propositions résumées pour un grand débat national pour sortir le monde associatif de l’impasse :

1) Tenir les associations pour partenaires dans le développement de la participation des citoyens à la décision publique et à la vie locale.

2) Construire de nouvelles relations entre associations et collectivités et développer des logiques de projets partagés dans les territoires.

3) Redéfinir une réglementation nationale des subventions prenant en compte la diversité des situations associatives et leur contribution à l'intérêt général.

4) Inventer une décentralisation porteuse de participation, pour régénérer notre démocratie. 5)  Moderniser l’État pour qu’il devienne un État solidaire garant de services publics forts.

6) Peser sur la réglementation européenne pour rendre les droits fondamentaux premiers par rapport au dogme de la concurrence libre et non faussée.

Site Internet :[http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2013/02/Corrections-et-validation-Communiqu%C3%A9-CAC-28-janv-2013-1.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2013/02/Corrections-et-validation-Communiqué-CAC-28-janv-2013-1.pdf)

https://frama.link/janv2013



### 29 janvier 2014 - "Les 10 000 emplois manquants sont des emplois associatifs !"

Il a manqué 10.000 emplois à François Hollande pour réussir son pari. Ce sont peut-être les 10.000  emplois associatifs perdus fin 2012 / début 2013 ?

En 2013, le gouvernement a réussi à stabiliser temporairement la situation en créant 28.000 emplois d’avenir. Mais la création d’emplois non qualifiés pour une durée de 2 ans ne pourra pas être renouvelée en 2014. Elle ne remplace en aucun cas les suppressions d’emplois qualifiés qui se poursuivent et s’accélèrent.

La situation promet d’être bien pire encore en 2014, avec une perspective de 30.000 à 40.000 emplois associatifs supprimés (résultat probable d’une diminution des financements de l’Etat aux collectivités et aux associations)**\*\***.

Ces restrictions budgétaires sont d’autant plus contre-performantes qu’elles ont pour effet mécanique de creuser d’avantage le déficit des comptes sociaux : ainsi, lorsqu’elle provoque un licenciement dans une association, une baisse de subvention de 15.000 € entraîne en moyenne, pour les finances publiques, une perte de cotisations sociale*s* de 12.000 €, ainsi que le versement d’une allocation chômage et 20.000 € dès la 1ère année. Ignorer cette réalité ne peut qu’engendrer incompréhension et suspicion sur les motivations de telles restrictions budgétaires dont on a vu les conséquences en Irlande, en Grèce, en Espagne et au Portugal.

C’est pourquoi le Collectif des Associations Citoyennes appelle à **une autre politique associative,** **qui préserve les financements publics des associations et conforte leurs raisons d’agir au service de l’intérêt général et du bien commun**.

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=3563>

https://frama.link/29jan2014



### 31 Janvier 2014 - "Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) au détriment des associations : un milliard supplémentaire pour les assos"

L’Assemblée Nationale dans une étude de décembre 2013 sur l’ « Impact du CICE sur la fiscalité du secteur privé non lucratif », relève que les associations emploient 1,7 million de salariés et sont particulièrement dynamiques pour l’emploi. Celui-ci entre 1998 et 2009 a augmenté de 30,2% dans le secteur associatif contre 14,3 % dans les entreprises. L’étude démontre que les « associations de taille moyenne ou importante emploient 62% des effectifs dans des domaines aussi essentiels à la cohésion sociale que la santé, l’hébergement des personnes âgées ou l’éducation. »

L’Assemblée Nationale souligne que : «  la mise en œuvre du CICE représente un gain d’environ 1 milliard d’euros pour les entreprises privées intervenant dans des secteurs à forte présence associative. » et elle ajoute : « Ce dispositif tend à avantager ces acteurs qui ne sont pas toujours les mieux à même de répondre parfaitement aux objectifs de cohésion sociale : en effet, la desserte des zones rurales et des publics les plus défavorisée revient encore très majoritairement aux acteurs publics et non lucratifs ».

Cette analyse recoupe celle du Collectif des associations citoyennes qui se mobilise depuis plusieurs années contre les effets négatifs de la politique dites de l’offre et contre l’austérité et la diminution du pouvoir d’achat des populations qui en découlent. Contrairement à ce que prétendent le MEDEF et les conservateurs néolibéraux, les réductions de charges aux entreprises privées favorisent celles-ci au détriment du secteur non lucratif dont l’impact social auprès des usagers et pour la cohésion sociale ne sera jamais remplacé par l’entreprise privée. L’avantage indu dont bénéficient les entreprises privée n’a étonnamment pas été dénoncé par le Medef ni par les néolibéraux comme entrainant des distorsions de concurrence !

Le collectif des associations citoyennes exige que le milliard d’euros indument attribué aux entreprises privées soit restitué aux associations et vienne abonder les crédits affectés à leur financement.

Le Collectif des associations citoyennes demande depuis longtemps une remise à plat de la fiscalité pour les associations. L’Assemblée Nationale propose à ce sujet un « travail en commun entre les pouvoirs publics, et notamment l’administration fiscale, et les organismes non lucratifs de toilettage du corpus existant. » Le Collectif demande que ce travail soit engagé dès maintenant et à y participer.

Il souligne par ailleurs que les associations à but non lucratives n’ont pas vocation à entrer dans le secteur marchand, et qu’elles ne sauraient se limiter aux populations en difficulté ou défavorisées. La cohésion sociale demande la participation de tous et ne peut s’effectuer seulement par une redistribution entre populations pauvres.

 \_\_\_\_

*1 Rapport établi par Yves BLEIN, député du Rhône, Laurent GRANDGUILLAUME, député de la Cote d’Or, Jérôme GUEDJ, député de l’Essonne, Régis JUANICO, député de la Loire, parlementaires en mission auprès du Premier ministre.*

Site Internet :[http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/07/2014-jan-Communiqu%C3%A9-du-Collectif-des-assos-citoyennes-CICE-JCDM.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/07/2014-jan-Communiqué-du-Collectif-des-assos-citoyennes-CICE-JCDM.pdf)

https://frama.link/31jan2014



### 23 mai 2015 - "Pour le maintien du dispositif Impact Emploi !"

En faisant paraître un projet d'ordonnance qui abroge l'article 133-5-1 du code la sécurité sociale, le gouvernement s’apprête à supprimer le dispositif Impact Emploi Associations et ce, sans aucune concertation avec les principaux intéressés et au dépens de toute logique de bon sens !

Cette tentative de suppression d'Impact Emploi au détriment du seul « Chèque Emploi Associatif » (CEA) n'est pas la première. Tous les trois ans à peu près et sous prétexte de simplifications administratives, le gouvernement annonce vouloir supprimer ce dispositif géré par l'ACOSS-URSSAF. Pourtant, il y a un consensus pour dire à quel point ce dispositif, peu coûteux pour l'administration, est efficace ! Même le réseau des URSSAF s'est vu peu à peu convaincre de l'utilité d'encourager ce dispositif devant la recrudescence de conflits liés à une mauvaise utilisation du Chèque Emploi Associatif.

Pour rappel, ce dispositif répondait à la volonté des pouvoirs publics de développer, en faveur des petites et moyennes associations, une gamme de simplifications et de services en matière d'aide à l'emploi. Aujourd'hui ce sont plus de 650 associations « tiers de confiance » qui bénéficient gratuitement, dans le cadre d'une convention avec l'administration, d'un logiciel de paye, mis à jour directement par les services de l'URSSAF. Ce logiciel « Impact Emploi » leur permettant de réaliser les bulletins de salaires de dizaines de milliers de salariés associatifs en toute sécurité.

La volonté du gouvernement est de voir un service unique simplifié qui regrouperait le « chèque emploi associatif » et le « titre emploi simplifié » voué aux entreprises. Assimiler les associations à des entreprises comme les autres et vouloir simplifier à outrance la fonction employeur constitue une profonde erreur, en inadéquation totale avec la réalité de terrain ! Avec Impact Emploi Association ce sont des structures associatives de proximité, avec du personnel formé à la paye, connaissant les conventions collectives propres au secteur associatif (sport, culture, animation, etc.) et ayant des compétences en terme de législation sociale qui font les paies d'autres associations. Avec le Chèque Emploi Associatif, ce sont les présidents ou trésoriers de l'association employeur qui doivent accomplir toutes ces formalités bien souvent sans aucune compétence…

Laisser passer cela, c'est mettre en difficulté les petites et moyennes associations, les dirigeants bénévoles comme les salariés, et au final les projets associatifs eux mêmes. Une telle décision contribuerait à la suppression de  milliers d'emplois associatifs déjà très affectés par les restrictions budgétaires. Enfin, cette décision risque de dissuader de nombreuses associations d’embaucher compte tenu de la complexité de la fonction employeur.

Le Collectif des associations citoyennes soutient la mobilisation en court et demande solennellement à Madame la ministre des affaires sociales de revenir sur ce projet d'ordonnance et de maintenir sur le long terme cet outil au service des associations.

Télécharger le fichier :[PourLeMaintienDuDispositifImpactEmploi\_fichier\_cp-impact-emploi-associatif-23-mai-2015.pdf](http://garecentrale.associations-citoyennes.net/files/PourLeMaintienDuDispositifImpactEmploi_fichier_cp-impact-emploi-associatif-23-mai-2015.pdf)

https://frama.link/23mai2015



### 18 septembre 2015 - "Budget 2016 : l'avenir des associations citoyennes en question"

Les associations citoyennes sont des acteurs indispensables pour répondre aux enjeux écologiques et pour reconstruire le vivre ensemble. Leur avenir est cependant remis en question par les gouvernements, l’Union européenne, les autorités locales et des forces économiques, notamment les banques. Petit à petit, des dispositions financières, administratives et managériales modifient la société en profondeur pour aller vers une société de marché, agressive et inégalitaire, au profit d’une toute petite minorité.

Dès aujourd’hui, de Chalon-sur-Saône à Romans, de Herblay à Colombes ou à Savigny-sur-Orge, des initiatives associatives, des équipements, des festivals, apportant une réponse forte aux attentes des citoyens, sont balayés d’un revers de main par des élus qui ne semblent pas en saisir les enjeux. Ailleurs, ce sont des baisses de subventions conséquentes qui viennent bousculer le paysage associatif. Selon la cartocrise-associative établie par le CAC, 87 % des communes observées ont diminué leurs subventions en 2015, en moyenne de 12 %, alors que 13 % les maintenaient ou les augmentaient. Combien de ces dernières pourront continuer à le faire en 2016 ?

Le projet de budget 2016 constitue un véritable instrument régressif de la transformation de la société. La campagne lancée par l’Association des Maires de France confirme les analyses du Collectif des Associations Citoyennes : la nouvelle baisse des dotations aux collectivités et des autres financements publics va se traduire par de nouvelles réductions drastiques de subventions aux associations. S’y ajoutent la perspective de mise en place de partenariats public-privé pour financer l’action associative, les effets de la loi Macron, les progrès d’une vision simpliste et managériale de l’action associative, etc. Dans le même temps, le CICE octroie un cadeau fiscal de 20 milliards par an aux entreprises, sans que celles-ci ne créent le moindre emploi1.

Le Plan social invisible, lancé depuis 2014, va donc continuer à faire ses ravages, malgré les discours lénifiants qui tentent de camoufler la réalité2. Au-delà des questions financières, c’est d’une considération renouvelée que les associations citoyennes ont besoin. Les richesses qu’elles produisent sont faites avant tout de développement humain, de démocratie locale, de participation à la vie de la cité, d’éducation citoyenne ou écologique, de renforcement du lien social. La création de richesse économique et d’emplois, bien que réelle, n'est jamais qu'une conséquence de leur activité et ne correspond aucunement à leur finalité.  A travers l’avenir de nos associations se joue un modèle de société plus humaine, enraciné dans les valeurs communes de la République et de la démocratie. Nous espérons encore que le gouvernement et les parlementaires prendront conscience de ces enjeux.

Les associations citoyennes sont actuellement confrontées à quatre difficultés majeures, dans un contexte où la "crise" ne cesse de s'aggraver, c'est-à-dire où les marchés financiers, dans leur vision de gestion à court terme, exigent toujours plus pour assurer leur propre survie, même au prix de la désorganisation de la société, de risques écologiques insensés, de la dégradation de l'action publique, de la démocratie et même de l'économie.

(...)

Site Internet :[http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/09/Lavenir-des-associations-citoyennes-en-question-Dossier-18-](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/09/Lavenir-des-associations-citoyennes-en-question-Dossier-18-sept15.pdf)

https://frama.link/18sep2015



### 17 juillet 2015 - "A propos des dernières informations sur l’emploi associatif"

Recherches et Solidarités a publié en juin 2015 « les associations face à la conjoncture ». Cette note conclut de façon résolument optimiste que l’emploi associatif progresse année après année, semblant contredire les prévisions du Collectif des associations citoyennes. Ces conclusions, reprises par Fil Hebdo qui annonce « le retour à la hausse de l’emploi associatif », appellent quelques remarques :

1. L’évolution de l’emploi décrite dans cette note cumule indistinctement des emplois à temps complet et des emplois à temps partiel. Le fait de raisonner ainsi masque le phénomène de multiplication des emplois précaires et temporaires, parfois de très courte durée.

2. Avec les chiffres qui sont publiés, on constate que l’emploi associatif total oscille entre +0,1 % et -0,1 % chaque trimestre, ce qui correspond à une stagnation et non une progression. En effet, 0,1 % de 1 800 000 emplois correspond à 1 800 emplois, ce qui est inférieur à la marge d’incertitude des estimations.

3. Cette stagnation a connu une exception du 3e trimestre 2013 au 3e trimestre 2014, où l’emploi total a augmenté de 1,3 %, ce qui correspond à ramener au nombre total d’emplois un gain net de 23 000 emplois. Cela correspond bien évidemment, comme d’ailleurs le texte y fait allusion, au lancement des emplois d’avenir. 62 000 emplois d’avenir ont été créés dans les associations entre le 3e trimestre 2013 et fin 2014 (1). En leur absence, l’emploi associatif aurait fortement diminué, d’environ 40 000 emplois, ce qui correspond à l’estimation qu’avait fait le Collectif en septembre 2013. Le plan social invisible dont nous avions parlé est malheureusement bien en marche.

4. Depuis le 4e trimestre 2014, les emplois d’avenir ayant des effets beaucoup moins nets, on retrouve la tendance antérieure (0% et -0,1%). Nous estimons qu’en l’absence de nouvelles formes de contrats aidés cette tendance négative ne peut que s’accentuer en 2015 sous l’effet des décisions prises par 80% des communes de restreindre leurs subventions aux associations, comme le montre la cartocrise-associative.

5. Les emplois d’avenir s’adressent à des jeunes sans emploi ou faiblement qualifiés, qui connaissent des difficultés d’insertion dans la vie active. Ils ont une durée de un à trois ans maximum. Cela signifie que ces 62 000 jeunes employés temporairement vont se retrouver, parfois dès cette année en recherche d’emploi

6. L’approche globale de cette note de conjoncture ne fait pas de distinction entre les secteurs et surtout les tailles d’associations. Cette approche masque la bipolarisation des structures associatives, avec d’un côté quelques milliers de grandes entreprises associatives qui ont pour la plupart une logique d’entreprise et de croissance externe2, et de l’autre une masse de petites associations sans beaucoup de moyens. Entre les deux, on assiste aujourd’hui à une remise en cause massive du travail et de l’existence des associations moyennes, qui tiennent le terrain et sont pourtant le meilleur rempart contre la désespérance civique. Cette hécatombe ne fait que commencer avec les nouvelles restrictions budgétaires programmées pour 2016 et 2017. D’ailleurs, Recherches et Solidarités reconnaît dans sa note que 250 000 associations dans les secteurs de la santé, du social, des loisirs, de la jeunesse et l’éducation populaire (auquel il faut ajouter la culture) sont en extrême difficulté et risquent de disparaître. Espérons que le rapport « la France associative en mouvement » et encore plus l’enquête en préparation sous les auspices de l’INSEE apporteront des réponses à ces questions. Dans l’attente, nous ne souhaitons pas entamer une polémique sur ces chiffres dont les présupposés ne nous paraissent ni adéquats ni suffisamment étayés à ce stade. Nous souhaitons simplement ne pas laisser le champ libre à un discours lénifiant et auto justificateur, qui aurait pour effet de retarder le plus possible la prise de conscience par les associations citoyennes des difficultés qu’elles subissent. Un des enjeux des prochaines années est la poursuite d’un mouvement associatif tourné vers l’intérêt général, la solidarité, la citoyenneté, pour lequel le Collectif des associations citoyennes souhaite poursuivre et accentuer son action.

*1.http://travail-emploi.gouv.fr/actualite-presse,42/communiques,2138/francois-rebsamen-et-carole-delga,18433.html*

*2.Que cette logique soit choisie délibérément par les dirigeants ou imposés par des conventions pluriannuelles d’objectifs de moyens (CPOM) ou par des appels d’offres.*

Site Internet :[http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/07/A-propos-des-derni%C3%A8res-informations-sur-lemploi-associatif-CP-17-7-15.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/07/A-propos-des-dernières-informations-sur-lemploi-associatif-CP-17-7-15.pdf)

https://frama.link/17juil2015



### 11 février 2016 - "Le bénévolat, une activité libre et volontaire, pas un travail obligatoire"

Le Collectif des associations citoyennes s’élève avec force contre la décision du Département du Haut-Rhin, qui a voté le 5 février dernier l’obligation pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) de réaliser 7 heures de bénévolat par semaine au profit des collectivités, des associations ou des maisons de retraite.

Cette décision fait basculer le « bénévolat » dans la « prestation », alors que, comme le rappelle André Gorz, une même tâche revêt un sens différent quand elle n’est plus un travail contraint mais le don gratuit d’un savoir-faire, dans le cadre d’une activité librement consentie.

Elle constitue une mesure de stigmatisation des bénéficiaires du RSA, implicitement accusés de ne rien faire et d’être des parasites de la société. Rappelons que ces « bénéficiaires » n’ont pas choisi d’être travailleurs précaires ou chômeurs, mais sont condamnés par une logique implacable d’accumulation des profits à survivre dans la pauvreté avec  500 € par mois, alors que les conseillers départementaux qui ont voté cette mesure touchent une indemnité de 2 280 € par mois, s’ajoutant à d’autres revenus. Un bénévolat imposé n’est ni plus ni moins qu’un travail d’intérêt général, (mais pour quelle faute ?), ou un travail gratuit, qui nous ramène au Moyen Âge. Le système des corvées, constitutif du servage, était également présenté comme la contrepartie de la protection qu’accordait le seigneur à ses sujets.

**C’est pourquoi il est essentiel de souligner la place centrale de l’engagement bénévole pour les associations citoyennes,** qui amorce une société du temps libéré où le culturel et le sociétal l’emportent sur l’économique, avec des activités choisies, porteuses d’une plus grande humanité, **et de rappeler que le bénévolat est une activité libre et volontaire, constitutive des droits fondamentaux.**

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=7240>

https://frama.link/11fev2016



### 5 septembre 2017  - "Suppression des contrats aidés et autres coups de canif dans le tissu associatif, que cherche le gouvernement ?"

La fin annoncée des contrats aidés suscite une avalanche de contestations de la part de nombreux acteurs de la société civile, associations notamment, mais aussi de Collectivités Territoriales.

Cette mesure, après d’autres fragilisant le monde associatif et de l’économie sociale et solidaire (ESS), invite à se poser la question: quelle conception le président Emmanuel Macron, son gouvernement, sa majorité à l’Assemblée nationale ont-ils de la société? Alors qu’ils se réclament de la «société civile»1, une série de dispositions et d’annonces gouvernementales démontrent un dédain, voire un mépris pour les associations, tout comme pour l’ensemble de la société civile hors «start-up» et «entrepreneurs». Le choix est clair. La cohésion sociale, la solidarité, et les pratiques d’auto-organisation des citoyens sont abandonnées, au plus grand bénéfice de structures entrepreneuriales prédatrices, voire parasitaires, au moment où l’action des associations est plus que jamais nécessaire : explosion des inégalités, défiance vis-à-vis des pratiques démocratiques, urgence environnementale...

Ainsi, c’est par touches successives que «le capital social»2 de notre pays est effiloché et s’amenuise :

• La baisse des subventions publiques aux associations et leur mise en concurrence entre elles et avec les entreprises privées au moyen des appels d’offre ou des appels à projets, reconfigurant l’ESS en faveur du marché et faisant disparaître des associations, alors qu’il faut au contraire développer les subventions et les conventions pluriannuelles.

• La baisse de la dotation de l’Etat aux collectivités locales, qui a affecté le financement des associations.

• L’annonce de la suppression de la taxe d’habitation, qui va déséquilibrer encore plus les budgets des collectivités locales, car à terme les promesses de compensation ne seront pas tenues. Les associations pâtiront inévitablement de cette mesure qui, par ailleurs, aura pour effet de diminuer les subventions et les services rendus à la population.

• L’annulation totalement arbitraire de crédits décidée cet été. Les crédits de la politique de la ville ont été amputés de plus de 11 %, alors que les actions concernent 1500 quartiers les plus pauvres de France où habitent 5,5 millions de personnes et ceux des droits des femmes de 25 %, ce qui entraîne à nouveau des difficultés et des disparitions d’associations.

• La suppression dite «ciblée» des emplois aidés sous prétexte de leur coût trop élevé au regard de leur efficacité –alors que chaque emploi aidé ne coûte à l’Etat qu'environ 9000 euros tandis qu’un emploi préservé ou créé avec le CICE coûte à l’Etat 400.000 euros, chiffre repris d’un article paru sur Alternatives Economiques3. Au-delà des coûts ce sont de nombreuses personnes qui se retrouvent sans emploi.

• La diminution de 5 euros par mois de l’APL (aide personnalisée au logement) qui va encore amputer le pouvoir d’achat des couches populaires, pour des économies dérisoires, alors qu’aucune mesure d’envergure n’est mise en place pour développer le logement social.

• La suppression de la «réserve parlementaire» dont une partie importante allait vers les associations, sans compensation pour celles-ci, au point que le Conseil d’État a demandé, dans son avis du 12 juin, que le gouvernement veille à ne pas priver, à l’occasion de cette suppression, un certain nombre d’organismes publics ou privés des ressources indispensables pour assurer les missions de service public qui leur sont confiées. Nous demandons que, pour aller dans ce sens, le montant de cette réserve soit affecté à un fonds associatif, géré démocratiquement et en transparence par une structure élue par le monde associatif.

• Le développement des «contrats à impact social», véritable instrument de destruction du monde associatif en le faisant passer sous la dépendance des groupes financiers.

• Par ailleurs, les lois limitant les libertés (état d’urgence, loi dite «confiance dans l’action publique», première loi votée sous le quinquennat Macron, qui perpétue les principales dispositions de l’état d’urgence) qui viennent s’ajouter aux neuf lois du quinquennat précédent renforçant l’arsenal pénal et administratif et limitant d’autant les libertés individuelles et collectives4. Nous pouvons rajouter également la pénalisation «du délit de solidarité», afin d’empêcher les militants et les associations d’aider les réfugiés.

La destruction du domaine social et la limitation des libertés vont toujours ensemble et forment un couple indissociable, d’une politique régressive.

Les 1.300.000 associations que compte notre pays représentent une richesse incomparable pour la nation. Avec 11 millions de bénévoles actifs, elles sont indispensables à la démocratie, au développement du lien social et au pouvoir d’agir des citoyens, car aucune société ne peut vivre humainement sans l’action collective menée par des individus libres et égaux. Elles répondent également à des besoins diversifiés, au plus près du terrain, que ni la puissance publique ni les entreprises lucratives ne peuvent couvrir. Leurs activités représentent 104 milliards d’euros, soit 7 % du PIB en France. Les subventions publiques qu’elles reçoivent ne sont que la contrepartie de leur contribution à l'intérêt général et de leur action positive au bénéfice des populations et des territoires. C’est pourquoi la vision réductrice du gouvernement, qui semble ne voir dans le champ des activités associatives que des marchés à investir, traduit une profonde méconnaissance de la réalité par nos responsables politiques. Ce maillage de structures émanant de la société civile fait la démonstration que les femmes et les hommes sont capables de s'organiser eux-mêmes pour s’atteler collectivement à la tâche vitale consistant à construire une société plus solidaire, durable et participative.

C’est pourquoi le Collectif des associations citoyennes dépose un recours au Conseil d’État afin d’obtenir l’annulation de la décision concernant les emplois aidés qui met brutalement les nombreuses personnes dans une situation intolérable.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*1 Voir la déclaration du Collectif des associations citoyennes (CAC), adoptée à ses rencontres d’été à Lyon, les 10 au 13 juillet:«La société civile c’est nous»2Voir à ce propos l’excellent article de notre administrateur, Gilles Rouby sur Médiapart*

*2 Voir à ce propos l’excellent article de notre administrateur, Gilles Rouby sur Médiapart*

*3 Lire l’article: https://www.alternatives-economiques.fr/mauvais-proces-aux-contrats-aides/000800334La loi sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme du 21 décembre 2012; la loi du 18 décembre 2013 sur la programation militaire qui élargit les écoutes téléphoniques et l’espionnage des citoyens par les services de sécurité; loi du 13 novembre 2014 «renforçant la lutte contre le terrorisme» qui permet notamment de qualifier de terroriste «l’acte préparatoire d’un acte terroriste»; loi du 24 juillet 2015 dite loi renseignement qui permet aux services de sécurité «d’aspirer» les communications et les données personnelles; loi du 30 novembre 2015 sur la surveillance des communications électroniques internationales; loi du 22 mars 2016 qui autorise la fouille des bagages dans le métro, les trains et des enquêtes sur les personnes occupant des «emplois sensibles» dans les transports ; loi du 3 juin 2016 sur les crimes organisés, le terrorisme et instituant une «peine de perpétuité réelle»; loi du 21 juillet 2016 prorogeant l’état d’urgence, autorisant les fouilles de véhicule et renforçant les peines pour les infractions criminelles, associations de malfaiteurs en liaison avec le terrorisme; loi du 28 février 2017 sur la sécurité publique réintroduisant le délit de consultation de sites terroristes pourtant censuré par le Conseil Constitutionnel. Lois auxquelles il faut ajouter quatre autres lois de prolongement de l’état d’urgence.*

Télécharger le fichier : [SuppressionDesContratsAidesEtAutresCoups\_fichier\_communique-de-presse-cac-emplois-aidés.pdf](http://garecentrale.associations-citoyennes.net/files/SuppressionDesContratsAidesEtAutresCoups_fichier_communique-de-presse-cac-emplois-aidés.pdf)

https://frama.link/5sept2017



### 9 novembre 2017- "Défense de l'emploi associatif : le gouvernement annonce une concertation nationale mais maintient la suppression des contrats aidés"

*Texte à justifier car pb de retour à la ligne bizarre*

L’Assemblée nationale a voté cette nuit la réduction massive des crédits alloués aux emplois aidés, passant de 2,4 milliards en 2017 à 1,4 milliards dans le projet de loi de finances de 2018, soit une diminution de 41,6 %. Il met ainsi au chômage 250 000 personnes en 2 ans. Le 18 octobre, a eu lieu une première « journée noire des associations » pour refuser cet immense plan social sur les contrats aidés et une nouvelle mobilisation associative et syndicale est engagée pour faire du 10 novembre une seconde journée noire avec l’organisation, localement, de nombreuses actions (manifestations, marches, happenings, débrayages, grèves, opérations « assos mortes », etc.). L’objectif est également de faire pression sur le Sénat pour qu’il revienne sur le vote de l’Assemblée nationale entérinant la baisse drastique des contrats aidés. Face à la mobilisation, également relayée par des élu.e.s locaux, le gouvernement a annoncé la sanctuarisation de certains contrats aidés dans les secteurs liés à l’urgence sociale et au handicap, et plus récemment aux emplois dans les quartiers prioritaires. Néanmoins, en refusant de revoir à la hausse l’enveloppe globale des crédits alloués, ces annonces resteront sans effet. Multipliant les rustines, le gouvernement a également amendé la loi de finances pour augmenter de 25 millions d’euros le FDVA (soit l’équivalent de 1% de la diminution des crédits emplois aidés). Rien de tout cela ne permettra de protéger les emplois associatifs menacés de disparaître à très court terme.  « Au lendemain de ce vote assassin, le Premier ministre, accompagné de M. Hulot et M. Blanquer, développe une communication valorisant ces mêmes associations qu’ils viennent de poignarder » évoque Jean-Claude Boual du CAC (voir #AvecLesAssos). M. Phillippe annonce maintenant une concertation avec des chantiers de travail sur le développement de la vie associative, pour faire des propositionsen matière de financement, d’engagement, d’accompagnement et de politique de la vie  associative. Nous saluons ces premiers résultats. Le Premier Ministre répond aux revendications des  associations citoyennes qui ont demandé l’ouverture d’une négociation, associant toutes les  associations contribuant à l’intérêt général, sur le devenir des associations, l’évolution des  financements et l’emploi associatif. Les associations doivent, pour leurs missions au service de  l’intérêt général, pouvoir rémunérer leurs salarié.e.s de façon stable à travers des CDI, dans le  respect du code du travail, tout en maintenant un dispositif adapté de retour à l’emploi. Pour qu’une véritable négociation s’engage, les associations doivent rester plus que jamais  mobilisées. C’est ce qu’elles feront dès le 10 novembre et dans les semaines qui suivent.

Télécharger le fichier : [DefenseDeLEmploiAssociatifLeGouvernemen\_fichier\_communiqué-presse-9nov.pdf](http://garecentrale.associations-citoyennes.net/files/DefenseDeLEmploiAssociatifLeGouvernemen_fichier_communiqué-presse-9nov.pdf)

https://frama.link/20nov2017



### 10 novembre 2017 - "Contrats aidés, associations : Stop au massacre silencieux"

La suppression brutale des contrats aidés, les baisses de subventions du monde associatif, mettent en danger des salarié.e.s et des activités utiles socialement.

C’est pourquoi, vendredi 10 novembre 2017, à Paris comme dans d’autres départements, des salarié.e.s en contrats aidés, des associations comme des services publics et des organisations syndicales seront dans la rue pour rendre visible cette injustice.

Dans l’unité, Ils seront dans la rue à partir de 14H métro Bourse vers République et demandent :

1.     Un financement pérenne et durable pour le secteur non marchand et les services publics à la hauteur des besoins

2.     Le maintien des emplois/arrêt du plan de SUPPRESSION des contrats aidés/ réembauche des salarié.e.s non renouvelé.e.s sur de vrais emplois

3.     Des conditions de travail dignes : un salaire décent, CDI dans les associations... et titularisation dans la fonction publique

4.     L’ouverture de négociations avec l’Etat, la Ville de Paris et la région, et l’ensemble des secteurs concernés

Télécharger le fichier :[ContratsAidesAssociationsStopAuMassacre\_fichier\_communique-de-presse-unitaire1011-au-9-10-17.pdf](http://garecentrale.associations-citoyennes.net/files/ContratsAidesAssociationsStopAuMassacre_fichier_communique-de-presse-unitaire1011-au-9-10-17.pdf)

https://frama.link/9oct2017



### 13 novembre 2017 - "Suppression des contrats aidés : la mobilisation s’amplifie pour préserver les emplois et l’action des associations"

**Vendredi 10 novembre avait lieu la seconde journée noire des associations contre la suppression des contrats aidés. Alors que le gouvernement ouvre une concertation, la mobilisation s’amplifie pour préserver les emplois et la contribution des associations au bien commun.**

Ce 10 novembre 2017, les associations se sont mobilisées dans toute la France pour une 2e journée noire, après celle du 18 octobre (voir ici) pour refuser l’immense plan social sur les contrats aidés (250.000 suppressions d’ici à fin 2018) à l’appel du Collectif des Associations Citoyennes, d’un large front intersyndical, de collectifs unitaires locaux, avec parfois le soutien des mairies. Quelques 230 mobilisations ont rassemblé plusieurs milliers d’associations et 15 défilés ont eu lieu sur l’ensemble du territoire1. En s’habillant de noir pour symboliser leur mort programmée, elles ont multiplié les actions symboliques (voir ici). A Paris, une marche ponctuée de « Die-In » entre Bourse et République a rassemblé quelques 400 personnes. D’autres manifestations sont prévues dans les prochains jours, avec notamment une grève dans le secteur du travail social le 20 novembre, soutenue par le CAC. « Les associations entendent montrer quelles sont l’oxygène qui permet à ce pays de respirer. Sans elles, moins de lien social, moins de solidarité et moins de culture » tempête Jean-Claude Boual, président du CAC.

**Le gouvernement commence à bouger, mais tout reste à faire**

Cette mobilisation n’est pas sans résultats. Face à la montée des protestations, le Premier ministre, accompagné de M. Hulot et M. Blanquer, a annoncé ce 9 novembre le lancement d’une concertation, pour aboutir dès le mois de janvier à des propositions en matière de financement, d’engagement, d’accompagnement de la vie associative. Le gouvernement a concédé de sanctuariser les contrats aidés liés à l’urgence sociale, au handicap et aux quartiers prioritaires, ainsi qu’une augmentation de 25 millions d’euros du FDVA (soit 1% de la diminution des crédits emplois aidés, mais a refusé, à l’Assemblée Nationale, de revoir à la hausse l’enveloppe globale des crédits alloués2. Les destructions massives se poursuivent donc sur le terrain, avec d’innombrables drames humains.

Cette concertation n’aura de sens que si elle repose sur un dialogue sincère incluant toutes les associations (notamment celles regroupées dans le CAC) permettant d’aborder les questions de la stabilité d’emplois associatifs stables à travers des CDI et la contribution au bien commun d’innombrables petites et moyennes associations, tout en maintenant un dispositif adapté de retour à l’emploi.

Les associations doivent plus que jamais rester mobilisées et s’exprimer ensemble, avec les syndicats de salariés et les collectivités. Par ailleurs, nous appelons les Sénateurs à rétablir les crédits dédiés aux contrats aidés, et les Députés à voter en seconde lecture, les crédits suffisants pour préserver les emplois associatifs comme préalable à une concertation sereine pour penser les alternatives aux contrats aidés.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*1. Manifestations à Marseille, Tulle, Brest, Morlaix, Nîmes, Montpellier, Grenoble, Nantes, Le Mans, Paris, Épinal, Aubervilliers, Montreuil, Saint-Denis, mais aussi des mobilisations dans des villes plus petites comme Moissac ou Vic-la-Guardiole.*

*2. Celle-ci est passée de 2,4 milliards en 2017 à 1,4 milliards dans le projet de loi de finances de 2018, soit une diminution de 41,6 % mettant au chômage 150 000 personnes en 18 mois, sans craindre d’augmenter la pauvreté, la misère et la souffrance sociale.*

Site internet : <http://oxi90.com/GHDURSI79/F2213E3979914230AC023EE71CE56113.php>

https://frama.link/13nov2017



### 20 novembre 2017 - "Réduction des contrats aidés : associations parisiennes en danger"

Le gouvernement a pris la décision de réduire le nombre de contrats aidés, à hauteur de 150 000 emplois dès 2017, et de 110 000 supplémentaires en 2018. Cette décision soudaine, brutale et prise sans aucune concertation préalable, s’inscrit dans un contexte fortement anxiogène quant au financement public du secteur associatif : baisse des dotations de l’Etat aux collectivités, diminution  ou  gel des crédits émanant de l’Etat à destination des associations, fin de la réserve parlementaire.

Elle aura des conséquences dramatiques pour nombre d’associations parisiennes, dont plus de 700 adhèrent à nos réseaux et collectifs.

Enfin, l’opacité qui règne d’ores et déjà, quant à la mise en œuvre de cette mesure par les services de l’Etat, ajoute s’il en était besoin à l’incertitude.

La baisse des contrats aidés concerne plusieurs milliers d’emplois à Paris. Elle  implique, à très court terme :

- La brutalité de l’équivalent d’un plan de licenciement sans précédent, avec toutes ses conséquences sociales  et humaines sur les salarié.e.s concerné.e.s ; - l’arrêt de la dynamique d’insertion sociale et professionnelle induite par les contrats aidés, notamment via la formation et l'accompagnement socio-professionnel de personnes aux parcours de vie très variés ; - la disparition de pans entiers d’activités menées dans le sens de l’intérêt général, dont l’utilité sociale et citoyenne est indispensable et complémentaire aux politiques conduites par l’Etat et les collectivités ; - la fermeture imminente de nombreux espaces d'expression, de socialisation, d'émancipation, qui contribuent aujourd’hui à rompre l'isolement, à l'échange de services, à la transmission des savoirs et de la culture ; - la fragilisation de l’activité économique et de l’emploi sur le territoire.

Concrètement, cette décision aboutit inévitablement à la baisse quantitative et qualitative des activités et de projets menés au bénéfice des populations, en particulier les plus fragiles :

- par le « recentrage » sur les activités dites rentables ou par la hausse des tarifs pratiqués dans certains cas, au détriment de la diffusion au plus grand nombre et des actions de solidarité essentielles à la cohésion des territoires ; - par la réduction des moyens humains disponibles et la dégradation du service rendu aux publics (réduction du nombre d’activités, de l’amplitude horaire, etc.) qui en découle, voire la suppression de certaines missions et l’arrêt de projets socialement utiles ;

Les acteurs de nos réseaux et collectifs témoignent tout particulièrement de cette dégradation dans le cas d’activités culturelles, sportives, éducatives et sociales : le champ de l’éducation populaire ne fait pas exception aux difficultés rencontrées dans tous les secteurs de l’activité associative.

Face à la dégradation inévitable des actions menées au bénéfice des Parisien.ne.s, face à l’incertitude qui pèse sur l’équilibre économique et la gestion des associations - parfois menacées dans leur existence même, nous demandons instamment aux pouvoirs publics :

- La suspension de cette décision et de sa mise en œuvre, pour faire de 2018 une année de réflexion et de transition ; - l’ouverture d’une concertation ouverte à tous les acteurs de la vie associative, sur l’évolution des financements du monde associatif; - la prise en compte effective du rôle et de la place des associations dans la construction des politiques publiques, le développement des compétences et des dynamiques inclusives sur un territoire, et une réflexion de fond sur le soutien public aux activités d’intérêt général de nos associations.

Nous nous associons ainsi aux démarches initiées par les différents réseaux nationaux auxquels nous adhérons et soulignons l’utilité sociale des contrats aidés pour les personnes éloignées de l’emploi, pour les associations souvent garantes du lien social au cœur de nos territoires, et pour les publics bénéficiaires de leurs activités.

 Fédération de Paris de la Ligue de l’enseignement

Fédération des Centres sociaux et socioculturels de Paris

Collectif des Associations Citoyennes

Mouvement associatif d’Ile-de-France

Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France

Site Internet : <http://oxi90.com/GHDURSI79/CC319C4A40694975B8DAB51A335DFA33.php>

https://frama.link/9nov2017



### 22 février 2018 - "100 000 emplois aidés de plus sont nécessaires dès 2018. Le CAC s’associe aux propositions du rapport sénatorial qui souligne les effets désastreux de la baisse des contrats aidés"

La commission de la Culture et de l’Education du Sénat vient d’adopter à l’unanimité le 21 février un rapport des sénateurs PS Jacques-Bernard Magner et LR Alain Dufaut sur l’impact de la réduction des contrats aidés sur le secteur associatif1. Ce rapport souligne les « effets désastreux » de la baisse des contrats aidés, « qui a eu des impacts très lourds pour les associations, les collectivités, mais aussi les EHPAD ». Le rapport pointe l’absence d’évaluation des conséquences de la baisse des emplois aidés, d’autant plus dramatique qu’elle n’avait pas été anticipée. « Du jour au lendemain, des milliers de personnes ont de nouveau basculé dans la précarité ». « Tous les secteurs sont touchés, qu’il s’agisse de l’animation, de l’éducation, du sport, du tourisme social, du médico-social, de l’aide et des soins à domicile, de la petite enfance, des foyers de jeunes travailleurs, du spectacle vivant, de la radiodiffusion associative, etc ». « Cette désorganisation a rapidement gagné l’ensemble du secteur de l’économie sociale et solidaire, soit plus de 169.000 contrats aidés ». Au final, « la forte diminution du nombre de contrats aidés met en péril l’existence même de nombreuses structures ». Or, « malgré leurs défauts, les contrats aidés constituent l’un des dispositifs permettant d’insérer dans un parcours professionnel et d’apporter une perspective aux 100.000 jeunes sortant précocement du système scolaire sans qualification et aux 240.000 chômeurs âgés de plus de 50 ans ».

**Créer 100 000 emplois aidés dès 2018**

Sur les bases de cette analyse, le rapport sénatorial propose une augmentation « temporaire » de 50.000 contrats aidés « dédiée aux chômeurs de longue durée de plus de 55 ans », et de 50.000 contrats réservés « aux associations de moins de cinq salariés », soit 100.000 contrats de plus, pour fixer la barre à 300.000 en 2018.

**" Le Collectif des Associations Citoyennes s’associe pleinement à ces propositions et demande leur mise en application "**

Ce faisant, le gouvernement économisera 200 millions d’euros de dépenses publiques. Les personnes renvoyées au RSA ou au chômage coûtent en effet plus cher aux finances publiques que les emplois aidés (plus d'informations ici). Il répondra également aux conséquences dramatiques du resserrement du champ des emplois aidés avec leur transformation en Parcours Emplois Compétences.

**La nécessité d’un financement pérenne des activités associatives**

Cette mesure d’urgence, si elle est indispensable et salutaire, ne remplace pas la nécessité d’un financement pérenne des activités associatives ayant une dimension de service public, non lucratives, reconnues d’intérêt général, en particulier portées par les petites et moyennes associations au service de la société toute entière (voir ici la proposition du CAC).

La politique actuelle de remise en cause des associations est dans les faits de même nature que la remise en cause des services publics, de l’éducation, de la santé publique, de la qualité de l’accompagnement dans les EHPAD, de la Justice, etc. Cette politique menée depuis 15 ans, loin de favoriser la compétitivité1, accroît de façon abyssale les inégalités, au seul bénéfice des 0,1 % les plus riches.

**C’est pourquoi le CAC appellera prochainement les associations à se mobiliser pour faire savoir que de nombreuses situations deviennent intenables sur le terrain, appuyer les propositions du Sénat et agir pour défendre avec tous les droits fondamentaux.**

Site Internet : <http://oxi90.com/GHDURSI79/FD80F81141DF488DA6CE18B58F3D7577.php>

https://frama.link/22fev2018



### 5 février 2019 - "Quel grand plan pour les petites associations ?"

Lors de sa [rencontre à Courcouronnes, lundi 4 février](https://www.20minutes.fr/politique/2443699-20190204-grand-debat-national-evry-emmanuel-macron-annonce-grand-plan-petites-associations), E. Macron a annoncé «  un grand plan pour les petites associations » avec comme mesure phare « des emplois francs associatifs sur le modèle de ce qui existe dans le privé ».

Précisons que les [emploi francs associatifs](http://idf.direccte.gouv.fr/Les-Emplois-francs) existent déjà dans certains territoires (5.000 € par an pour la création d’un CDI et 2.500 € par an pour un CDD) à titre expérimental.

Si c’est cela le « grand plan », c’est très en deçà des besoins et ne répondra pas aux conséquences dramatiques de la suppression des emplois-aidés.

La deuxième mesure évoquée par Julien de Normandie concerne les subventions pluriannuelles qui n’ont rien de nouveau. Elles sont préconisées notamment dans la [circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015](http://www.associations-citoyennes.net/?p=9941) mais ont dû mal à se généraliser, tant auprès des services de l’État que des collectivités territoriales.

Si l’annonce de ce « grand plan » semble refléter une prise de conscience sur les difficultés du monde associatif, et notamment des petites et moyennes associations, les mesures concrètes annoncées sont en décalages avec la réalité et les besoins.

Le « grand plan » ne doit pas rester de la communication médiatique dans le cadre d’un « grand débat » lui-même biaisé.

Jean Claude Boual, Président du CAC

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=13293>1

https://frama.link/5fev2019



### 18 Octobre 2019 - "Quel paysage associatif français ?"

Le monde associatif est en pleine mutation. La nouvelle étude de Viviane Tchernonog & Lionel Prouteau  « [Le paysage associatif français](https://www.francegenerosites.org/wp-content/uploads/2019/06/tchernonog_associations_fcc_2018_compressed.pdf)» portant sur la période 2011/2017, en apporte plusieurs illustrations utiles mais souvent partielles et surtout trop générales, voire orientées, pour rendre compte de la très grande diversité de ce secteur.

Le nombre d’associations et de bénévoles a augmenté, leur poids économique reste stable, le nombre de salariés (1 800 000) n’est pas en hausse pour la première fois depuis que l’étude est réalisée. Les postes de responsabilité sont de plus en plus occupés par des personnes issues des classes moyennes alors que les couches populaires sont sous-représentées. Enfin il faut souligner que les associations ne peuvent fonctionner sans l’apport décisif des retraités. En outre les bénévoles représentent près de 1 700 000 emplois à temps plein.

Mais ces chiffres ont parfois des différences importantes avec ceux de l’INSEE. L’étude pose les mêmes interrogations méthodologiques que les précédentes : elle se base sur des questionnaires transmis via les autorités publiques, avec de nombreuses extrapolations, et surtout, elle mélange toutes les formes d’associations, avec une tendance à mettre en valeur le tropisme vers le marché…

Cette étude aborde essentiellement les aspects statistiques du monde associatif, ne traitant pas les aspects sociétaux, le sens de l’engagement associatif, la non lucrativité, le fonctionnement démocratique, les rapports salariés/bénévoles, l’apport de chacun…

Cependant, elle pointe quelques tendances fortes qui doivent nous alerter : la polarisation avec une augmentation du nombre des « petites » associations (+ 200 000 environ), sans salariés, vivant sur leur activité, ou avec très peu de financement, la diminution du nombre des « grosses associations » qui par contre augmentent leur part budgétaire, et l’effondrement des associations de taille moyennes (quelques salariés et quelques dizaines de milliers d’euros de budget) qui pourtant structurent le tissu associatif dans les collectivités.

Cette polarisation résulte du fait que les associations se financent de plus en plus sur leurs activités, que les subventions publiques ne représentent plus que 20% de leur financement, qu’elles sont de plus en plus soumises à des appels d’offres ou à projets, enfin qu’elles sont mises en concurrence entre elles et avec le privé. Quant au financement par la philanthropie ou le mécénat, il n’évolue pas et reste entre 4 à 5% du budget de l’ensemble des associations et est capté essentiellement par la centaine des plus grosses, outillées pour  « récolter » ce type de financement.

Malgré les efforts du gouvernement pour créer une philanthropie « à la française » jamais celle-ci ne remplacera les subventions et aides publiques qui doivent s’inscrire dans une dynamique de partenariat pour répondre aux besoins sociaux et non dans une perspective « d’opérateurs » ou « d’entrepreneurs associatifs ».

Il reste donc beaucoup de travail à faire pour une bonne connaissance du monde associatif et ses apports dans notre société. Il est indispensable que l’INSEE et les organismes statistiques fassent des études plus approfondies, ce que demande le CAC dans le cadre [**de ses 10 propositions**](http://www.associations-citoyennes.net/?p=12291) pour le développement de la vie associative qu’il est urgent de mettre en œuvre.

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=14067>

https://frama.link/18oct2019



# Financement des associations

## Le très inégal financement des associations

Selon INSEE Première (mars 2016), 90 % des financements publics sont captés par les associations employeuses. D’une façon générale, le financement des associations a évolué ainsi, d’après les études successives de V. Tchernonog :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Ressources (en %) | 1999 | 2005 | 2012 | 2017 |
| Cotisations | 9,9 | 12,1 | 11,0 | 9,0 |
| Dons et mécénat. | 4,9 | 5,2 | 4,0 | 5,0 |
| Recettes d’activité | 31,2 | 32,3 | 36,0 | 42,0 |
| Financements publics | 53,7 | 50,7 | 49,0 | 44,0 |
| Total. | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Les chiffres fournis par les différentes études menées par V. Tchernonog peuvent être discutés. En revanche, les tendances sont incontestables et parlantes. Les recettes propres tirées des activités des associations progressent continûment et de façon sensible, passant de 31 % des ressources totales du secteur en 1999 à 42 % en 2017. À l’inverse, les financements publics régressent de 10 points, passant de 54 % à 44 % du total des ressources financières des associations.

Dans son enquête Associations **2014**, l’INSEE observe que les cotisations comptent pour 35 % dans le budget des associations non employeuses, et pour 8 % pour celles qui emploient des salariés.

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Structure des ressources courantes des associations employeuses et non employeuses  (en %) | | | | | | | |
|  | Autres | Dons et mécénat | Cotisations | Recettes d'activités privées | Recettes d'activités publiques | Subven-tions | Total |
| Associations employeuses (ressources courantes : 94 milliards d'euros) | 7,0 | 3,7 | 7,7 | 32,9 | 30,1 | 18,6 | 100,0 |
| Associations non employeuses (ressources courantes : 10 milliards d'euros) | 8,5 | 8,1 | 35,4 | 33,6 | 3,5 | 10,9 | 100,0 |
| Ensemble | 7,2 | 4,1 | 10,4 | 33,0 | 27,5 | 17,8 | 100,0 |

Le total des ressources courantes des associations employeuses s’établit à 94 milliards d’euros pour l’année 2013, celui des associations sans aucun salarié à 10,2 milliards, selon l’enquête INSEE.

La masse des salaires distribuée par l’ensemble des associations employeuses est de l’ordre de 40 milliards d’euro en 2018 (source FA), soit une moyenne par salarié de 21 775 €/an (26 856 € pour l’ensemble du secteur privé, INSEE première, 23/04/2019). Cette moyenne masque des différences de niveaux de rémunérations et englobe tous les emplois, quelle que soit la durée des contrats. Or les emplois à temps partiel, sont loin d’être négligeables, bien qu’ils soient en baisse. En 2017, selon les données de l’ACOSS, l’effectif salarié total s’élevait à 1.758.000 correspondant à 1.600.078 équivalents temps plein (ETP). (V. Tchernonog)

*France associative en mouvement* note que « Le salaire moyen annuel par salarié est très variable, à la fois en fonction du degré́ de spécialisation des salariés, comme dans le secteur de la santé (plus de 32 000 €) ou de la recherche, et inversement en fonction du temps de travail, comme dans l’aide à domicile (14 700 €), les activités récréatives et de loisirs (14 480 €) ou encore parmi les activités sportives (15 220 €). » (édition 2019).

## Le financement objet de beaucoup d’attentions

L’appel initial lancé par le CAC en janvier 2010 a mis également en évidence que le gouvernement Fillon, en modifiant l’esprit associatif, entraînait l’ensemble du secteur vers des stratégies où la recherche quasi obsessionnelle de financement pouvait conduire nombre d’associations à abandonner une partie de leur âme pour sauver leur organisation (sans but lucratif) de l’étranglement financier. La recherche de financements, sans lesquels la survie n’est pas assurée, est une autre façon d’entrer dans le système marchand, elle en est même une des conditions, mais pas la seule, à l’insu ou non des responsables.

Le 17 juin 2011, le CAC alerte sur le risque de remise en cause de nombreux financements induits par les restrictions budgétaires et la mise en place de la RGPP (Révision générale des politiques publiques). Les modalités d’attribution des subventions pourraient réduire les associations attributaires au simple rôle de sous-traitant. L’Assemblée Nationale avait pointé que *« la mise en œuvre du CICE représente un gain d’environ 1 milliard d’euros pour les entreprises privées intervenant dans des secteurs à forte présence associative (…)* alors même *que ce dispositif avantage ces acteurs qui ne sont pas toujours à même de répondre parfaitement aux objectifs de cohésion sociale ».*

Le 31 janvier 2014, le CAC exige que soit restitué aux associations ce gain d’un milliard d’euros. Prenant le contrepied des arguments du MEDEF qui stigmatise les associations qui bénéficieraient d’avantages sociaux et fiscaux, le CAC rappelle que ce sont justement les entreprises privées qui bénéficient massivement de réductions de charges et du CICE. C’est aussi l’occasion, dans ce communiqué, de réaffirmer l’urgence et la pertinence d’une remise à plat de la fiscalité pour les associations, à laquelle le CAC s’engage à participer.

Le CAC soutient et appelle à rejoindre la mobilisation du 12 avril 2014 contre l’austérité car si « *La société est durement frappée par la rigueur budgétaire, les associations ne font pas exception : suppressions d’emplois, disparition de certaines d’entre elles, dégradation des conditions de travail*. » Pour remédier à cette dégradation annoncée, il est nécessaire de revoir la « *définition légale de la subvention* ».

Le 8 juillet 2014, alors que le gouvernement, apparemment soucieux de rétablir le dialogue, confie une mission au député du Rhône Yves Blein, le CAC fait 7 propositions dans le cadre de la démarche proposée de « *choc de simplification* » des relations entre les associations et les autorités publiques pouvant accorder des subventions.

Il s’agit notamment de simplifier les dossiers de demande de subvention, d’adapter les contrôles à la réalité de la vie associative, de réhabiliter la subvention de fonctionnement, d’adopter une méthode d’évaluation qualitative, de répondre aux difficultés de trésorerie, et de créer un lieu permanant de dialoge avec les partenaires publics.

Le CAC ajoute qu’il “*sera très attentif aux décisions qui pourront être prises, en espérant que celles-ci apporteront dans la durée des réponses aux problèmes que rencontrent les associations. Il renouvelle sa proposition de rencontrer la mission ministérielle pour lui proposer des contributions plus détaillées.*

On y retrouve aussi une revendication forte du CAC : *“ la mise en place de chartes locales d'engagements réciproques qui permettront de concrétiser un climat de confiance, en donnant toute leur place aux 1,2 million d'associations petites et moyennes. “*

Le 2 novembre 2016, le CAC réagit à *“la mise en place d’un « crédit d’impôt de taxe sur les salaires» à destination des associations”, “mesure qui ne concernera qu’une minorité de grosses associations”*. Il propose à nouveau une réforme fiscale appliquée aux associations *“dont l’un des objectifs serait le développement d’emplois stables et qualifiés*” ainsi que la création d’un fonds pour des financements stables et garantis qui permettrait, comme l’indique d’ailleurs la Circulaire Valls, de « privilégier le recours aux conventions pluriannuelles ».

Le communiqué du 9 mars 2018 ne manque pas de faire le parallèle entre, d’une part, les « *93,4 milliards d’euros de bénéfices en 2017, en hausse de 24 % par rapport à 2016 »*, et d’autre part l’évasion fiscale qui se chiffre par dizaines de milliards et, enfin le milliard, montant fort modeste que revendique le CAC pour les associations. « *Deux poids, deux mesures, deux discours aussi* », conclut le communiqué.

***Le CAC réclame une politique concertée et ambitieuse*** *au service de la construction d’un lien social fort entre citoyens, avec le redéploiement des fonds disponibles, notamment un milliard d’euros supplémentaire dès le budget 2019 pour assurer le bon fonctionnement des associations en privilégiant celles de petite et moyenne taille”.*

La suite montre la médiocrité et la pusillanimité du Président de la République qui a annoncé le 4 février 2019 un grand plan pour les petites associations qui ne contient rien de concret ni de nouveau, note le communiqué du 5 février 2019. *Une mesure phare, des emplois francs associatifs sur le modèle de ce qui existe dans le privé* ? Mais ils *existent déjà dans certains territoires*. Des subventions pluriannuelles ? Mais, *elles n’ont rien de nouveau*. *« Le “grand plan” ne doit pas rester de la communication médiatique dans le cadre d’un “grand débat” lui-même biaisé*. Remplacer de nouvelles mesures, efficaces et suffisamment amples, par de la communication semble être la marque de la politique à faible rendement social.

Plus encore que cette marque de fabrique, le « grand débat national » visait à *gagner du temps pour éteindre la contestation des « gilets jaunes »* et *dégager quelques dispositions spectaculaires*, constate le CAC dans un communiqué du 26 avril 2019. Autrement dit, « *beaucoup de paroles pour ne rien changer aux politiques régressives* ». Au contraire, est-il précisé, ce sont des propositions qui auront pour conséquences d’accentuer les divisions et d’augmenter les inégalités. En effet, « *Emmanuel Macron, dans son propos préliminaire, a fait une brève allusion à “l’engagement” et au ‘tissu associatif qui joue un rôle formidable dans la société, et souligné l’importance du bénévolat,»* sans préciser les modalités de collaboration.

### 23 avril 2010 - Appel "Non à la remise en cause des libertés associatives"

voir le communiqué p...(à supprimer pour les mê’mes raisons que précédemment)

### 10 décembre 2010 - "Contribution pour un dialogue avec des représentants du Parlement européen"

voir le communiqué p... (à supprimer aussi)

### 17 juin 2011 - "Face au danger d'une régression sans précédent une nouvelle politique associative est nécessaire"

Les associations représentent une part importante de l'économie sociale et solidaire(85%). Elles créent et portent près de 2 millions d’emplois non délocalisables, et contribuent de façon majeure au développement économique, social et culturel des territoires et du pays Elles produisent des richesses,matérielles et immatérielles, dont les bilans ne rendent pas compte. De très nombreux besoins sociétaux sont couverts par leurs activités dans un but d'éducation, de lien social, de coopération, d'épanouissement des personnes, etc...Le caractère social et solidaire de la vie associative doit être reconnu comme un apport essentiel et non quantifiable à la vie sociale, de même que la contribution bénévole de 14 millions de citoyens associés.

Mais leur rôle n'est pas uniquement ni même essentiellement un rôle d'opérateurs économiques.Les associations représentent, avec les instances politiques et les syndicats, l'un des 3 piliers de notre vie démocratique. Leurs objectifs, les valeurs qu’elles portent et leurs pratiques sont l’expression de la société civile et de sa contribution à la vie démocratique de notre pays. **Enfin, beaucoup d'entre elles cherchent, au-delà de la satisfaction de leurs membres, à répondre aux besoins d’une société en mutation. Ce sont elles que nous appelons associations citoyennes.**

**Quatre évolutions majeures menacent aujourd'hui les associations citoyennes :**

**1) Les restrictions budgétaires de l'État et la RGPP**, se traduisent par la remise en cause de très nombreux financements. Il n'est pas acceptable que les associations citoyennes soient réduites à des rôles de sous-traitants, parfois en remplacement des services publics qu'on a déshabillés, ni qu’elles soient soumises aux choix de fondations, en dehors de toute transparence et de tout contrôle démocratique. C'est à la puissance publique de rendre possible les actions d'intérêt général et non à la bienveillance des fondations privées.

**2) Les charges nouvelles imposées aux collectivités et la suppression de la TP**

**3) La réforme des collectivités**, qui sera de plein effet en 2014, et risque de conduire rapidement à l'instrumentalisation des associations dès lors qu'elles n'auront plus qu'un seul financeur.

**4) La modification du régime des subventions** introduite par la circulaire Fillon du 18 janvier 2010 conduit à limiter les subventions aux actions d’intérêt général, au-delà de 200000 euros sur 3 ans, à la contrepartie d'une obligation de service public, avec une stricte compensation financière.

Ces évolutions, largement entamées depuis 20 ans, franchissent aujourd'hui un seuil décisif. Elles conduisent de nombreuses collectivités à multiplier les appels d'offres au détriment de la qualité des services et de l'expérience accumulée localement.

**La vie associative désintéressée est menacée dans son existence même à très court terme.**

**Prendre en compte la diversité des associations**

**Certaine associations ne vendent rien**

La grande majorité des associations ne vendent rien, mais réalisent un projet associatif souvent d'intérêt général. Certaines sont des employeurs importants. Leur activité a une dimension économique, puisqu'elles créent des emplois, mais ce n'est pas une activité économique au sens européen du terme, puisqu'elles «ne vendent pas régulièrement des biens et services sur un marché».

**D'autres sont des acteurs de l'économie solidaire**

D'autres sont des acteurs essentiels de l'économie solidaire. De très nombreux besoins sociétaux sont couverts par des activités associatives désintéressées, qui poursuivent un but d'éducation, de lien social, de coopération, d'épanouissement des personnes. Elles cherchent l'équilibre économique de leurs activités, et non le profit ni l’augmentation de leurs parts de marché. La nature des services rendus est différente de services équivalents rendus par des entreprises, car elles apportent une continuité, des relations humaines et du sens là où les relations marchandes n'apportent qu'un service matériel.

**Qui se distinguent des associations lucratives sans but**

Ces activités doivent être distinguées de celles menées par des organisations utilisant le statut associatif dans des logiques d'expansion, voire de monopole et de concentration économique pour faire du business. Ces activités sont parfaitement légitimes et leur contribution à l'activité économique est importante, mais elles ne peuvent pas prétendre bénéficier du même régime que celle qui sont au service du bien commun.

**Que faire ? Six propositions alternatives**

**1- Une nouvelle politique, qui nécessite la remise en cause certaines lois récemment adoptées**

Une autre politique est nécessaire pour restaurer les libertés publiques, remettre l'État, les collectivités et les services publics au service du bien commun et des citoyens. Les associations sont concernées au premier chef par ces objectifs, qui nécessitent la remise en cause de certaines lois récemment adoptées. Nous demandons l'abrogation de la loi portant réforme des collectivités territoriales, une autre RGPP et le remplacement de la circulaire Fillon par de nouveaux textes, législatifs et réglementaires, reconnaissant la diversité des situations et le rôle de l'économie sociale et solidaire et la spécificité des associations.

**2- Élaborer un cadre législatif et réglementaire reconnaissant les spécificités des actions économiques non commerciales.**

En particulier le collectif propose au débat un avant projet de loi portant sur l'économie sociale et solidaire, incluant les associations menant des activités économiques d’intérêt général non commerciales, au service du bien commun, avec une gestion participative et une démarche solidaire. Il s’agit de définir un cadre législatif et réglementaire qui sécurise l'économie sociale et solidaire et en favorise le développement.

**3- De nouvelles modalités de financement des actions d'intérêt général**

Nous souhaitons que le gouvernement adopte de modalités nouvelles pour le financement public des actions porteuses d'intérêt général, en distinguant les activités commerciales et non commerciales et en sécurisant les financements dans la durée. En particulier, il serait légitime que des subventions de fonctionnement soient accordées pour des missions d’intérêt général s'exerçant dans la continuité. On peut confirmer le régime antérieur des subventions (circulaires de 2000, 2002, 2007) pour les activités non économiques d’intérêt général en matière de subventions de l'État et de conventions pluriannuelles d'objectifs, mettre en place des modèles de conventions pluriannuelles d'objectifs simplifiés adaptées à la taille des petites et moyennes associations, la finalité de leur action et la nature de leurs activités.

**4- Préserver du marché certains secteurs d'activités**

Pour préserver la qualité et la nature du travail associatif en terme de continuité, de relations humaines et de valeurs sous-jacentes, il serait nécessaire de soumettre certains secteurs d'activité à des principes de non lucrativité, dès lors que celles-ci sont les plus appropriées pour répondre à des besoins sociétaux que ne peuvent pas rendre de la même manière des entreprises privées. C'est ce que reconnaît la jurisprudence européenne avec l'arrêt Sodemare, et que d'autres pays ont mis en œuvre, mais pas la France.

**5- Faire évoluer la réglementation européenne**

Dans le cadre des consultations en cours, il est nécessaire d'agir ensemble, avec un maximum d'associations, pour proposer une définition européenne des services d’intérêt général, et formuler des propositions alternatives aux règlements actuels.

**6- Construire de nouvelles relations entre associations et collectivités publiques**

Les associations et les collectivités doivent définir de nouvelles relations de travail pour construire ensemble l'avenir des territoires et les nécessaires réponses aux enjeux liés à la crise, à travers l'élaboration de projets territoriaux et de réponses communes à des questions spécifiques. Un travail commence à s'élaborer avec un certain nombre de collectivités qui refusent de passer à la généralisation des appels d'offres et maintiennent les subventions et des relations de partenariat, malgré le chantage juridique.

**La nécessité d'une mobilisation et d’un débat dans la durée**

Nous savons que ces mesures ne seront adoptées que si la mobilisation se poursuit au-delà de juin 2011. Quel qu'il soit, un nouveau gouvernement n'adoptera de bonnes mesures en 2012 que si les associations comme les acteurs de l'économie sociale et solidaire se mobilisent fortement et font entendre leur voix lors de sa mise en place. Il est également salutaire de créer des lieux de parole et de travail en commun autonomes, tel le collectif des associations citoyennes,afin que le débat ne se limite pas aux sphères dirigeantes mais s'appuie sur l'ensemble des pratiques porteuses d'alternatives.

**C'est ce que nous devons continuer à construire ensemble au cours des prochains mois.**

### 20 décembre 2011 - "Les propositions du Collectif des Associations Citoyennes pour une véritable POLITIQUE ASSOCIATIVE"

Voir le communiqué p... (toujours à supprimer)

### 10 décembre 2012 - "Lancement de la concertation pour redéfinir les relations entre l’État, les collectivités et les associations"

**Le Ministère chargé de la jeunesse, de l’éducation populaire et de la vie associative** s’est fixé pour objectif de remettre à plat les modalités de contractualisation entre associations et pouvoirs publics afin de sécuriser les modalités de financement public aux associations.

Pour cela, une feuille de route a été définie pour associer tous les partenaires.

**Ce document note que les pistes esquissées en 2009 ne paraissent pas satisfaisantes** : la commande publique continue de progresser et la sécurité juridique apportée par la circulaire dite " Fillon " du 18/01/2010 est insuffisante. Les attentes du secteur associatif sont fortes pour recréer les conditions d’un partenariat avec les collectivités publiques, qui soit garant de l’initiative associative et de sa capacité à expérimenter et à innover sur les territoires. De leur côté, les collectivités publiques ont besoin de davantage de sécurité juridique, dans le respect de la réglementation européenne.

***Le chantier comportera deux axes***  :

• Un axe politique, concrétisé par une Charte relative aux modalités de contractualisation entre l’Etat, les regroupements de collectivités territoriales et la CPCA.

• Un axe juridico-technique, qui proposerait une palette de solutions en matière de contractualisation entre la puissance publique et les associations, comportant entre autres :  
 des dispositions législatives dans le cadre de la loi ESS (avec par exemple une définition légale de la subvention).

 la création d’un contenu sécurisé d’une procédure d’appel à initiatives visant à formaliser le cadre de cette procédure hybride entre l’appel d’offres et la subvention sur initiative associative.   
 la révision de la circulaire du 18/01/2010 en vue de l’adoption, le cas échéant, d’une nouvelle circulaire du Premier ministre proposant un nouveau modèle de CPO.  
 l’élaboration d’un guide méthodologique de procédures à destination des collectivités territoriales qui définirait l’encadrement juridique de la commande publique, de la subvention et de l’appel à projets et en préciserait les modalités de mise en œuvre.

***Dans une première étape, des réunions interministérielles sont prévues***  avec les ministères concernés et des rencontres de la Conseillère " vie associative " avec les différentes coordinations associatives (CPCA, Collectif des associations citoyennes …) pour leur présenter le chantier.

***Dans un 2ème temps, des rencontres avec les regroupements de collectivités territoriales.***

***Un 3ème temps verrait la mise en place d’un groupe de travail " politique "***  chargé de la rédaction de la charte avec des représentants de l’État, la CPCA et des regroupements des collectivités, puis d’un groupe de travail élargi "État, collectivités, acteurs associatifs".

L’adoption des éventuelles dispositions législatives (dans le cadre du projet de loi ESS) et réglementaires est prévue au printemps 2013. Un événement national serait, à l’été, organisé pour la signature d’une Charte CPCA, État, collectivités territoriales, en présence du Premier ministre.

 Le collectif des associations citoyennes se félicite d’être officiellement associé à cette concertation. Cela est essentiel pour faire valoir le point de vue des associations citoyennes au cours des prochains mois. Nous avons déjà commencé à définir quelques orientations lors de la réunion du groupe réglementation, le 27 novembre, notamment sur la nécessité de tenir compte de la diversité associative et d’éviter la généralisation des appels d’offres. Mais un important travail est à faire au cours des prochains mois pour développer les échanges nécessaires avec les différents partenaires de ces discussions et participer à la concertation. Rejoignez nous !

### 28 janvier 2013 - "La lutte contre l’affaiblissement alarmant du monde associatif doit devenir une cause nationale !"

Dans le contexte de crise financière, économique, sociale, écologique, que nous vivons, c’est le droit au respect et l'accès de tous à la dignité humaine répondant aux besoins vitaux des individus qui se joue, celui de la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 et de la Charte européenne des droits fondamentaux !

Aujourd’hui, sur l’ensemble du territoire français, plus d’un million d'associations assurent un rôle essentiel pour le bien commun et apportent une forte contribution à l'intérêt général. Chacun peut en faire le décompte dans sa propre vie et dans de multiples domaines : cohésion sociale, développement soutenable, éducation et éducation populaire, sport, pratiques artistiques et développement culturel, participation des citoyens au développement des territoires, biens communs de l'humanité (eau, air, santé, éducation…), accès aux droits et lutte contre les discriminations, aides aux personnes vulnérables, insertion économique et sociale des personnes en difficulté, logement social,  etc.

Leur rôle est d'autant plus décisif pour des millions de personnes particulièrement touchées par la crise que nous subissons, puisqu’elles pallient souvent et de plus en plus à la carence des services publics. Mais les associations pourront-elles demain poursuivent leurs projets, leurs actions, les développer, continuer d'innover, pour relever les défis d'aujourd'hui ?

Rien n'est moins sûr et c'est une question lourde de sens et de conséquences posée à tous : aux acteurs associatifs, aux élus, aux partenaires sociaux et aux citoyens. La menace est sérieuse au regard des difficultés importantes et parfois existentielles que subissent de plus en plus d'associations.  Déjà on voit se multiplier des disparitions pures et simples dans de nombreux secteurs. De plus, pour la première fois l’emploi associatif a connu  un recul en 2010 et en 2011, situation inédite depuis 2000.

Cette situation ne peut que s’aggraver compte tenu des choix inspirés par un système néo - libéral qui, en Europe et dans le monde, place toujours l'humain au second plan. Ce système est fondé sur la logique marchande et la course effrénée et sans fin au profit. Ce système gangrène et menace inexorablement tous les fondements du vivre ensemble et de notre modèle social.

Celui-ci est pourtant bâti de longue date, pied à pied, au prix parfois de souffrances, mais avec une volonté de solidarité, de liberté, d'égalité et de fraternité que des générations entières de citoyens ont porté tout au long de notre histoire pour une société plus juste (à l'exemple de la reconnaissance au XIXe siècle des syndicats, des mutuelles, des coopératives, des associations ;  des avancées sociales du XXe siècle, 1936  avec les congés payés, du  Conseil National de la Résistance avec la protection sociale, le conventionnement du travail, les régimes complémentaires, le droit à la retraite, le droit de vote des femmes, la représentation syndicale …) .

Affirmons encore et encore, que le projet associatif et la non-lucrativité qui l'anime n'ont rien à voir avec les marchés, ni avec les entreprises privées qui ne fonctionnent qu'à travers la solvabilité de leurs publics cibles et par retour sur investissement.

Pour autant, parle-t-on vraiment aujourd'hui de l'état critique du monde associatif en général, en dehors des cercles des initiés associatifs et institutionnels ? Non ! Une des raisons est le manque d'intérêt de la plupart des médias pour ce secteur dans sa globalité, pourtant si vital et essentiel à notre vie sociale, à l’exception de la presse spécialisée, de rares "Unes" ou dossiers spéciaux. Les seules informations diffusées régulièrement sur les associations ne concernent que des cas particuliers défrayant la chronique ou valorisant telle ou telle grande opération de solidarité ou des actions locales exemplaires. Ceci pose un vrai problème démocratique car cette sous-information et le manque d'un vrai débat au niveau national ont pour conséquence directe l'absence de prise de conscience de l'opinion publique de la fragilisation des associations.

Pourtant l'avenir des associations est celui de toute notre société. Sans elles il n'y a plus de démocratie, ni de solidarité, ni de vie culturelle, et c’est  le lien social qui s’effrite ! Il est souvent difficile pour un grand nombre d'associations en difficulté, en particulier de petite et de moyenne taille, de pouvoir parler de leur situation, soit par manque de moyens, soit par sentiment d'impuissance ou par isolement. L'éparpillement est leur grande faiblesse, même pour celles fédérées au sein d'une organisation.

Aujourd'hui, nous devons agir pour que toute l'information soit faite sur l'affaiblissement majeur et alarmant du monde associatif ! Que l'on parle, à travers un grand débat national, de ce pilier de notre vie sociale et démocratique, qui vit grâce au dévouement de ses 16 millions de bénévoles qui animent plus d' 1 million d'associations, le plus souvent de petite et moyenne taille, auxquelles viennent s'ajouter les 180 000 associations employeuses et leur 1,8 million de salariés.

Nous sommes en effet tous concernés. La crise et les mutations profondes et rapides que nous connaissons transcendent désormais les lignes et les frontières et plongent collectivement les acteurs politiques et ceux de la société civile dans l'impérieuse nécessité d'agir ensemble, de co-construire dans le respect du rôle, des compétences et des prérogatives de chacun, un nouveau modèle économique, social et solidaire dans notre pays, en Europe et au delà. C'est un chantier solidaire gigantesque, auquel le monde associatif, dans toute sa diversité, peut et doit apporter toute sa contribution. Il se bâtira nous le savons étape par étape, chantier incontournable aujourd'hui, car il n'y a pas d'autre alternative possible !

Nous le pouvons ! Déjà aujourd'hui, des avancées existent dans de nombreux domaines à travers des milliers d'initiatives, qui se développent, innovent au sein de chaque territoire, souvent de façon autonome, et démontrent l'énorme capacité des individus à se regrouper pour agir quand le contexte l’exige.

On peut avancer d’ores et déjà quelques propositions résumées pour un grand débat national pour sortir le monde associatif de l’impasse :

1) Tenir les associations pour partenaires dans le développement de la participation des citoyens à la décision publique et à la vie locale.

2) Construire de nouvelles relations entre associations et collectivités et développer des logiques de projets partagés dans les territoires.

3) Redéfinir une réglementation nationale des subventions prenant en compte la diversité des situations associatives et leur contribution à l'intérêt général.

4) Inventer une décentralisation porteuse de participation, pour régénérer notre démocratie.

5)  Moderniser l’État pour qu’il devienne un État solidaire garant de services publics forts.

6) Peser sur la réglementation européenne pour rendre les droits fondamentaux premiers par rapport au dogme de la concurrence libre et non faussée.

### 11 septembre 2013 - Appel à une semaine d'action "Non à la disparition des associations"

Les signataires de l'appel « Non à la disparition des associations » [650 associations - 80 réseaux nationaux, 150 associations régionales ou départementales, plus de 400 structures locales - et près de 5 000 individuels] organisent une semaine d'action à travers la France.  Objectif : alerter bénévoles et militants, citoyens, élus locaux et pouvoirs publics sur les risques que le plan de rigueur fait courir aux associations. Et par ricochet, à la société tout entière.

Les associations sont aujourd'hui menacées Les financements de l'État au secteur associatif ont baissé de 30 % en cinq ans. Ceux des collectivités locales risquent aussi de diminuer puisque, dans le cadre du plan de rigueur, est prévue une baisse de la Dotation globale de fonctionnement de 1,5 milliard d'euros en 2014, puis de 3 milliards en 2015.  Cela s'ajoute à des tendances lourdes qui, depuis plusieurs années, fragilisent l'action associative : multiplication des appels d'offres, complexité croissante des procédures, pressions au regroupement…

Les chiffres sont éloquents :  -     35 000 emplois associatifs perdus entre 2010 et 2013 - 140 000 associations en très grande difficulté Le plan de rigueur menace, selon nos projections, de 30 000 à 40 000 nouveaux emplois, soit un énorme « plan social », comparable à celui des reconversions industrielles des années 1980. Localement, de nombreuses structures licencient ou se préparent à mettre la clé sous la porte.

Elles sont pourtant indispensables à la démocratie et à toute vie sociale Les 1 300 000 associations françaises jouent un rôle majeur pour le développement de l'emploi, la cohésion sociale, l’éducation populaire, la démocratie et la participation citoyenne, la transition écologique, le respect des droits fondamentaux. 95% d’entre elles s’appuient essentiellement pour cela sur l’engagement bénévole.

Ce que nous demandons • La reconnaissance solennelle du rôle des associations citoyennes   • Le maintien en 2014 et 2015 des financements publics de l'État comme des collectivités • La mise en place d'une réglementation adaptée aux petites et moyennes associations

La semaine nationale d'action Plus de 60 actions vont être menées sur 45 territoires avec des formes de mobilisation multiples et variées : débats, ateliers citoyens, défilés de rue, pique-niques, concerts, théâtre, forums…

Qui sommes-nous ? Créé en 2010, le Collectif des associations citoyennes regroupe des associations, fédérations, réseaux de tous secteurs : sanitaire et social, culturel, éducatif, environnemental, sportif, insertion... Il a créé une plate-forme inter associative, « Non à la disparition des associations », dont l’APPEL sur internet continue de connaître un large retentissement.

Site Internet :[http://www.nondisparitionassociations.net/wp-content/uploads/2013/09/Communiqu%C3%A9-de-presse-11-9-13.pdf](http://www.nondisparitionassociations.net/wp-content/uploads/2013/09/Communiqué-de-presse-11-9-13.pdf)

### 31 janvier 2014 - "Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) au détriment des associations : un milliard supplémentaire pour les associations"

*on peut aussi renvoyer vers page 45 au même texte (plutot que le remettre) ?*

L’Assemblée Nationale dans une étude de décembre 2013 sur l’ « Impact du CICE sur la fiscalité du secteur privé non lucratif », relève que les associations emploient 1,7 million de salariés et sont particulièrement dynamiques pour l’emploi. Celui-ci entre 1998 et 2009 a augmenté de 30,2% dans le secteur associatif contre 14,3 % dans les entreprises. L’étude démontre que les « associations de taille moyenne ou importante emploient 62% des effectifs dans des domaines aussi essentiels à la cohésion sociale que la santé, l’hébergement des personnes âgées ou l’éducation. »

L’Assemblée Nationale souligne que : «  la mise en œuvre du CICE représente un gain d’environ 1 milliard d’euros pour les entreprises privées intervenant dans des secteurs à forte présence associative. » et elle ajoute : « Ce dispositif tend à avantager ces acteurs qui ne sont pas toujours les mieux à même de répondre parfaitement aux objectifs de cohésion sociale : en effet, la desserte des zones rurales et des publics les plus défavorisée revient encore très majoritairement aux acteurs publics et non lucratifs ».

Cette analyse recoupe celle du Collectif des associations citoyennes qui se mobilise depuis plusieurs années contre les effets négatifs de la politique dites de l’offre et contre l’austérité et la diminution du pouvoir d’achat des populations qui en découlent. Contrairement à ce que prétendent le MEDEF et les conservateurs néolibéraux, les réductions de charges aux entreprises privées favorisent celles-ci au détriment du secteur non lucratif dont l’impact social auprès des usagers et pour la cohésion sociale ne sera jamais remplacé par l’entreprise privée. L’avantage indu dont bénéficient les entreprises privée n’a étonnamment pas été dénoncé par le Medef ni par les néolibéraux comme entrainant des distorsions de concurrence !

Le collectif des associations citoyennes exige que le milliard d’euros indument attribué aux entreprises privées soit restitué aux associations et vienne abonder les crédits affectés à leur financement.

Le Collectif des associations citoyennes demande depuis longtemps une remise à plat de la fiscalité pour les associations. L’Assemblée Nationale propose à ce sujet un « travail en commun entre les pouvoirs publics, et notamment l’administration fiscale, et les organismes non lucratifs de toilettage du corpus existant. » Le Collectif demande que ce travail soit engagé dès maintenant et à y participer.

Il souligne par ailleurs que les associations à but non lucratives n’ont pas vocation à entrer dans le secteur marchand, et qu’elles ne sauraient se limiter aux populations en difficulté ou défavorisées. La cohésion sociale demande la participation de tous et ne peut s’effectuer seulement par une redistribution entre populations pauvres.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*1 Rapport établi par Yves BLEIN, député du Rhône, Laurent GRANDGUILLAUME, député de la Cote d’Or, Jérôme GUEDJ, député de l’Essonne, Régis JUANICO, député de la Loire, parlementaires en mission auprès du Premier ministre.*

Site Internet :[http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/07/2014-jan-Communiqu%C3%A9-du-Collectif-des-assos-citoyennes-CICE-JCDM.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/07/2014-jan-Communiqué-du-Collectif-des-assos-citoyennes-CICE-JCDM.pdf)

### 12 avril 2014 - "Marche contre l'austérité"

La société est durement frappée par la rigueur budgétaire et l’austérité. Les associations ne font pas exception : suppressions d’emploi, disparition de certaines d’entre elles, dégradation des conditions de travail.

Notre Collectif a régulièrement pris la parole et mobilisé pour défendre le tissu associatif et sa contribution au bien commun. De plus, notre [réunion plénière](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/c.php?ec=2&l=enx6uYK2em5s&i=YGU&t=ZA&e=nKeXxpXPnZxzkdiln8WbmNad1J+mkJad2NOunKWiyNVhopvY&u=m6iq1GqSYK6qp5OTo9WhmsuV2Zqi0aZhx82pprCZ0dCYp2TSlddgdqNtmGdplQ&v=6) de mars a réaffirmé la nécessité, pour les associations, de refuser l’assimilation forcée à la logique caritative ou à la marchandisation de leur action.

Parallèlement il a participé au dialogue institutionnel, quand cela était possible, pour aussi être force de proposition et accompagner des avancées positives (définition légale de la subvention, [charte d’engagements réciproques](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/c.php?ec=2&l=enx6uYK2em5s&i=YGU&t=ZA&e=nKeXxpXPnZxzkdiln8WbmNad1J+mkJad2NOunKWiyNVhopvY&u=m6iq1GqSYK6qp5OTo9WhmsuV2Zqi0aZhx82pprCZ0dCYp2TSlddgdqNtmGRnmw&v=6) Etat/collectivités/associations…).

**Nous ne sommes pas seuls à nous battre pour refuser la soumission aux marchés et pour un monde solidaire**; d’autres collectifs, d’autres réseaux, d’autres groupes luttent pour la démocratie, contre la marchandisation, pour des emplois décents, contre la précarité, pour les droits, le respect de l’enfance, contre toutes les formes d’inégalités, pour le pouvoir d’agir des citoyens …

**Personne ne peut plus avancer seul** dans ce combat sans trouver des alliés pour faire entendre plus fort nos voix unies, **pour se renforcer les uns les autres**.

Nous avons été conviés à la **marche unitaire du 12 avril,** et avons répondu positivement parce que **nous nous reconnaissons dans cet appel contre l’austérité** lancé par des partis, des syndicats, des associations et des citoyens **dont nous  partageons l’engagement**.

[**LIRE l’APPEL**](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/c.php?ec=2&l=enx6uYK2em5s&i=YGU&t=ZA&e=nKeXxpXPnZxzkdiln8WbmNad1J+mkJad2NOunKWiyNVhopvY&u=m6iq1GqSYK6qp5OTo9WhmsuV2Zqi0aZhx82pprCZ0dCYp2TSlddgrqNdyKGe1pel1mPaoZ/SlJjXk2dnaGiSkmZjd7SAqH1kd3Wre36rhoCoYtWVmQ&v=6) **UNITAIRE ‑** *le site :* [***www.marche12avril.org/***](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/c.php?ec=2&l=enx6uYK2em5s&i=YGU&t=ZA&e=nKeXxpXPnZxzkdiln8WbmNad1J+mkJad2NOunKWiyNVhopvY&u=m6iq1GqSYK6qp5OfkdSVn8dll5Kp1ZygktOnnmY&v=6)

**Nous y voyons une occasion rare de réunir les diverses forces** qui veulent plus de solidarité, d’égalité et de responsabilité. Il est possible de construire des alternatives.

**Cette tâche ne pourra s’effectuer sans la participation pleine et entière des milliers d’associations citoyennes qui sont à même de mobiliser des citoyens qui se défient de cette politique d’austérité.**

**C’est pourquoi nous invitons toutes les associations qui se reconnaissent dans ces objectifs à rejoindre la marche contre l’austérité ce samedi 12 avril à Paris, afin que leur mobilisation renforce la dynamique qui s’est amorcée et doit se poursuivre.**

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=3979>

### 8 juillet 2014 - Le CAC fait 7 propositions pour le "choc de simplification"

Dans le cadre de la mission que le Premier ministre vient de confier à Yves Blein, député du Rhône, le Collectif des associations citoyennes (CAC) a fait 7 propositions pour que le « choc de simplification » s’applique à toutes les associations, en s’appuyant sur  de nombreux témoignages : 1- simplifier les dossiers de demandes de subventions en permettant aux associations de ne déposer qu'une seule fois sous une forme dématérialisée les pièces nécessaires ; 2- proportionner les contrôles à la réalité de la vie associative, en s'appuyant sur la comptabilité de l'association sous la forme où elle est et en abandonnant des exigences inspirées des règles européennes pour des dossiers qui n'en relèvent pas, ce qui correspond à la réalité de 97 % des associations ; 3- réhabiliter les subventions de fonctionnement centrées sur le projet associatif, comme le prévoyait déjà la circulaire du 27 décembre 2002 ; 4- financer les projets sur la base d'un montant déterminé et non d'un pourcentage des dépenses, aller vers des avances automatiques, constituer un fonds d'urgence à taux zéro pour répondre aux difficultés de trésorerie les plus importantes, notamment lorsque celles-ci sont la conséquence directe des délais de prise de décisions des collectivités publiques ; 5- assouplir la règle de l'antériorité en autorisant les associations à commencer la réalisation des projets ou à assurer la continuité des actions, ce qui signifie que les dépenses correspondantes sont éligibles même si elles précèdent la décision formelle d'attribution des crédits ; 6- aller vers des méthodes d'évaluation qualitatives adaptées en s'inspirant de la circulaire Jospin du 25 août 2000 qui définissait ce que peut être une politique quantitative et qualitative d’évaluation ; 7- créer des lieux de dialogue permanents, au niveau de l'État ou localement au niveau des collectivités, pour éviter la résurgence des complexités.

Le CAC sera très attentif aux décisions qui pourront être prises, en espérant que celles-ci apporteront dans la durée des réponses aux problèmes que rencontrent les associations. Il renouvelle sa proposition de rencontrer la mission ministérielle pour lui proposer des contributions plus détaillées. Cette initiative rejoint celle de la Région Île-de-France, qui a également ouvert le dossier des simplifications, réflexion à laquelle le CAC est associé. Celui-ci salue ces initiatives très positives. La complexification des procédures constitue aujourd'hui une des causes principales de disparition d'associations citoyennes et de pertes d'emplois, presque aussi importante que le recul des financements publics et la multiplication des appels d'offres. Ces mesures sont indissociables de la mise en place de chartes locales d'engagements réciproques qui permettront de concrétiser un climat de confiance, en donnant toute leur place aux 1,2 million d'associations petites et moyennes. Certaines des mesures ne sont pas d’ordre législatif, il serait essentiel qu’elles figurent dans la nouvelle circulaire, en discussion depuis de nombreux mois, qui doit remplacer la circulaire Fillon du 18 janvier 2010.

Site Internet :[https://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2014/07/Communiqu%C3%A9-presse-8-juillet-mission-gouv-simplif.pdf](https://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2014/07/Communiqué-presse-8-juillet-mission-gouv-simplif.pdf)

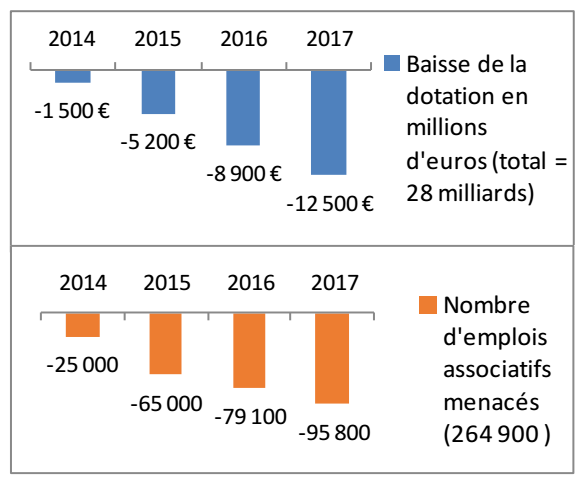
### 5 septembre 2014 - "Défendons nos associations !"

**Le plan de rigueur annoncé en avril 2014 par le Premier ministre est d’une ampleur inédite.** L'Association des maires de France (AMF) alerte solennellement le gouvernement sur les graves conséquences d’une baisse cumulée de 28 milliards d'euros des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales sur la période 2014-2017. Elle réclame avec le Comité des finances locales (CFL) le réexamen du dispositif envisagé.

Le Collectif des associations citoyennes (CAC) partage l’analyse de l’AMF sur le caractère dramatique et irréalisable de l'annonce gouvernementale. Si celle-ci n’est pas modifiée, de nombreuses associations citoyennes disparaîtront dans les 4 ans qui viennent et, avec elles,  des centaines de milliers d'emplois associatifs.

A cela s’ajoute le « projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République » qui, **en supprimant la clause de compétence générale1** des conseils régionaux et généraux, risque d'asphyxier plus encore les associations locales et de fragiliser la démocratie de proximité.

Ni le financement privé (crowdfunding, augmentation des cotisations, recours aux fondations), ni le développement d’emplois précaires et sous qualifiés dans les associations ne sauraient compenser le désengagement de l'Etat.



*Source : voir estimation réalisée par le CAC ICI.*

**Le Collectif des associations citoyennes :**

- soutient les communes qui ont délibéré pour dénoncer le caractère inacceptable et irréalisable des économies envisagées et réclame l'ouverture d'une négociation avec le gouvernement sur la baisse de la dotation aux collectivités, en y incluant ses conséquences sur l’action associative ;

- demande la création d’un fonds de soutien à l'action associative. Cette mesure est nécessaire pour éviter un effondrement de l'action associative et de l’engagement bénévole, maintenir et développer la diversité associative et répondre à des besoins qui s'accroissent ;

- demande que les compétences en matière de jeunesse, d’éducation populaire, d’environnement et de défense des droits et des causes soient partagées entre les communes et leurs groupements, les départements et les régions, au même titre que ce que prévoit le projet de loi sur l’Organisation Territoriale en matière de culture, de sports et de tourisme ;

- réaffirme le rôle irremplaçable des associations sur nos territoires et leur indispensable prise en compte dans la  coconstruction des politiques publiques.

**Nous, associations et citoyens, ne laisserons pas détruire sans réagir le tissu associatif de nos territoires et de nos villes.**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1 Disposition qui permet à une collectivité de dépasser les compétences qui lui sont attribuées par la loi et d’intervenir sur tout domaine d'intérêt public local (ou départemental ou régional), dont elle estime nécessaire de se saisir au nom de l'intérêt local ; elle rend possible la  création d’un service public local, la réalisation de travaux, l’attribution de subventions, etc.

 Site Internet : [http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2014/07/5sept14-Communiqu%C3%A9-d%C3%A9fendons-les-assos.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2014/07/5sept14-Communiqué-défendons-les-assos.pdf)

### 18 mars 2015 - "Se mobiliser pour résister : un printemps des associations citoyennes"

On commence à constater, dans toute leur ampleur, l'application de la rigueur et de l'austérité au niveau des communes et des villes. Les baisses moyennes de subventions aux associations sont souvent de l'ordre de 10 % mais atteignent parfois 25 %. Ce n'est que le début d'un mouvement de fond qui montre que les associations sont considérées comme une des premières « variables d'ajustement » des collectivités publiques. Certaines associations ont commencé à réagir (interpellations, mobilisations, manifestations, occupations, sensibilisations, courriers, revendications festives...) face au danger pour infléchir les politiques actuelles. Elles lancent un « printemps des associations citoyennes » pour partager, réfléchir, proposer, échanger, demander et ne pas disparaître ou s'affaiblir dans le plus grand des silences !!

Le dossier presse complet qui dresse un premier état des lieux de la situation des associations et présente le Printemps des associations citoyennes et les actions envisagées partout en France est consultable à l’adresse ci-dessous :

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/05/COMMUNIQUE-DE-PRESSE-18-3-15-lancemt-printemps.pdf>

### 18 septembre 2015 - "Budget 2016: l'avenir des associations en question"

Les associations citoyennes sont des acteurs indispensables pour répondre aux enjeux écologiques et pour reconstruire le vivre ensemble. Leur avenir est cependant remis en question par les gouvernements, l’Union européenne, les autorités locales et des forces économiques, notamment les banques. Petit à petit, des dispositions financières, administratives et managériales modifient la société en profondeur pour aller vers une société de marché, agressive et inégalitaire, au profit d’une toute petite minorité.  Dès aujourd’hui, de Chalon-sur-Saône à Romans, de Herblay à Colombes ou à Savigny-sur-Orge, des initiatives associatives, des équipements, des festivals, apportant une réponse forte aux attentes des citoyens, sont balayés d’un revers de main par des élus qui ne semblent pas en saisir les enjeux. Ailleurs, ce sont des baisses de subventions conséquentes qui viennent bousculer le paysage associatif. Selon la cartocrise-associative établie par le CAC, 87 % des communes observées ont diminué leurs subventions en 2015, en moyenne de 12 %, alors que 13 % les maintenaient ou les augmentaient. Combien de ces dernières pourront continuer à le faire en 2016 ?

Le projet de budget 2016 constitue un véritable instrument régressif de la transformation de la société. La campagne lancée par l’Association des Maires de France confirme les analyses du Collectif des Associations Citoyennes : la nouvelle baisse des dotations aux collectivités et des autres financements publics va se traduire par de nouvelles réductions drastiques de subventions aux associations. S’y ajoutent la perspective de mise en place de partenariats public-privé pour financer l’action associative, les effets de la loi Macron, les progrès d’une vision simpliste et managériale de l’action associative, etc.

Dans le même temps, le CICE octroie un cadeau fiscal de 20 milliards par an aux entreprises, sans que celles-ci ne créent le moindre emploi

1. Le Plan social invisible, lancé depuis 2014, va donc continuer à faire ses ravages, malgré les discours lénifiants qui tentent de camoufler la réalité

2. Au-delà des questions financières, c’est d’une considération renouvelée que les associations citoyennes ont besoin. Les richesses qu’elles produisent sont faites avant tout de développement humain, de démocratie locale, de participation à la vie de la cité, d’éducation citoyenne ou écologique, de renforcement du lien social. La création de richesse économique et d’emplois, bien que réelle, n'est jamais qu'une conséquence de leur activité et ne correspond aucunement à leur finalité.  A travers l’avenir de nos associations se joue un modèle de société plus humaine, enraciné dans les valeurs communes de la République et de la démocratie. Nous espérons encore que le gouvernement et les parlementaires prendront conscience de ces enjeux.

Les associations citoyennes sont actuellement confrontées à quatre difficultés majeures, dans un contexte où la "crise" ne cesse de s'aggraver, c'est-à-dire où les marchés financiers, dans leur vision de gestion à court terme, exigent toujours plus pour assurer leur propre survie, même au prix de la désorganisation de la société, de risques écologiques insensés, de la dégradation de l'action publique, de la démocratie et même de l'économie.

 \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1 Voir http://lentreprise.lexpress.fr/gestion-fiscalite/impots-taxes/michel-sapin-sur-le-cice-simple-maladresse-boulette-ou-verite\_1573337.html  2 En 2014, l’emploi associatif à stagné malgré la création de 40 000 emplois d'avenir et la multiplication des contrats précaires et à courte durée. Ce qui signifie que 30 000 à 40 000 emplois stables ont disparu.

https://frama.link/18sept2015

|  |
| --- |
| **Sommaire du dossier joint à ce communiqué, les sujets abordés et les propositions faites par le Collectif :**   * La baisse des financements publics et les pertes d'emplois * La perspective de partenariats public-privé pour financer l’action associative * Les effets négatifs du fonctionnement par appel d'offres * La réduction des associations citoyennes  à leur seule dimension entrepreneuriale * Utilité sociale et contribution au bien commun des associations citoyennes : En quoi les associations sont indispensables à la société   Quelques propositions :  1) Quelques principes d’action pour une autre politique associative  2) Mettre fin au désengagement de l'État et des collectivités  3) Appliquer les principes énoncés dans la circulaire Valls (à paraître) à l’ensemble des politiques de l’État  4) Articuler les règlementations française et communautaire  5) Avec les collectivités : développer des partenariats face aux enjeux communs  Conclusion : redonner confiance aux associations |

### 5 septembre 2017 - "Suppression des contrats aidés et autres coups de canif dans le tissu associatif, que cherche le gouvernement ?"

Voir le communiqué p... (à supprimer également)

### 9 mars 2018 - "Super profits, super cadeaux, et pour les associations ?"

**Les entreprises du CAC 40 ont réalisé 93,4 milliards d’euros de bénéfices en 2017**, en hausse de 24% par rapport à 2016[[1]](http://www.associations-citoyennes.net/?p=12132" \l "_ftn1). **Pourquoi le gouvernement**, qui dit manquer d’argent, diminue-t-il le **taux d’imposition des bénéfices** (de 33% à 25%) et celui des **revenus du capital** (avec un taux unique de 30%) ? Pourquoi a-t-il renouvelé le **CICE** pour plus de 20 milliards de CICE, alors que ce sont ces mêmes entreprises du CAC 40 qui en bénéficient pour l’essentiel, avec un résultat plus que contestable ? Pourquoi offrir 40 milliards de **dégrèvement de cotisations sociales**, qui déséquilibrent les comptes de la protection sociale ? **Au total plus d’une centaine de milliards de cadeaux**, alors que le montant de l’impôt sur les sociétés -toutes confondues- est de 25 milliards en 2018 ? Ainsi ces 93,4 milliards sont constitués pour une bonne part de cadeaux publics !

En outre, ces mêmes entreprises du CAC 40 pratiquent l’essentiel de **l’évasion fiscale** à hauteur de **80 milliards d’€**, véritable vol vis à vis de la société. C’est aussi le moment que le gouvernement choisit pour privatiser *Aéroport de Paris* et *la Française des jeux*, deux entreprises très bénéficiaires, se privant ainsi de ressources pourtant précieuses pour le budget de l’État.

Il y a véritablement **deux poids, deux mesures, deux discours** aussi. [**Le milliard que demandent les associations**](http://www.associations-citoyennes.net/?p=11894) **est bien modeste en regard**. Ce financement public est pourtant indispensable pour faire face aux « conséquences désastreuses »[[2]](http://www.associations-citoyennes.net/?p=12132" \l "_ftn2) de la suppression des emplois aidés et de la baisse structurelle des subventions depuis 12 ans. Leur rôle est irremplaçable pour créer du lien social, contribuer à l’intérêt général, et éviter que notre société ne se délite. Les associations permettent d’éviter des coûts beaucoup plus importants.

**L’argent public coule à flot pour les grandes entreprises et les riches, il disparait pour les actions porteuses de solidarité**, de construction du long terme, de transition écologique, etc.

Décidément, Emmanuel Macron est bien **le président des riches**.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1 - *Le* [*Monde du 9 mars 2018*](http://www.lemonde.fr/economie/article/2018/03/08/93-4-milliards-d-euros-de-profits-pour-le-cac-40-en-2017_5267523_3234.html)

2 - *Cf. rapport sénatorial 21 février 2018.* [*Voir ici*](https://www.senat.fr/notice-rapport/2017/r17-321-notice.html)

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=12132>

### 4 juin 2018 - Lettre ouverte (au 1er ministre) sur l'avenir des associations et la loi de finances 2019



*Paris, le 4 juin 2018*

Monsieur Édouard Philippe  
Premier Ministre  
57 rue de Varenne  
75007 Paris

**Objet :** Lettre ouverte sur l’avenir des associations et la Loi de Finance 2019

Monsieur le Premier ministre,

**Le Président de la République** a déclaré le 22 mai « *qu’il faut en finir avec un système où les structures associatives sont obligées de mendier pour les appels à projets* ». En effet, l’instrumentalisation des associations par des appels à projets et des appels d’offres ainsi que leur étranglement par des politiques de restrictions budgétaires se traduisent par la destruction progressive du tissu associatif sur les territoires, avec de graves conséquences. **Cette réalité concerne l’ensemble des associations**.

Vous avez, le 9 novembre dernier, engagé [une concertation](http://www.associations-citoyennes.net/?p=11265) afin de préciser une ambition nouvelle au service de la vie associative, pour une société de l’engagement. Vous avez déclaré à cette occasion que les associations « *apportent une contribution majeure à la construction d’une société inclusive et solidaire, et sont au cœur d’une société de la confiance, de l’engagement et de l’entraide, et constituent des écoles de démocratie et de citoyenneté* ».

Sur cette base vous avez engagé les réseaux d’associations à faire très rapidement des propositions afin d’infléchir la préparation du budget de l’État pour 2019. L’ensemble des associations, avec en particulier Le Mouvement Associatif et le Réseau National des Maisons des Associations, a fait avec les services de l’État un très important travail d’élaboration de propositions, auquel [notre Collectif a pris une part active](http://www.associations-citoyennes.net/?p=12291), pour l’échéance que vous aviez fixée à la fin du mois de février. Celui-ci s’est traduit par un [rapport qui regroupe une soixantaine de propositions](http://lemouvementassociatif.org/le-mouvement-associatif-remet-au-premier-ministre-le-rapport-issu-du-chantier-vie-associative/).

Jusqu’à présent, pour la préparation de la Loi de Finances Initiale 2019, les seules mesures financières que vous avez annoncées pour les associations sont la prolongation du crédit d’impôt sur la taxe sur les salaires et l’application aux associations de la baisse des cotisations patronales. Mais comme vous le savez, **ces mesures n’intéressent que 10 000 associations**, alors qu’il existe 170 000 associations employeuses et 1 300 000 associations au total, qui se voient chaque jour amputées d’une partie de leurs moyens. **De très nombreuses associations sont aujourd’hui dans une situation de détresse**, comme l’ont souligné récemment deux rapports parlementaires du Sénat et de l’Assemblée Nationale et plus récemment, pour les quartiers, le rapport de M. Jean-Louis Borloo.

Les subventions publiques aux associations ont diminué de 16 milliards d’euros depuis 2005, alors que les appels d’offres, qui les ont en partie remplacées, ne sont accessibles qu’aux structures les plus importantes. Les décisions prises depuis un an ont aggravé cette situation, puisque **la suppression des emplois aidés a représenté une diminution de subventions équivalentes de 900 millions d’euros supplémentaires**. On constate, de ce fait un important recul des activités porteuses d’intérêt général et d’utilité sociale, la multiplication des disparitions d’associations et de nombreux licenciements.

**Les collectivités** ne peuvent pas, à elles seules, assurer le financement de la vie associative. **L’État doit s’impliquer budgétairement**, tant au niveau des territoires urbains que périurbains ou ruraux, dans les différents domaines de l’action associative : solidarité, action sociale, sport, action culturelle, crèches parentales, éducation à l’environnement, éducation populaire, défense des droits…

**Il nous paraît nécessaire que le projet de loi de finances pour 2019 prévoie dans ce sens un fort accroissement des subventions publiques de l’État, à hauteur de 1 milliard d’euros supplémentaires**, afin d’apporter aux associations porteuses d’utilité sociale un appui au fonctionnement, à travers des conventions pluriannuelles d’objectifs, sous des formes à définir (fort accroissement du FDVA, du FONJEP, du FONPEPS et du FNDS, création d’un fonds pour l’emploi associatif, comme le préconise la Mission flash de l’Assemblée nationale, ou autres formules). Une partie de ces crédits devrait être réservée à des **petites associations de moins de 5 salariés**.

Cette mesure constitue un véritable investissement. En effet, **les dépenses budgétaires apparentes sont largement compensées**, contrairement à certaines affirmations, **par les économies liées au maintien de l’activité associative** (en matière d’allocations-chômage, de cotisations sociales, de dépenses de sécurité, d’éducation, de santé publique, de formation professionnelle, de services privés, etc.). On constate par exemple que les montants du RSA et des pertes de cotisations sociales sont très nettement supérieurs à l’économie budgétaire apparente résultant de la suppression d’un contrat aidé.

Pour construire une politique ambitieuse de la vie associative, **une évaluation est nécessaire** afin de sortir de visions caricaturales et s’appuyer sur une constatation objective des bénéfices qu’apportent les 1 300 000 associations à notre pays en matière de lien social, d’initiatives citoyennes, de vitalité des territoires.

Nous souhaiterions vivement une rencontre pour vous exposer plus en détail nos propositions.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l’assurance de notre haute considération.

Pour le conseil d’administration,  
Jean-Claude Boual  
Président du Collectif des Associations Citoyennes

Site Internet : <http://www.associations-citoyennes.net/?p=12472>

### 21 juin 2018 - "French Impact", la solidarité laissée au privé

**Le Haut-Commissariat à l’Économie sociale et solidaire et  à l’innovation sociale** vient d’annoncer le **mardi 12 juin** une première liste de **22 associations, coopératives ou entreprises solidaires et d’utilité sociale, éligibles au programme « French Impact » et au milliard d’euros dont ce fonds est doté.** La fonction principale de cet abondement est d’amener les structures retenues à « changer d’échelle », c’est-à-dire à se développer encore plus pour passer à l’échelle nationale.

**Le Collectif des Associations Citoyennes (CAC) s’interroge** sur la nécessité qu’il y aurait d’affecter le principal effort actuel de la puissance publique dans le secteur au développement de la taille de seulement quelques acteurs de la solidarité déjà bien implantés. Il constate que le gouvernement ne semble posséder qu’un modèle économique et social incertain pour l’avenir du tiers secteur, entre **les partenariats-privé-public des contrats à impact social** et les changements d’échelle de la « French Impact », **certains acteurs non sélectionnés d’ailleurs dans le premier dispositif s’étant reportés sur le second**.

Le CAC rappelle que **l’exercice de la solidarité repose sur un vaste ensemble d’acteurs et non quelques-uns** et que les petites et moyennes associations, indispensables à la Solidarité de proximité, ont vu fondre récemment les moyens dont elles disposent pour leur action : **baisse drastique des subventions**, perte des contrats aidés…

**Le CAC réclame une politique concertée et ambitieuse** au service de la construction d’un lien social fort entre citoyens, avec le redéploiement des fonds disponibles, notamment un milliard d’euros supplémentaire dès le budget 2019 pour assurer le bon fonctionnement des associations en privilégiant celles de petite et moyenne taille.

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=12535>

### 5 février 2019 - "Quel grand plan pour les petites associations ?"

Voir le communiqué p... (à supprimer également)

### 26 avril 2019 - "Conclusions du grand débat d'E. Macron : beaucoup de paroles pour ne rien changer aux politiques régressives !"

En annonçant, un « grand débat national », E. Macron poursuivait plusieurs objectifs : gagner du temps pour éteindre la contestation des « gilets jaunes » par épuisement et déclin du soutien populaire ; dégager quelques dispositions « spectaculaires » pour répondre aux revendications des « gilets jaunes » sans lâcher sur l'essentiel ; conforter sa politique de classe au service de l'oligarchie financière et trouver un second souffle pour sa propagande.

 Les principales mesures annoncées ce jeudi 25 avril, lors de sa conférence de presse de « conclusion du Grand débat national » illustrent parfaitement cette stratégie, qui accentue les divisions, va augmenter les inégalités et segmenter encore plus la société sans répondre aux demandes des mouvements sociaux.

 Pour beaucoup, E. Macron renvoie à des décisions du gouvernement, à des commissions, à la Cour des comptes pour des propositions ou à des dates ultérieures pour l'entrée en vigueur de certaines annonces. Mais chacun sait aujourd'hui « que les promesses n'engagent que ceux qui y croient ».

Quelques exemples de cette longue conférence de presse pour illustrer :

- La ré-indexation des « petites retraites », jusqu'à 2.000 euros mensuels, sur l'inflation, va encore diviser les retraités, et n’arrêtera pas la diminution de leur pouvoir d’achat car l'inflation officielle est minimisée par rapport à l'augmentation réelle du coût de la vie compte tenu de son mode de calcul. Elle ne change rien à la situation actuelle des retraités puisque l'indexation de seulement 0,3% était prévue pour deux ans (2019 et 2020). De plus peut-on considérer que les retraités avec une pension de 2.010 euros sont des riches alors qu’ils ont subi une ponction de leur revenu de 1,7% avec la hausse de la CSG, perdent encore autour de 1,5% de leur pouvoir d’achat avec la désindexation des pensions et payent toujours la taxe d'habitation ? Cette mesure tend à ancrer dans les esprits qu'au-delà de 2.000 euros de revenu par mois, on est riche, ce qui permet d'évacuer le débat sur les vrais riches ou ultra-riches.

- La baisse des impôts sur le revenu est aussi une mesure pleine d’incertitudes et de tromperies possibles. Elle n’intéresse que 43,6% des ménages qui les paient. Mais surtout ce n'est pas ce que demandent les français et les « gilets jaunes », ils demandent que les riches paient en fonction de leurs revenus, et que les entreprises (GAFAM, banques, multinationales...) paient aussi leurs impôts et ne soient plus subventionnées par les impôts des citoyens (M. Darmanin, ministre des Comptes publics, lui-même a reconnu récemment que les entreprises recevaient de l’État 140 milliards d'aides diverses, record européen absolu), que l’évasion fiscale soit sanctionnée, et que les lois permettant l'optimisation fiscale soient abrogées.

- La suppression de l’ENA est à la fois une manœuvre démagogique de diversion et parfaitement conforme avec le projet de loi sur la fonction publique et les objectifs du CAP 2022 (Comité Action Publique 2022), de privatisation de la norme, et de faire en sorte que ce soit directement les multinationales, l’industrie financière qui administrent le pays. Dans ces conditions, la nomination de contractuels venant du privé pour les emplois de directions dans la fonction publique, comme le prévoit le projet de loi est cohérent avec la suppression des écoles de formation des fonctionnaires devenues inutiles. La suppression des grand corps de l’État relève de la même politique, même si leurs privilèges et le principe même de « haute fonction publique » sont aujourd'hui indéfendables.

- L'engagement de ne plus fermer d'écoles et d'hôpitaux, sans l'accord des maires (ce qui laisse entendre qu'avec l'accord des maires il y aura des fermetures de services publics) d'ici la fin du quinquennat, ne peut pas être pris au sérieux si l’objectif de supprimer 120 000 fonctionnaires dans le même temps est maintenu, si le projet de loi de réforme de la fonction publique est voté, et si les objectifs de CAP 2022 subsistent. Par ailleurs ce sont tous les services publics qui disparaissent peu à peu sur l'ensemble du territoire : bureaux de poste, perceptions, gares, guichets et boutiques SNCF et fermetures de lignes de chemin de fer, boutiques EDF, maternités et services d'urgence, commissariats, services de l’État. Peut-on croire sérieusement qu’une maison « France services » par canton va remplacer tous ces services ?

- Les mesures dites institutionnelles sont du même tonneau, la diminution du nombre de parlementaires, ou la dose de proportionnelle dans le parlement, déjà prévues dans le projet de réforme constitutionnelle proposé par E. Macron, non seulement n'apportent rien de nouveau suite au « grand débat » mais relèvent aussi de mesures dérisoires et démagogiques, au regard de la crise démocratique que traverse notre pays. De même la simplification du référendum d’initiative populaire (RIP), consistant à diminuer à 1 million de signatures des citoyens son déclenchement (ce qui demande une révision de la Constitution qui n'est pas acquise, tout comme pour le RIC local), tout en maintenant le passage par l'Assemblée nationale avant un éventuel référendum ne répond pas à l'exigence de démocratie.

- Encore mieux, dans le mépris jupitérien des couches salariées. Alors que les français travaillent plus longtemps que la plupart des européens et sont plus productifs (pour ceux qui ont un emploi), E. Macron veut encore augmenter le temps de travail, sans contrepartie : « travailler plus pour gagner moins » ; mais il est vrai que pour le Président de la République, « le problème du pouvoir d'achat n'est pas un problème de salaire », ce qui dédouane le patronat de toute responsabilité dans la crise sociale et évacue la question de la création de la richesse et de sa répartition. Bien entendu, aucun « gilet jaune », aucun cahier de doléance, aucun débat sauf ceux avec le MEDEF, n'ont demandé de travailler plus et de ne pas être payé plus, mais le Président, sous prétexte de financer la dépendance et la baisse des impôts, et de favoriser la compétitivité de « nos entreprises », la propose comme réponse à la crise sociale.

Emmanuel Macron, dans son propos préliminaire, a fait une brève allusion à « l'engagement » et au « tissu associatif qui joue un rôle formidable » dans la société, et a souligné l’importance du bénévolat, sans plus de précision. Rien donc de concret pour le 1,3 million d'associations, les 23 millions de bénévoles et 2 millions de salariés, alors que la crise du monde associatif provoquée par la suppression des emplois aidés et la diminution constante des subventions perdure. Le CAC réaffirme son exigence de création d'un fonds associatif doté d'un milliard d'euros, géré avec les associations, pour compenser ces pertes de financement. La poursuite de la politique de marchandisation du monde associatif (contrats à impact social, « French impact »...) va donc continuer. Les associations subissent dans leurs activités les conséquences de la politique régressive du gouvernement. Dans tous leurs secteurs d'activité, elles auront de plus en plus de difficultés pour répondre aux besoins toujours en augmentation de la population, car elles sont le dernier rempart à l’éclatement de notre société.

Jean Claude Boual,  Président du Collectif des Associations Citoyennes.

Site Internet :[http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/04/2019-04-Grand-d%C3%A9bat-conclusion-Macron-V3.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/04/2019-04-Grand-débat-conclusion-Macron-V3.pdf)

### 4 septembre 2019 - Le 12 octobre 2019, journée nationale de mobilisation

Voir le communiqué p...(à supprimer)

### 8 avril 2020 - "Pour un grand plan de soutien à la vie associative, pour plus de solidarité citoyenne"

La crise sanitaire et sociale, causée par le Covid-19, a confirmé l’extraordinaire engagement des personnels du secteur médical (notamment l’hôpital public) et médico-social (notamment les associations de type EPHAD). Mais en même temps, elle révèle la nature profonde des choix politiques faits depuis de nombreuses années. C’est dès aujourd’hui qu’il faut envisager le « après » de cette crise pour que cet engagement de toutes et tous se traduise en davantage de moyens pour les acteurs et les structures engagés dans l’Action Sanitaire, dans l’Action Sociale et la Solidarité.

**Une casse programmée des politiques publiques de la santé et de la solidarité**

Soyons clairs. La situation actuelle est le symptôme aggravant d’une société néolibérale au bord de l’implosion. Nombreux sont les acteurs de la société civile qui alertent depuis des années sur l’affaiblissement constant de la protection sociale que constituent les services publics et le secteur associatif.

Dès 2009, la loi Hôpital Patient Santé Territoire de Mme Bachelot a acté de la prédominance des questions financières sur la politique de soin en donnant tous les pouvoirs à une direction administrative de l’hôpital public : regroupement en pôles, fermetures de lits et diminution des effectifs, principe de tarification à l’activité... En janvier dernier, au bout de cette logique de transformation de l’hôpital en entreprise, 1100 médecins démissionnaient de leur responsabilité de chef de service. « Sauver l’hôpital public » est devenu le maître mot des professionnels de la santé.

En 2018, à travers le rapport « Action Publique 2022 », le gouvernement s’attaque méthodiquement aux Services Publics. Rappelons au passage que la proposition n°5 se donne pour objectif « de rendre le système de santé plus efficient, en générant plus de 5 Milliards d’euros d’économies » ! Les privatisations deviennent le maître mot : Aéroport de Paris, Office National des Forêts, Française des Jeux, le projet Hercule coupant EDF en deux... Ce rapport prône la systématisation d’opérateurs ou d’agences (pour le sport, la culture, l’enseignement supérieur, le trafic aérien, les impôts). Localement c’est la fermeture de centres d’impôts, de guichets SNCF, de bureaux de poste, le soutien public à des écoles hors contrat, et l’ouverture au tout numérique mettant en difficulté une grande part de la population. Les maisons France Services qui devraient voir le jour en milieu rural ne sont qu’un ersatz de service public, soutenu à hauteur de 30.000€ par an pour 2 salariés sous contrat privé, et sans aucune visibilité au-delà de 2021. Les collectivités rurales, sans dotations nouvelles, se trouvent prises au piège de la responsabilité du maintien des services publics.

C’est dans ce contexte qu’il faut analyser le démantèlement systématique du secteur associatif. Ainsi les subventions publiques ont diminué de 16 milliards depuis 2005 alors qu’elles portent « un nombre toujours plus important de missions d’utilité sociale » selon un rapport du Sénat (2018). Le Collectif des Associations Citoyennes analyse depuis 10 ans ce rapide déclin du budget de la nation pour le secteur associatif : diminution des subventions de fonctionnement, systématisation des procédures d’appel d’offre et d’appel à projet, précarisation de l’emploi, suppression des emplois aidés... La mise en concurrence avec des opérateurs privés, comme l’appel au bon vouloir de la philanthropie des entreprises, scelle le sort du secteur associatif. La marchandisation et la financiarisation du secteur de la solidarité et du social sont à l’oeuvre comme jamais.

**La nécessité d’un fort secteur public et associatif**

Pourtant que nous dit la crise sanitaire actuelle ? La réponse qu’apporte le peuple est impressionnante par l’investissement sans limite des professionnels de santé, des travailleurs des services publics comme des entreprises privées, des citoyens et citoyennes qui manifestent partout un énorme élan d’humanité, sur lequel s’appuie le gouvernement pour relancer la « réserve citoyenne ». Nous savons que nombreux seront celles et ceux qui y répondront. Mais comment ne pas voir les limites et les carences d’une politique qui ne garantit plus la présence de l’État républicain ?

Les associations, dans un maillage sans faille du territoire, ont toujours constitué une des forces vives de la nation. Elles ont historiquement créé et porté les valeurs de solidarité, le maintien du lien social, l’organisation de l’aide aux plus démunis, l’assistance aux personnes fragiles, malades, la défense des droits. Elles constituent un rempart aux plus grandes crises, tant dans de multiples associations locales, que dans de grands réseaux nationaux agissant en prévention, en accompagnement, en aide.

Aucun appel à projet, aucun contrat d’objectif, aucune convention ne peut répondre à l’état d’urgence sociale et sanitaire. Les associations citoyennes agissent d’abord parce qu’elles existent au quotidien dans leur territoire, qu’elles sont présentes, connues et reconnues pour ce qu’elles sont. C’est cela que l’État doit pérenniser.

A l’occasion de l’annonce du Gouvernement d’un « plan d’action pour une politique de vie associative ambitieuse » fin 2018, le Collectif des Associations Citoyennes avait dénoncé la pauvreté des mesures annoncées. Le CAC appelait le gouvernement à prendre ses responsabilités pour soutenir le secteur associatif, notamment par :

• la constitution d’un plan de 1 milliard de subvention pour les associations

• le rétablissement immédiat de 100.000 emplois aidés

• la mise en place d’une politique globale de soutien à l’emploi associatif qualifié

• un fonds d’initiatives citoyennes en appui aux petites et moyennes associations

L’inquiétude est forte dans le secteur associatif comme dans l’ensemble de la société. Les associations locales, les réseaux régionaux et nationaux, ont besoin d’un engagement fort de l’État pour soutenir dans la durée les associations qui craignent de se voir soumises encore plus aux choix d’ajustement budgétaire dans les années à venir.

Le secteur associatif constitue une réponse pérenne aux crises sanitaires, sociales, écologiques, humaines qui submergent notre pays, et l’ensemble de la planète. Si plus rien ne doit être « comme avant », selon les propos du Président Macron, il faut tirer les conséquences des politiques d’austérité. L’État doit garantir l’apport des acteurs de la solidarité que sont les associations citoyennes, pour développer leur capacité à agir dans la durée, en annonçant un grand plan de soutien à la vie associative, avec la population, pour la solidarité.

# Droits et libertés associatives

Dés sa création, le Collectif des Associations Citoyennes place son action dans le cadre des libertés des associations. En effet la « circulaire Fillon », en les soumettant aux aléas du marché et de la concurrence, fait disparaître leur liberté d’action et leur objet de solidarité.

Très vite le CAC constate bien d'autres formes d'atteintes aux libertés associatives : réductions ou suppressions de subventions parce que l'association a critiqué la politique de l’État ou de la collectivité ; répression policières ; poursuites en justice ; condamnation de militants et militantes ; assignations à résidence et interdictions à des militants de se rencontrer, empêchant ainsi l'association de fonctionner ; gardes à vue pour des motifs dérisoires et abusifs ; interdictions de manifester ; contrôles judiciaires et policiers ; dénigrements de militants associatifs.

Toutes ces restrictions ont d’ailleurs été aggravées par le rétablissement de l’état d’urgence depuis 2015. La législation devient de plus en plus répressive et les associations en subissent les conséquences. Plus d'une vingtaine de lois, toutes liberticides, sont prises par les gouvernements successifs, sous prétexte de lutte contre le terrorisme depuis les attentats du 11 septembre 2001. Comme toujours dans l'Histoire, les dispositions d’exception prévues à l'origine pour les seuls terroristes finissent très rapidement par s'appliquer à tout le monde et, bien entendu, aux bénévoles associatifs. De même, leur durée souvent limitée se trouve prolongée et le plus souvent les dispositions liberticides se retrouvent inscrites dans une nouvelle loi de façon définitive (voir la liste non exhaustive et non définitive de ces lois dans la lettre remise par le CAC, au ministre chargée des associations le 12 février 2018, reproduite en page #).

Il devient de plus en plus difficile dans certains domaines *- environnement, urbanisme, lutte contre la corruption -* d'ester en justice, les gouvernements ayant instauré un agrément obligatoire qu'ils délivrent eux-mêmes. Par ailleurs, la cour de cassation a durci sa jurisprudence pour qu'une association ait un « intérêt à agir » (porter plainte), limitant encore plus les actions en justice des associations.

De plus, les libertés associatives ne sont pas attaquées seulement par les pouvoirs publics, les grands groupes multinationaux intentent auprès des associations des procès qu'ils savent le plus souvent perdus d'avance, afin de les déstabiliser. Ces « procès baillons » visent à faire taire les associations en s'attaquant à leur trésorerie, car elles doivent mobiliser des moyens pour se défendre (frais d'avocats et de justice) ; elles doivent aussi mobiliser du temps de militants pour préparer leur défense au détriment de l'action pour laquelle elles se sont créées.

L'action pour les libertés associatives est fondamentale pour le CAC. La liberté est une condition indispensable pour l’existence et le développement des associations et de la société civile. La loi de 1901 est une loi de liberté, il suffit que deux personnes se mettent ensemble pour créer une association. Elles en définissent elles-mêmes le fonctionnement à travers les statuts qu'elles se donnent. Et rien ne les obligent à se déclarer aux autorités si elles ne souhaitent pas avoir d'aides de ces autorités. Aussi cette loi fait très fréquemment l'objet de velléités de modifications afin de restreindre cette liberté. Le CAC est intervenu publiquement à plusieurs occasions contre ces tentatives.

Par ailleurs ce sujet est peu traité par les organisations de défense des droits de l'homme, concentrées essentiellement sur les atteintes aux libertés individuelles. Pourtant, libertés individuelles et libertés collectives sont étroitement intriquées, les unes n'allant pas sans les autres, et toute atteinte aux unes est, dans les faits, une atteinte aux autres. La question est suffisamment grave au niveau français, mais aussi européen et mondial, pour que les organisations internationales s'en émeuvent. Le Conseil de l'Europe, la Commission européenne, l'Organisation des Nations Unies (ONU), ont fait part à plusieurs reprises de leurs inquiétudes, soit sur l'utilisation disproportionnée des forces de l'ordre en France, soit pour dénoncer et documenter le « rétrécissement de l'espace public » en France et en Europe, c'est-à-dire en terme non diplomatique, les atteintes aux libertés fondamentales.

C'est pourquoi le CAC participe aux actions collectives contre les violences policières, contre les « procès baillons » avec *On ne se taira pas*, aux travaux de l' « Observatoire des libertés associatives » créé pour documenter ces atteintes en France, et aux travaux et actions de « L.A. Coalition » (L.A. pour Libertés Associatives) dont l'objet est de faire le point et d'alerter sur « le rétrécissement de l'espace public » dans le cadre d'une action européenne. Les libertés associatives constituent un axe de travail permanent du collectif. C’est ainsi que en mai 2020 le CAC s’est joint au *Réseau de veille sur l’état d’urgence sanitaire*s.

### 6 décembre 2013 - "Le CAC s'organise dans la durée"

Le Collectif des Associations Citoyennes, créé en 2010 de façon informelle, a décidé le 5 décembre 2013 de **se constituer en association afin d’organiser son action dans la durée**. Cette structuration répond à l'attente de très nombreuses associations citoyennes. Celles-ci sont porteuses d'un dynamisme et d'une capacité d'invention indispensables pour trouver des issues à la crise multiforme de notre société. Elles attendent aujourd'hui la reconnaissance des innombrables actions qu'elles mènent de façon désintéressée pour assurer le lien social, la transition écologique et pour renforcer la participation citoyenne et la démocratie.

Elles ne se reconnaissent pas dans les discours ambiants qui affirment qu’elles doivent «s'adapter pour devenir des opérateurs dynamiques, compétitifs et pragmatiques» et qui les incitent à recourir aux financements privés pour compenser la diminution des financements publics qui serait inéluctable. Elles estiment au contraire qu'il est légitime qu'une partie de l'impôt que consentent les citoyens, au plan national comme au plan local, participe au financement des actions associatives qui contribuent à l'intérêt général et au bien commun.

C'est pourquoi elles ont décidé de s'organiser pour lutter contre les pressions qu’elles subissent et la remise en cause de leur rôle et de leur existence.La structuration du Collectif a pour objectif de permettre à ces milliers d'associations, dont beaucoup sont aujourd'hui isolées, de s'entraider localement, de discuter avec les collectivités face aux enjeux des territoires, **de se mobiliser** **pour que toutes les associations citoyennes soient prises en compte, y compris les petites et moyennes**.

Comme par le passé, des ateliers, réunions, séminaires ou assemblées plénières du Collectif continueront d'être organisées pour permettre à tous les acteurs de terrain, qu'ils soient ou non membres de l'association, de se rencontrer et de co-construire des analyses et des propositions communes.

Le CAC, qui est maintenant une composante du mouvement social, lance alors une grande campagne d'adhésions et de mise en liens au niveau local.

### 24 novembre 2015 - "Asile ! C’est un droit !" : appel unitaire soutenu par le CAC

Nous, citoyennes et citoyens d’Europe, sommes de la même humanité que ces femmes, ces hommes et ces enfants qui fuient la guerre et la misère pour ne pas mourir. Comme eux, nous avons des enfants, nous travaillons, nous aspirons au bonheur et nous savons les efforts nécessaires pour construire nos vies dans un monde où la loi du plus fort est toujours en vigueur. Le sort que l’Europe, celle qui a connu tant de guerres, qui a envoyé tant de réfugiés sur les routes, leur réserve nous révolte.

L’Europe ne peut proclamer que ses valeurs reposent sur les droits de l’Homme et traiter ces réfugiés comme des envahisseurs, compatir à leur sort et faire si peu, se les rejeter comme des marchandises illégales. Or, force est de constater que même la directive sur l’afflux massif de réfugiés, bien loin de ce qu’exige la situation dramatique actuelle, n’a pas été mise en œuvre.

Le destin de ces réfugiés, de ces migrants, c’est notre destin et notre avenir. En niant leur droit à l’asile, c’est notre propre avenir que nous mettons en péril tant nous aurons, tôt ou tard, à rendre compte de notre aveuglement et de celui de nombre de nos gouvernants.

Déjà en partie responsable des événements qui poussent sur les routes de l’exil tant de personnes, que restera-t-il de la crédibilité de l’Europe et de la France si nous refusons de les accueillir ?

Nous n’admettons pas, en tant que citoyens européens et français, le déni d’humanité qui est en train de se produire.

En France, nous exigeons du gouvernement qu’il appuie sans équivoque un accueil de ces réfugiés dans tous les pays de l’Union européenne.

Nous lui demandons de prendre toute sa part, ici en France, de cet accueil, et donc d’accroître considérablement les moyens mis en oeuvre.

Nous appelons toute la société civile à se mobiliser pour appuyer cette exigence et pour apporter l’aide et l’assistance nécessaire.

Nous appelons tous les hommes et femmes de bonne volonté à combattre ces discours indignes qui refusent à ces hommes, ces femmes et ces enfants leurs droits élémentaires d’êtres humains.

Ensemble, nous demandons :

que tous les réfugiés soient accueillis dans des conditions respectueuses de leur dignité ;

une suspension des accords de Dublin et leur révision ;

l’organisation d’un grand débat public sur la question des réfugiés.

Ensemble, nous pouvons faire que l’intolérable cesse.

**(...)**

**#AsileUnDroit**

*Organisations signataires :*

*Acat, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association démocratique des Tunisiens en France (ADTF), Association française des avocats et juristes arméniens (Afaja), Association des Tunisiens en France (ATF), Attac, Cedetim / Ipam, CGT, Collectif 3C,* ***Collectif des associations citoyennes****, Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), Comité pour le respect des libertés et des droits de l’Homme et Tunisie (CRLDHT), Confédération syndicale des familles (CSF), Droit au logement (Dal), Elena-France, Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), Fédération nationale des Maison des potes, FIDH, FSU, La Cimade, Ligue des droits de l’Homme (LDH), Licra, Mrap, Organisation de femmes égalité, Planning familial, Réseau euro-maghrébin Citoyenneté et Culture (REMCC), SNJ-CGT, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (Saf), Union nationale lycéenne (UNL), Unef, Union syndicale Solidaires*

**Contac**t pour l’Appel : [ldh@ldh-france.org](mailto:ldh@ldh-france.org) ‑ [www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org/)

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=6730>

### 24 novembre 2015 - "Répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d’ouverture et plus d’éducation populaire"

Meurtris et bouleversés par les événements de la soirée du 13 novembre, nous sommes de tout cœur avec les familles, avec les blessés et tous ceux qui sont traumatisés par ces événements, comme avec les victimes des attentats qui se produisent dans le monde entier. Cependant, face à la barbarie de ces actes, l’indignation ne suffit pas. Il faut **s’interroger et débattre sur les causes et les responsabilités qui sont multiples.**

**Sur le plan intérieur, le bilan est accablant**. Au lieu de tirer avantage de ce formidable atout que représente le multiculturalisme de nombre de jeunes Français, nous avons rejeté une partie importante d’entre eux dans la marginalité et l’insécurité sociale. Pendant que nos politiques économiques néolibérales produisaient le chômage de masse et la désindustrialisation, la **destruction systématique de l’action publique** a conduit à l’asphyxie financière des services publics, de l’école, de l’Université, de la recherche publique, et des associations, nous privant des moyens de prévenir ce qui nous arrive aujourd’hui.

Cependant, la classe politique quasi unanime vote aujourd’hui la prolongation de l’état d’urgence et un ensemble de mesures d’États sécuritaires, accréditant ainsi la thèse d’une guerre que nous aurions à mener contre le terrorisme et nous engageant dans une fuite en avant sans issue. **Des mesures de sécurité sont évidemment nécessaires**. **Mais rien ne saurait justifier la restriction des libertés publiques**, avec le motif vague « d’atteinte à l’ordre public » aisément généralisable à toutes les contestations. Cela constitue une **menace majeure pour la démocratie et la vie quotidienne**, sans que pour autant ces mesures soient efficaces. Nous aurions préféré entendre le discours qui fut celui du premier ministre norvégien, Jens Stoltenberg, après les attentats d’Oslo en 2011 : « *nous devons montrer que notre société ouverte peut faire face à cette épreuve.* ***La meilleure réponse à la violence est dans encore plus de démocratie. Encore plus d’humanité****. Mais jamais de naïveté. C’est quelque chose que nous devons aux victimes et à leurs familles. Nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d’ouverture et plus de tolérance* ».

**Plus que jamais, le travail des associations citoyennes est indispensable et doit être à nouveau soutenu.** L’éducation et la culture doivent redevenir prioritaires, car elles constituent un des principaux socles de la démocratie et de la citoyenneté. Les seules créations de postes de policiers ne suffiront pas, il est nécessaire aussi de ne pas supprimer les financements des associations, et de mettre en place, comme annoncé après le 11 janvier, **un vaste dispositif de soutien et de relance de l’éducation populaire s’appuyant réellement sur les mouvements des citoyens.**

De même, il est **inacceptable de priver les citoyens de leur droit d’expression publique par l’interdiction des manifestations**. Dans l’immédiat, **le Collectif des associations citoyennes s’associera aux initiatives qui contourneront l’interdiction de manifester pour que s’exprime publiquement la détermination des citoyens, notamment sur la question climatique, et aux actions communes de défense des libertés.**

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=6919>

### 28 février 2017 - "Stop aux violences policières"

Le 2 février 2017, le jeune Théo se fait interpeller à Aulnay-sous-Bois suite à un contrôle d'identité, une situation ordinaire pour les jeunes des quartiers populaires. Par contre, ce qui l'est moins, c'est la sauvagerie avec laquelle ce jeune se fait violer à l'aide d'une matraque télescopique par les policiers.

Les témoignages de la victime, de ses avocats, des médecins de l'hôpital qui l'ont pris en charge sont accablants. Mais pour les syndicats de policiers, pour l'Inspection Générale de la Police Nationale il s’agirait non pas d’un viol mais bien d’un simple «accident».

Devant ces pratiques inacceptables de la Police et leur déni, comment s'étonner que la colère monte dans ces quartiers déjà touchés lourdement par le chômage et la pauvreté ? Le scénario est pourtant bien connu ! Au démarrage une « bavure» commise par des policiers contre des jeunes d’un quartier populaire, puis le traitement médiatique et les décisions judiciaires qui s’en suivent permettent aux autorités de pointer du doigt ces jeunes qui seraient naturellement enclins à la violence.

Ce n'est pas la première fois que la police fait l'objet de rappels à l'ordre suite à des pratiques abusives et que les auteurs de ces actes ne sont pas ou sont peu poursuivis. Par contre les jeunes de ces quartiers, pour un simple refus d'obtempérer, et souvent pour des faits d’«outrage et rébellion» abusivement invoqués par la Police, passent en comparution immédiate et sont envoyés en prison.

Depuis une dizaine d'années, les très nombreuses actions menées par les associations en direction des jeunes ont été progressivement étouffées, supprimées par arrêt des financements, au nom de la rigueur budgétaire et d’une vision purement répressive de la société. La survie des associations de prévention est laissée au bon vouloir de conseils départementaux, ce qui se traduit par la disparition de plusieurs dizaines d’entre elles. Les politiques répressives qui ont été menées n'ont fait qu'accroître les inégalités et les discriminations pour les populations des quartiers populaires. L'état d'urgence permanent et la réduction progressive des libertés individuelles et collectives entérinées dans des lois censées combattre le terrorisme, ne font qu'aggraver la défiance de la population envers la police.

En venant assouplir encore les règles de "légitime défense" pour les forces de police et les conditions d'ouverture du feu, et durcir les peines encourues pour outrage aux forces de l'ordre, l'adoption *‑les 15 et 16 février 2017*- par l'Assemblée Nationale et le Sénat du projet de loi relatif à la sécurité publique\* risque d'aggraver encore ces tensions.

Nous disons «Stop!» à l’instrumentalisation de la violence relayée par les médias, stop à cette politique directement inspirée par l’extrême droite, relayée par la droite et par les différents gouvernements. Il est urgent de répondre aux besoins des quartiers populaires, où les habitants savent se mobiliser avec d’autres, pour construire des projets, régler des problèmes concrets, chaque fois que des espaces sont ouverts à la participation de tous.

Nous demandons aux candidats aux élections présidentielle, législatives, et sénatoriales de se prononcer clairement pour une politique d’éducation, de dignité, d’égalité pour tous, et pour des financements stables garantis aux associations et à tous les organismes qui travaillent à la promotion et au lien social dans les quartiers, y compris avec le retour d’une police de proximité qui doit être formée et encadrée, mise au service des valeurs de la République.

***\*****http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/securite\_publique.asp*

Site : [http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2017/02/COMMUNIQUE-Jeunes-et-violences-polici%C3%A8res-28-2-17-.pdf](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2017/02/COMMUNIQUE-Jeunes-et-violences-policières-28-2-17-.pdf)

### 22 juillet 2019 - "Services publics : Maisons France Services = un pansement sur une plaie ouverte"

***COMMUNIQUE COMMUN CONVERGENCE DE DÉFENSE ET DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS / CAC***

Alors que le gouvernement :

1) poursuit la fermeture de lits, d'hôpitaux, de maternités, d'écoles, de postes, de classes, de services de l’État, de lignes de chemin de fer, du fret ferroviaire, de gares, de guichets et boutiques de vente des billets SNCF, etc.;

2) réorganise les services de l’État en les fusionnant au niveau départemental, régional et national pour diminuer le nombre de fonctionnaires et faire des économies de fonctionnement, rendant ces services encore plus inaccessibles et éloignés des utilisateurs;

3) veut privatiser Aéroports de Paris, les barrages hydrauliques,la française des jeux... jusqu’à la Caisse des dépôts et consignations qui vient de faire un premier pas vers la privatisation en se voyant imposer la comptabilité privé par la loi PACTE, ESSOC, ELAN...;

4) abandonne l'administration du pays aux grandes sociétés privées bancaires, financières, industrielles ou de services (Action Publique2022);

Alors que l'Assemblée Nationale vient d'adopter la loi créant «l'agence des territoires» dont le financement sera assuré notamment par : les financements par des personnes privées ; les dons et legs ; le produit des aliénations ; les revenus des biens meubles et immeubles ; d'une manière générale, toutes les recettes autorisées par les lois et règlements (chapitre III-«ressources et moyens» de la loi) ; une première, un service de l'administration financé par le privé, la philanthropie, les dons et legs!

Le président de la République fait mettre en place «France services» (circulaire du Premier ministre 1er juillet 2019), en substitution à terme aux maisons de services au public (MSAP), offrant ainsi aux usagers dépourvus de services publics préalablement fermés, un service placebo, au rabais où le terme même de service public disparaît. Avec 2 agents (qui peuvent être à temps partiel) pour renseigner sur toute démarche administrative et remplacer les services publics disparus, on met en place un service public très minimum, qui certes pourra dans certains cas aider des usagers, mais ne bouchera pas les disparitions produites par les fermetures précédentes. À terme, France Services doit être présent dans chaque canton, ce qui ne dispensera pas de prendre sa voiture pour y accéder... ou d'attendre le bus France service censé sillonner le canton. Ce n'est pas ainsi que le gouvernement va répondre à la demande de services publics sur tout le territoire. Cette réponse est un mépris aux multiples actions des collectifs d'usagers, de personnels et d'élus qui se mobilisent partout sur le territoire. C'est un mépris supplémentaire aux exigences portées par la révolte des «gilets jaunes». Convergence Service Public, le Collectif des Associations Citoyennes, avec toutes les forces associatives et syndicales et politiques qui le souhaiteront vont constituer un outil collectif pour examiner les conséquences sur les territoires, pour les usagers, les associations, de la mise en place de « France-Services ». Au-delà elles vont faire des propositions concrètes permettant une amélioration de la réponse apportée aux besoins des populations selon la réalité de l’implantation des services publics dans les différents territoires concernés. Cela nécessitera, n’en doutons pas, des mobilisations des usagers, des personnels et des élus soucieux de l’avenir de leur territoire et du bien vivre ensemble.

Site Internet : <http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2019/07/2019-07-22-CP-France-servcies-CAC-Convergence.pdf>

### 10 juin 2019 - Campagne de mobilisation associative (du 29/04 au 1/07/2019) affiches 1, 2 et 10

10 = 9 ? (à modifier ; l’adresse du site .org)







### 4 septembre 2019 - "Pas de société solidaire sans associations citoyennes - Le 12 octobre 2019, journée nationale de mobilisation"

***« Nous, acteurs et actrices associatifs de l’Économie Sociale et Solidaire et de l’Éducation Populaire, engagés dans les mouvements citoyens, portons un modèle de société dans lequel la solidarité, le bien commun et l'intérêt général priment sur le tout-marchand et la concurrence. »***

C'est par ces mots que s'ouvre l'appel lancé par le CAC au printemps 2019. Les Associations Citoyennes représentent une force, une dynamique, une capacité d'innovation inouïe. Leurs actions portent en elles-mêmes une aspiration à **changer de société !**

Par notre organisation, notre expérience cumulée, les enjeux que nous portons, nous formons déjà cette société Solidaire, Écologique, Démocratique que nous voulons construire. Nous sommes Nuit Debout !, les Marches pour le Climat, les acteurs de la solidarité, les défenseurs des droits et de la dignité humaine. Nous sommes les Associations Citoyennes.

Les associations citoyennes, comme les militants et militantes bénévoles et salariés, subissent de nombreuses attaques, quotidiennes, relevant de la même logique : affaiblir celles et ceux qui portent un choix de société autre que le tout libéral au service de l’État.

La réforme du modèle associatif, dite « pour une politique ambitieuse de la vie associative », appelant aux concentrations d’associations, aux fusions-absorptions et aux mutations d’une vie associative renvoyée aux financements du mécénat et aux dons d’entreprises, porte la même logique que celles qui affaiblissent les services publics, dégradent les secteurs de la santé, du logement, de l’aide sociale, et bien d’autres.

Abandon progressif de la référence à la subvention; diminution structurelle des financements, multiplication des appels d’offre ou à projet limitant l’initiative associative et créant les conditions de leur instrumentalisation.

Précarisation de l’emploi associatif,suppression brutale et sans concertation des emplois aidés.

Recours à des formes nouvelles de restriction des libertés associatives pour limiter tout recours au droit, toute diffusion d’information, toute expression d’un esprit critique.

**Le 12 octobre, AGIR ou LAISSER-FAIRE, à la veille des MUNICIPALES 2020**

**C'est au niveau local que se mettent en œuvre les initiatives citoyennes porteuses d'avenir**. Les associations citoyennes y construisent les formes de coopération prenant en compte l'intérêt général. Sur chacun des 4 axes, elles ont des propositions à formuler, des revendications à poser, des actions à mener.

Politiques publiques ‑ Démocratie - Intervention citoyenne

Solidarité ‑ Justice sociale

Droits humains ‑ Droits culturels ‑ Protection des personnes

Dérèglement climatique, Biodiversité, Environnement

Les associations citoyennes possèdent la formidable ressource de l’engagement de leurs acteurs, comme la constance et la cohérence de leurs positions. Elles savent se réunir pour agir ensemble, au sein de collectifs, ou localement notamment contre des projets privés détruisant l’environnement, ou relevant de logiques de surconsommation d’un autre temps. Beaucoup s’appuient sur les ressources de l’ESS pour développer un autre modèle économique, culturel, sociétal et se réclament de l’Éducation populaire.

**Pour une société écologique, démocratique et solidaire**

Notre mobilisation se déroulera en amont du 14ème Forum National des Associations & Fondations, «RDV annuel incontournable des responsables et dirigeants du secteur associatif». La voix des associations citoyennes ne s’y fait pas entendre. Par l’action collective qu’elles décident librement, les associations citoyennes œuvrent à un projet politique, émancipateur, de lutte contre les inégalités économiques et sociales, pour les solidarités, la défense des droits fondamentaux (éducation, culture, santé, environnement, démocratie) et à ce titre nécessitent reconnaissance et soutien. Leur contribution ne peut être dépendante de financements privés.

**Le 12 octobre 2019**, à travers une multitude d’initiatives, rassemblements et rencontres nous ferons valoir sur tout le territoire les idées que portent les associations citoyennes pour une transition écologique, sociale et solidaire.

Nous ferons connaître les revendications que portent les réseaux associatifs.

Nous ferons entendre notre voix associative pour peser sur les politiques territoriales.

Site Internet :<http://www.associations-citoyennes.net/?p=13822>

### 5 avril 2020 - "Lois d’urgence sanitaire, lois de classe"

*par Jean Claude BOUAL, membre de la coordination nationale du CAC*

« Le gouvernement, s'appuyant sur la peur qu'il développe depuis plusieurs semaines, vient de faire adopter, en extrême urgence, deux lois d’exceptions (deux de plus), une sur « l'état d'urgence sanitaire », et une loi organique sur les questions prioritaires de constitutionnalité, créant un nouvel état d'organisation de la société. »

*Voici les titres et sous-titres*

**A - Pourquoi la loi sur l’état d'urgence sanitaire, quelle est son utilité ?**

La loi définit-elle plus précisément cet «état d'urgence sanitaire », ce qui pourrait la justifier sur le fond ? Pourquoi cette loi ? Venons en aux détails des dispositions : les libertés, les droits sociaux, une loi de classe.

**B - La loi organique sur les questions prioritaires de constitutionnalité.**

Sommes nous toujours en démocratie et dans un État de droit ? Avons-nous encore une Constitution en France ?

*Ce texte de 11 pages n’est pas un “communiqué” mais alimente la réflexion et l’expression du CAC en 2020. Il inaugure le tout nouveau “blog Médiapart” ouvert en avril 2020 pour permettre une expression plus rapide et indivieduelle des memebres du Collectif.*

***JC “il manque dans ce chapitre la déclaration de fin d’UE de Lyon “La société civile, c’est nous ! - reprennons le pouvoir ” qui peut conclure ce chapitre*** *(quitte à chambouler l’odre chronologique) http://www.associations-citoyennes.net/?p=9729*

### Juillet 2017 - Déclaration collective de fin d’Universités d’été "La société civile, c’est nous ! Reprenons le pouvoir"

**LA « SOCIÉTÉ CIVILE », C’EST NOUS !**

**Reprenons le pouvoir**

***Université d’été d’été – Juillet 2017 - Lyon***

Nous sommes 1 300 000 associations, grandes ou petites, qui participons à la vie en société, animées par 13 millions de bénévoles, renforcées par 1,8 millions de salariés. Sans les associations et leurs actions et leurs réflexions, pas de société possible ! La « société civile » ne saurait donc se limiter aux entrepreneurs dont l’objectif fondamental de recherche de profits prédomine sur la poursuite de l’intérêt général.

Sur l’ensemble des territoires, tous les domaines de la vie sont couverts par la vie associative : secteur du social, de la santé, du culturel, des loisirs, de l’environnement et de l’écologie, de l’éducation populaire, de la solidarité internationale, du sport, de la défense des droits… En se renouvelant, en expérimentant et en innovant en permanence pour répondre aux évolutions auxquelles elles sont directement confrontées, elles améliorent la vie quotidienne et tracent des perspectives et des espérances de progrès au profit de tous. La non-lucrativité inscrite dans leur raison d’être les conduits à privilégier la coopération plutôt que la concurrence, à refuser la marchandisation croissante de leurs activités et à décliner l’invitation consistant à transformer notre pays en « start-up ».

Les deniers publics sont ceux des citoyens. Ce sont eux qui, par les impôts et les contributions, alimentent l’essentiel des caisses des autorités publiques. Les élus, à quelque niveau que ce soit, n’en sont que les gestionnaires temporaires. Il est donc normal qu’une partie de cet argent revienne à la société civile. Pour les associations qui travaillent dans le désintéressement matériel pour le vivre ensemble, le bien commun et l’intérêt général, il est logique et légitime de trouver des moyens d’action via les subventions.

L’injonction de plus en plus forte à « revoir notre modèle économique » (c’est-à-dire accepter de voir l’argent public remplacé par l’argent privé) nous semble, dans ce contexte, d’autant plus malvenue que 2/3 des apports des mécènes ou philanthropes est défiscalisé et donc supporté par tous.

Enfin, foncièrement, par les associations libres d’individus égaux, ce maillage de structures émanant de la société civile, fait la démonstration que les femmes et les hommes sont capables de se gouverner eux-mêmes et de s’atteler collectivement à la tâche vitale consistant à construire une société plus solidaire, durable et participative.

# Perspectives citoyennes

Le Collectif des Associations a été créé voici 10 années. Pourquoi ? Sur quelles bases ? Dans ce livret vous avez trouvé un certain nombre de réponses qui donnent à voir la logique des positions et des combats menés tout au long de la décennie. D’abord une volonté de se regrouper pour organiser une riposte à la marchandisation du secteur associatif perçu à travers la circulaire Fillon de 2010. Ensuite, comprendre en quoi cette politique associative des gouvernants a pour effet direct de restreindre le champ des libertés associatives. Enfin, si c’est toute une conception de la place et du sens des associations dans la société qui est remis en cause, cela va de pair d’une part avec une remise en cause des services publics, de l’exercice des droits civiques, d’autre part avec l’assignation de l’économie au seul secteur marchand, niant l’exercice d’une économie d’échange, de coopération, fondée sur l’équité sociale. Le Collectif a œuvré ainsi à repositionner le secteur associatif dans sa dimension politique, pour agir et participer à la transformation sociale.

Dès son origine, l’équipe fondatrice issue pour une bonne part de RéCIT[[14]](#footnote-15) (Réseau des Ecoles de Citoyen), autour de Didier Minot, a eu cette intuition que les associations ne pouvaient plus accepter d’être assimilées à des « prestataires de service », avec qui les pouvoirs publics allaient passer des marchés auxquels elles devraient répondre, acceptant la concurrence entre elles, et bientôt avec des acteurs du secteur lucratif. A ses débuts le Collectif Associatif se définissait ainsi : « Ni organisation, ni contre-pouvoir, ni institution, ce regroupement ouvert, volontaire et sans exclusives se veut un laboratoire de production d’idées et d’alternatives destiné à construire un nouveau pacte entre les pouvoirs publics et le monde associatif. » La campagne initiale de mobilisation « NON à la remise en cause des libertés associatives » a trouvé un vrai écho auprès des acteurs associatifs. Le CAC était né.

Notre petite histoire de 10 ans de communiqués veut montrer ce cheminement. Ce qu’elle ne dit pas assez c’est la part qu’y ont pris les personnes, les réseaux associatifs, les associations locales. Le travail de production d’analyses, via nos communiqués, nos livrets, durant nos réunions plénières ou lors des Universités d’été, a été central durant ces années. Il faut dire que commencer la vie d’un collectif en s’affrontant aux questions juridiques, à la réglementation européenne, en déposant un recours auprès du Conseil d’État… n’avait rien d’évident. Mais ce combat fédérateur a d’abord permis de comprendre et analyser collectivement ce que signifie l’apport « d’initiatives désintéressées des citoyens dans la société ».

Tous les participants au Collectif des Associations Citoyennes qui interviennent dans des domaines très divers, ont fait ce constat que malgré cette diversité, les projets associatifs citoyens se fondent sur un petit nombre de principes d'action communs, que partagent également de nombreuses collectivités locales. Notre charte constituant le « ciment de l’action commune » est née de ces 10 principes. Elle affirme que « le combat des associations rejoint le combat de toutes celles et ceux qui luttent pour reconstruire une société à finalité humaine ».

Où en sommes-nous 10 ans après ? Les chantiers ouverts à notre réflexion sont presque illimités. Rien de ce qui se passe sur cette planète n’est étranger à cette finalité de construire une « société à finalité humaine ». A l’heure où nous rédigeons ces lignes, nous sommes toutes et tous « confinés » pour se protéger de la pandémie liée au COVID-19, et nul ne sait à ce moment précis ce qu’il en adviendra. Cette crise sanitaire, commencée il y a quelques mois à des milliers de kilomètres, et dont on espère que la mobilisation de la recherche publique et privée permettra d’y trouver une réponse, ne saurait faire oublier la crise écologique qui se manifeste autour de la question du réchauffement climatique et la crise sociale dont on a vu une incarnation à travers le mouvement des gilets jaunes, mais qui perdure depuis des décennies, comme lors du mouvement des banlieues en 2005. En écrivant cela, nous avons bien conscience de l’utilisation abusive du mot crise quand on parle d’écologie et de social. Car il ne s’agit pas là de la manifestation violente d’un événement imprévu qui pourrait être régulé par la généralisation de bonnes pratiques. Il ne s’agit pas de dérèglements obéissant à des lois naturelles, car le capitalisme n’a rien de naturel. Il s’agit, à notre sens, de la conséquence assumée de politiques désastreuses, tournées vers la recherche toujours plus grande de profits.

Nous portons cette idée que les associations citoyennes sont les actrices, au quotidien, de l’émergence d’un autre monde. Mais nous avons aussi conscience que rien n’adviendra naturellement. D’abord parce que nous sommes aussi plongés dans un monde caractérisé par une absence de pensée multidimensionnelle et que chacun agit sectoriellement. Ensuite parce que les tenants du libéralisme disposent de moyens considérables pour empêcher l’émergence d’une autre société. Voilà le double défi que doit affronter le Collectif des Associations Citoyennes : être cet espace de rencontre et d’analyse commune des luttes et des espoirs ; être cet espace de construction des pensées, de leur diffusion et de leur transmission.

A l’aube des 10 prochaines années notre travail de recherche s’inscrit dans cinq « chantiers » qui constituent les champs d’intervention du secteur associatif. C’est ce que l’analyse de ces 10 ans de communiqués nous indique. Et dans chacun de ces champs nous avons pour objectif d’analyser les politiques publiques qui s’y attachent, de comprendre les résistances et les enjeux politiques qui s’y jouent, de tisser les liens avec les partenaires et réseaux qui y agissent. Ces 5 champs sont clairement définis : la transition écologique, sociale, démocratique ; la marchandisation et la financiarisation du secteur associatif ; la défense des droits et des libertés associatives ; le financement de la vie associative et de l’emploi ; les enjeux communs des associations et des collectivités citoyennes. On voit bien comment se poursuit l’activité du CAC dans un esprit de continuité. Mais on perçoit aussi comment les enjeux se sont déplacés, amplifiés. Le CAC ne possède aucune vérité sur ces sujets. Il entend construire une parole, en agissant parfois au sein de collectifs, parfois en partenariat direct avec tel ou tel réseau, parfois à sa seule initiative. Mais l’apport du CAC ne saurait être celui d’une voix de plus parmi une pluralité d’acteurs.

Le Collectif des Associations Citoyennes se donne pour enjeu premier de renouer avec une démarche d’Éducation Populaire politique, travaillant à la compréhension du monde et armant les associations pour y affirmer leur place. Nous refusons l’assimilation de notre secteur à toute idée de “corps intermédiaire”, au sens où les associations seraient des rouages des politiques d’austérité, tournées vers le démantèlement des services publics et l’assignation de l’économie à plus de compétitivité, plus de production, plus de profits. Nous nous proposons de poursuivre l’intention première des fondateurs, tel que nous le définissions en 2010. « Il s’agit de rien de moins que défendre la pérennité des mobilisations citoyennes désintéressées, celles qui défendent le respect des Droits de l’Homme et la liberté effective de toutes et tous, qui promeuvent des logiques de coopération et de mutualisation, considèrent l’économie comme un moyen au service de la société, conçoivent la solidarité comme une réciprocité, répondent aux besoins des hommes et des femmes et construisent avec eux les conditions de leur épanouissement.[[15]](#footnote-16) »

Il s’agit pour cela de poursuivre notre exigence : à comprendre, analyser les enjeux de société, dépassant la seule approche locale et sectorielle ; à soutenir les acteurs de la solidarité, du social et de la santé contre une politique de services régie par des appels d’offre et des recherches d’économie ; à agir avec les acteurs de la culture, de l’éducation pour garantir la liberté d’expression, de création, de production de sens ; à prendre position, à s’exprimer, à se mobiliser avec force. Il s’agit de rassembler les acteurs associatifs dans leur diversité, ceux de l’Education populaire, de l’Economie Sociale et Solidaire, des défenseurs des droits, de l’écologie et du mouvement sportif...pour construire ensemble un nouveau contrat social basé sur les services publics, la protection sociale, l’intérêt général et l’intervention citoyenne.

# Annexes : pour aller plus loin

* les livrets/livres/fiches : photos des couvertures
* les 5 universités d’été : thématiques abordées
* le CAC travaille avec d’autres réseaux et de nombreuses associations : voir le détail (lien vers la carte mentale)

## Annexe UE

**Les Universités d'été du CAC**

A partir de 2015 le Collectif des Associations Citoyennes ressent le besoin de prendre du temps pour échanger et réfléchir avec les militants associatifs qui le composent ou suivent ses analyses. Il est nécessaire de faire le point ensemble sur l'actualité et les actions menées, voir de quelle façon toutes les associations citoyennes sont confrontées aux mêmes questions et renforcer le pouvoir d'agir de chacun. C'est ainsi que le premier séminaire d'été *- qui s'appellera par la suite Université d'été -* est créé.

**2015 - du 6 au 8 juillet à L'Hay les Roses - "Pourquoi agissons-nous ? Comment agir ensemble dans la durée ?"**

L'objectif est de lier les expériences et les pratiques associatives aux enjeux d'une mobilisation plus globale. Plusieurs thèmes y sont abordés : la financiarisation de l’économie, l’accélération de la crise écologique, les politiques des institutions euroépennes et le recul de la démocratie, la défense des droits, l'évolution des politiques publiques, la loi sur l'économie sociale et solidaire, l'éducation populaire.

**2016 - du 5 au 7 juillet à Rennes - "Quel contexte, quels enjeux pout les associations citoyennes ?"**

Le CAC s'est appuyé sur un collectif rennais pour proposer 3 journées de réflexion et de construction des alternatives avec des associations ou des citoyennes et citoyens venus de toutes les régions. Il s’agissait de prendre du recul pour réfléchir aux fondements de l’engagement associatif, de l’intérêt général et du bien commun dans un contexte qui invite au repli sur soi, afin de produire des analyses pour nourrir des alternatives et faire converger les actions des associations citoyennes.

Ont été abordées des thématiques comme la financiarisation et les contrats à impact social, l’économie solidaire et l’entrepreneuriat social, les chemins de la transition, les droits humains, l’action publique, les enjeux des technologies numériques.

**2017 - du 10 au 12 juillet à Lyon/Villeurbanne - "Associations, un monde en action"**

Durant ces 3 jours les participants ont pu suivre deux interventions essentielles :

- une de Jean-Louis Laville - "L'évolution de la situation politique traduit l'émergence d'une nouvelle étape du néolibéralisme - les enjeux pour l'action collective des citoyens",

- une de l'historienne Michèle Riot-Sarcey  *- spécialiste de la révolution de 1848* - "Les résonances de l'associationnisme du début du XIXe siècle", mettant l'accent surle rôle des associations à la lumière de l'expérience historique et leur contribution à la transformation sociale.

Des échanges ont eu lieu sur le lien entre justice sociale et action pour le climat, les communs , le rôle de la propriété, le fondement de l'ordre social... Cette université d'été a produit une déclaration commune des participant.e.s intitulée "La société civile, c'est nous ! Reprenons le pouvoir".

**2018 - du 10 au 13 juillet à Amiens - "Associations citoyennes et marchandisation : comment résister et construire ?"**

Cette édition de l'université d'été s'est construite sur la base d’un comité de pilotage constitué de militants associatifs d'Amiens. Elle a abordé plusieurs grands thèmes : l’évolution des politiques publiques, les effets de la réforme territoriale (lois NOTRE et MAPTAM), les associations citoyennes face à la rupture des solidarités et des droits, les effets de la suppression des emplois aidés, les chemins de la transition.

**2019 - du 2 au 4 juillet à Marseille - " Rupture et émancipation : Pour une transformation solidaire, écologique et démocratique de la société"**

Cette université d'été a été l'occasion d'aborder le contexte historique du rôle des associations citoyennes avec Jean-Louis Laville et "L'histoire de l'associationnisme en France, en Europe et dans le monde". Elle a aussi abordé des thématiques comme les Droits et libertés associatives, la marchandisation de l'action associative, la co-construction de l'action publique et les perspectives pour l'avenir.

Un des ateliers a initié la construction du livre sur l'anniversaire des 10 ans du CAC “Communiquer une histoire / une histoire de communiqués”, dont la sortie est prévue en 2020.

1. Didier Minot était alors président de RECIT (Réseau des écoles de citoyens). Dès qu’il a eu connaissance de la circulaire Fillon, il a mobilisé divers réseaux associatifs pour déposer un recours au Conseil d’Etat demandant l’annulation de la circulaire et l’appel “Non à la remise en cause des libertés associatives”. C’est à partir des signataires de l’appel que le CAC a été créé. [↑](#footnote-ref-2)
2. Cet appel est repris dans son intégralité en page # [↑](#footnote-ref-3)
3. Circulaire Valls n° 5811-SG du 29 septembre 2015 ayant pour objet "Les nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations". [↑](#footnote-ref-4)
4. Seule une partie des communiqués a été reprise pour montrer la trajectoire de l'expression du Collectif des Associations Citoyennes. [↑](#footnote-ref-5)
5. Pour en savoir plus sur les Universités d’été du CAC voir en Annexe. [↑](#footnote-ref-6)
6. On notera d'ailleurs que la vigilance pour imposer une concurrence libre et non faussée ne saurait s'appliquer unilatéralement aux aides de l'État sans inclure également le mécénat et les situations de monopole. Il y a plus de distorsions de concurrence dans la situation d’un seul monopole international que dans l'action réunie de toutes les petites associations.. [↑](#footnote-ref-7)
7. *Concurrence : marché unique, acteurs pluriels. Pour de nouvelles règles du jeu*. MEDEF, mai 2002 [↑](#footnote-ref-8)
8. Bernard Massera est un des membres fondateurs du CAC, militant de Paris Goutte d’Or. (préciser) [↑](#footnote-ref-9)
9. voir le dossier du CAC http://www.associations-citoyennes.net/?p=9925 [↑](#footnote-ref-10)
10. Président du conseil d’administration d’ENGIE [↑](#footnote-ref-11)
11. http://www.associations-citoyennes.net/?p=13498 [↑](#footnote-ref-12)
12. Selon l’édition “La France associative en mouvement” d’octobre 2019, le nombre d’établissements employeurs est passé de 167.391 en 2015 à 159.369 en 2018 (-4,8 %) [↑](#footnote-ref-13)
13. Les principales références :

    -       France associative en mouvement, octobre 2019

    -       Les études coordonnées par Viviane Tchernonog

    -       INSEE Première, mars 2016

    -       Étude UNIOPSS/DLA, septembre 2018

    -       DARES [↑](#footnote-ref-14)
14. *Récit, fondé en 2002 suite au forum social de Porto Allegre, s’est construit autour d’un questionnement central : « Comment répondre aux enjeux qui nous attendent et construire un monde à finalité humaine ? Comment chacun peut-il être acteur de sa propre vie et citoyen d’un monde solidaire ? »* [↑](#footnote-ref-15)
15. *Allocution de Jean Lambret à la 9e journée d'étude de l'Observatoire SMACL le 25 juin 2010* [↑](#footnote-ref-16)